





# débats

## La drogue des acquis sociaux

Les Français commencent à comprendre que certains avantages obtenus ont des effets pervers

par PHILIPPE ROBERT (\*)

Le fleuron du bilan socialiste réside dans les acquis sociaux. L'essentiel de ce qui consiste en la hausse accélérée du SMIC, la généralisation de la cinquième semaine de congé payé, la retraite à soixante ans, l'augmentation de l'indemnité de licenciement, les négociations annuelles obligatoires dans l'entreprise sur les salaires et les conditions de travail, le droit d'expression des travailleurs.

Selon les sondages, ces avantages sociaux sont appréciés des Français. Pourtant leurs conséquences sont globalement très largement négatives dans un pays dont les entreprises souffrent cruellement d'un manque de compétitivité et dont l'économie est devenue la lanterne rouge des pays développés.

Elles ont entraîné en 1981, 1982, 1983, l'inflation, déficit commercial et endettement extérieur records, trois dévaluations et la nécessité impérieuse, au bord de la faillite, de changer de cap à 180 degrés et de renouer avec l'austérité. Comment une économie comme celle de la France peut-elle offrir le luxe d'une cinquième semaine de congé payé alors que ses principales concurrentes, l'américaine et la japonaise, n'en sont encore qu'à deux ou trois semaines de vacances ?

Comment une démographie vieillissante comme celle de la France, entraînant inéluctablement le déficit de ses caisses de retraite, peut-elle se permettre d'avancer l'âge de la retraite alors que la durée de vie ne cesse d'être allongée et que des pays aussi divers que le Japon, les États-Unis, l'Espagne, l'URSS le reculent ?

### Une politique réactionnaire ?

Quel gaspillage scandaleux de capital humain et d'expérience à un moment où la France aurait besoin des efforts soutenus de tous ses citoyens pour redresser son économie et relever le défi de ses concurrents ! Au Japon on travaille officiellement 400 heures de plus par an qu'en France et bien plus encore officieusement. Feu Olof Palme, bien que socialiste, était mieux inspiré qui refusa de réduire le temps de travail de ses salariés en indiquant qu'il avait besoin des efforts de tous pour tirer l'économie suédoise de ses difficultés.

Comment accroître le SMIC de façon accélérée sans éroder la hiérarchie des salaires, ce qui découragerait l'effort, et sans aggraver le chômage, les chefs d'entreprises se devant, au risque de mettre leurs

affaires en péril, de ne jamais embaucher un salarié dont le coût serait supérieur à la rentabilité ?

La vérité, c'est que toutes ces mesures dont se vante la gestion socialiste sont autant de boulets rattachés à l'économie de notre pays, dont la reprise est conditionnée par leur disparition. Le conflit sur la flexibilité n'est que la manifestation conflictuelle entre le désir de maintenir les avantages acquis et la nécessité économique d'y renoncer.

Dira-t-on comme la gauche que renoncer aux acquis sociaux relève d'une politique réactionnaire, anti-sociale et constitue un retour en arrière ? La politique la plus sociale est celle qui serait capable de faire reculer le chômage et la nouvelle pauvreté et de renouer avec l'augmentation du niveau de vie — car les socialistes qui prétendaient atténuer les inégalités les ont transférées du sommet de la hiérarchie des revenus à la base et elles sont d'autant plus douloureuses.

Comment y parvenir sans desserrer la contrainte extérieure, en rétablissant la compétitivité des entreprises françaises et sans restaurer la croissance ? Mais on mesure la difficulté de faire admettre une politique aussi courageuse et aussi impopulaire. Les droits acquis sont sacrés pour les Français, et il faut encore moins y toucher qu'à leur poche.

La vérité, c'est que les acquis sociaux agissent sur l'économie française comme une drogue aux effets d'autant plus néfastes qu'on ne peut plus s'en passer. Il est un espoir cependant. Les Français, par leur goût excessif des avantages acquis, montrent qu'ils ne sont pas adultes mais s'ils ont des traits d'enfance, ils ont aussi de l'esprit critique, de la clairvoyance, du bon sens.

Ils commencent confusément à démêler à la lumière des réalités que ces acquis sociaux si agréables

(\*) Professeur à l'université Paris-V.

ont des effets pervers qui vont jusqu'à se retourner contre eux. Il est normal qu'ils ne manifestent aucune gratitude à l'égard de ceux qui leur ont fait ces cadeaux empoisonnés et les ont traités, non comme des adultes doués de raison et de courage, mais comme des enfants gourmands et paresseux que l'on séduit avec des sucreries.

Où plutôt ils font penser à ces drogués lucides, qui ne peuvent se passer de leur dose mais qui savent qu'elle les tue.

Il y a deux façons de gouverner les peuples. Comme Churchill ou de Gaulle en leur promettant du sang et des larmes et en exaltant leur vertu et leur goût de l'effort ou comme les socialistes par la démagogie, les avantages matériels et le goût du loisir et du repos.

Les premiers visent haut, ils s'adressent à la tête et au cœur, les seconds au-dessous de la ceinture. Mais comme dans l'Évangile, il sera donné davantage encore aux premiers, aux seconds il sera pris même le peu auquel ils prétendaient.

## Pour la chasse aux sorcières

par DANIEL ACCURSI (\*)

CERTAINS s'offusquent et dénoncent en chœur la chasse aux sorcières. D'autres, la main sur le cœur, répliquent : pas de martyrs. Et c'est ainsi que sorcières et martyrs se donnent la main. Bizarre, bizarre, vous avez dit bizarre ? Le principe de la chasse aux sorcières, si injustement décrié aujourd'hui, mérite pourtant d'être défendu. Car, si celui-ci est légèrement fâcheux pour la victime, il est hautement bénéfique pour la démocratie et le citoyen, et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord il est bon pour la démocratie qu'un petit maître (qu'il soit de gauche ou de droite) apprenne que son pouvoir est provisoire et son siège éjectable. Il doit comprendre qu'il n'est en rien propriétaire de son pouvoir et qu'il est toujours remplaçable. Il apparaît donc indispensable que celui qui détient une parcelle de pouvoir, que celui-ci soit médiatique, policier, financier, papassier, etc., ne se prenne pas pour une vache sacrée.

Qu'à chaque changement de majorité il y ait un remue-ménage et une valse, que les fauteuils tombent et que des placards se voient et que d'autres se remplissent, qu'une soi-disant élite républicaine aille se rabattre et laisse place à une soi-disant élite libérale et vice versa, quel de plus

réjouissant et de plus naturel ? C'est la règle du jeu, la rançon du pouvoir, le risque. Tous ces petits martyrs (de droite ou de gauche) ne détiennent leurs postes et autres privilèges que par la faveur du Prince. Si le Prince change, qu'ils en acceptent le désagrément avec dignité et fair-play au lieu de crier au scandale, de se cramponner et de se parer des plumes de l'hypocrisie. D'autre part, l'assurance, la sécurité, créées des habitudes, une routine, la morgue, l'esprit de caste, l'immobilisme, la suffisance... Au contraire le brassage, le roulement, la relève, le flux, le reflux, tous ces mouvements browniens, tout cet appel d'air redonnant vie à la démocratie et évitant l'asphyxie. La chasse aux sorcières apparaît plus comme un cathartisme que comme un règlement de comptes ou une simple vengeance.

Enfin, moins le petit maître est assuré de son pouvoir, mieux il gouverne. C'est ce qu'avait merveilleusement compris la monarchie sacrée égyptienne. Dans la tribu des Nossis (non loin de Ouagadougou), le roi n'était appelé à régner qu'en fonction de son sacrifice futur. Il était l'être-on-suris et

pour retarder l'échéance de sa mort prochaine, il s'acharnait à être le meilleur des rois. On le voit, la vérité est africaine et tout concourt à faire l'éloge d'un principe qui secoue le cocotier et tend à défendre l'intérêt général au détriment de l'ambition, de l'arbitraire ou de l'opportunisme. Si certains blâment un tel principe, ce ne peut être que par névrose ou tartuferie. Par contre, ce dont on doit s'alarmer aujourd'hui, c'est que ces soi-disant élites ne s'accordent entre elles, qu'elles ne fassent un pacte : si tu me laisses à mon poste, je te laisserai à ton poste.

Cet engagement tacite, ce contrat implicite aurait pour effet de limiter l'insécurité mutuelle des petits maîtres et de les préserver de la panique. Un tel pacte serait très dommageable pour la démocratie. On peut espérer qu'un tel accord ne soit intenable, utopique, absurde face à la course aux privilèges, à la fringale d'honneurs, à la nécessité de récompenser les amis, les obligés, les courtisans. Ayons donc confiance. On l'a compris : le principe de la chasse aux sorcières constitue la garde-fou de la démocratie. On oublie trop souvent que, si celle-ci se fonde sur le respect d'autrui, elle exige également le respect des privilèges et des chasses gardées.

(\*) Journaliste.

### POLITIQUE ET VALEURS

A force d'insister sur les nécessités de privatiser, de déréglementer, etc., où vont passer les notions de « bien commun », de « volonté générale », de « service public », se demande Solange Mercier-Josa. D'une autre rive, Philippe Robert estime que les « acquis sociaux » agissent sur l'économie française comme une drogue aux effets d'autant plus néfastes qu'on ne peut plus s'en passer.

## La citoyenneté bien de consommation ?

Agents, consommateurs, etc. Mais où est passé le peuple ?

par SOLANGE MERCIER-JOSA (\*)

ROLE de printemps 86 où flotte comme une certaine sensation d'irréalité. Le pourcentage de ceux qui ont voté comme la nuée ? Cinq ans après la folle espérance du 10 mai 1981, il faut quelque peu se pincer pour être certain qu'on était bien éveillé, que la gauche au pouvoir, on ne fut pas un songe. Cependant, ne reste-t-il pas un zeste d'incrédulité dans le savoir que la droite est bien là, que ses menaces ne sont pas fictives, qu'elle est bien décidée à effacer la moindre trace d'un socialisme qui n'a pour tant jamais été vu comme tel par le commun de ceux qui avaient lutté pour lui depuis leur jeunesse.

Je me dis bêtement que je n'aurais pas d'autre vie et que l'âge avance. En mai 1981, j'ai cru avec d'autres que nous en avions fini avec la morgue, la suffisance, le « sursurvergisme » de ceux qui étaient au pouvoir à l'époque. Tout au long de cette nuit d'orage du 10 au 11 mai 1981, et pendant les jours qui ont suivi, je me suis reprise à penser peuple, souveraineté du peuple, à croire que, si depuis belle lurette il n'avait pas vent de soufflé épique en France, tout de même un projet politique populaire allait prendre son essor. Faire de la politique n'allait plus être seulement lutté ou délégué, mais pratiqué quotidiennement du citoyen dont la vie concrète avait enfin quelque chose à voir avec les affaires publiques : la « démocratie », quoi. La victoire de la gauche, c'était la mobilisation pacifique, politique, du peuple.

Mais non, pendant ces cinq années, guère plus de peuple en France que sous Giscard et Barre. Des agents de l'État et puis des consommateurs, qui n'ont jamais été explicitement mis face à leurs responsabilités de citoyens, c'est-à-dire face à leur devoir civique, à leur obligation de déterminer, en tant que citoyens, leur consommation, et non en tant que simples consommateurs

à qui on n'a pas demandé s'ils voulaient une autre politique économique que celle de l'austérité. D'où l'échec de 1982. Et ne parlons pas de produire en tant que citoyens.

Je m'interroge. J'ai lu dans plusieurs textes de philosophes allemands d'après la Révolution française que le génie français était essentiellement politique. Le jeune Marx avait montré que l'État moderne n'avait supprimé ni la religion, ni la propriété, ni le métier, mais qu'il en avait seulement fait une affaire privée relevant de la société civile, un caractère particulier de l'homme par opposition au citoyen qui, lui, n'avait plus d'existence qu'en tant que « personne allégorique », que voix sans timbre, c'est-à-dire abstraite.

Aujourd'hui, ce processus est allé beaucoup plus loin. Paradoxe suprême, la citoyenneté elle-même est devenue affaire privée, consommation domestique. Chacun devant son poste consomme en effet de la politique. La citoyenneté est un produit proposé à son choix, comme toute autre marchandise. Cette privatisation de la politique, c'est-à-dire sa dissolution, n'a rien à voir avec le dépassement de l'État tel que la pensée socialiste et communiste surpasse l'État. L'État n'est plus un produit proposé à son choix, comme toute autre marchandise. Cette privatisation de la politique, c'est-à-dire sa dissolution, n'a rien à voir avec le dépassement de l'État tel que la pensée socialiste et communiste surpasse l'État. L'État n'est plus un produit proposé à son choix, comme toute autre marchandise.

Privatisez. Privatisez sans relâche. Ne vous privez de rien ! Il n'y aura bientôt plus personne, chaque individu de tout sens les notions de « bien commun », de « volonté générale », de « service public », de « res publica », pour s'étonner qu'aucun d'entre nous (d'ingénieurs politiques compris) ne sache absolument plus où donc il a bien pu passer le peuple français.

(\*) Philosophie, agrégée de l'Université, chargée de recherches au CNRS.

### « Famine : mieux comprendre, mieux aider »

Rapport de la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales

## Reconstruire le monde rural en Afrique

Le titre même de ce petit livre résume l'ambition à la fois modeste et immense de ce rapport que l'on doit à la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales (1). Livre décapant, qui évite la langue de bois des organismes internationaux. Il évoque dans un langage simple, accessible à tous, les responsabilités des gouvernements du tiers-monde, des institutions et des organisations jalouses de leurs prérogatives, incapables de coordination.

Partagée équitablement, la production alimentaire mondiale est suffisante pour tous. La sécheresse et les autres perturbations naturelles des équilibres accentuent les déséquilibres structurels préexistants. Fournir les moyens de production, opération moins spectaculaire que la distribution des aides, est essentiel pour la survie future. L'intervention est le plus souvent une réponse à un appel. Or les ruraux concernés sont sans voix. La crise de l'économie africaine reflète celle du pouvoir, qui a une vision urbaine et ne favorise pas la participation rurale.

La famine est prévisible, et pourtant les efforts de prévision entrepris n'ont guère abouti. Des indicateurs socio-économiques que des bénévoles peuvent rassembler sont plus efficaces qu'un

système d'alarme sophistiqué, car les famines sont le plus souvent localisées.

Les secours ne sont qu'une bouffée d'oxygène, et les organisations ne disposent pas de moyens efficaces : manque de rapidité, pas de mandat qui autorise à intervenir pour fournir des liquidités, car l'absence de revenu est la principale cause de famine, pas de moyens de transport, pas d'infrastructure et de logistique propres au système des Nations unies. Trop tardives, les opérations de secours requièrent de nombreuses compétences spécialisées, car ceux auxquels on vient en aide ont le plus souvent quitté leur milieu naturel et perdu de ce fait leur faculté d'adaptation. La famine est aussi un facteur d'accroissement des inégalités : dans une même région, la faim et le stockage, voire l'exportation alimentaire, peuvent coexister.

La dégradation de l'environnement est également cause de famine : exploitation industrielle des forêts et, faute d'alternatives, déforestation paysanne ; méthodes culturales intensives, favorisant la désertification ; absence de soutien à l'action quotidienne des petits paysans sur la ligne de front du désert ; concentration des crédits et des aides sur les grands projets d'irrigation.

L'attitude des gouvernements est aussi un obstacle aux interventions humanitaires, dont l'objet est parfois détourné au profit de l'achat d'armement, par exemple. Aussi le rapport suggère-t-il que la communauté internationale obtienne un droit d'intervention à but humanitaire même lorsque les mouvements de population sont dus à des facteurs politiques.

### l'efficacité

Le chapitre le plus étonnant est intitulé « Éviter l'adhocratie ». Ce qui est en cause ici, ce sont les multiples réponses et décisions ad hoc qui ne constituent ni plan ni stratégie. Il ne reste que l'aide, si importante en Afrique parce que les donateurs reprennent d'une main ce qu'ils offrent de l'autre. Experts plus nombreux qu'à l'époque coloniale, aide qui sert à se faire des amis, à écouler ses produits, qui couvre rarement les dépenses de fonctionnement, bref inefficacité croissante de projets jamais remis en cause et dont la déconfiture n'est jamais évoquée. Les organisations bénévoles aussi ont leurs contraintes bureaucratiques, alors qu'elles devraient avoir une plus grande transparence, aussi bien auprès des donateurs qu'auprès des

bénéficiaires. Quant aux prêts du FMI, ils correspondent à des programmes qui ne sont pas seulement impopulaires mais surtout inadaptés aux besoins de l'ajustement à long terme.

La volonté d'agir pour reconstruire et renforcer le monde rural en Afrique existe, constate le rapport. Mais la marge de manœuvre des gouvernements africains est très faible. Pas question pour eux de supporter le fardeau de la dette. Des crédits « souples et généreux », un redéploiement des ressources existantes, l'expression directe des paysans, l'accès au crédit rural, la création, enfin, de marchés communs régionaux, constituent autant de pistes pour « mieux aider » l'Afrique à vaincre la famine.

JACQUES GRALL.

(1) Cette Commission regroupe diverses personnalités comme Desmond Tutu, Simone Weil, Léopold Sédar Senghor, Robert McNamara, Sadruddin Aga Khan. Elle a été créée, suite à une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies en 1983. Ses conclusions et recommandations, à partir des travaux d'experts qu'elle choisit, sont publiées. *Famine : mieux comprendre, mieux aider*, est le premier titre de la série comprenant aussi *La Déforestation et la Désertification*, éditée, pour la version française, chez Berger-Levrault, 168 p., 66 F.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDOPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-77

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Bonne-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wuits.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Conseiller en chef :  
Claude Salas.

JACQUES GRALL.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 204 136 F

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-96-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 484 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : diffuser ou

provisionnels (deux semaines ou plus) ; nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant

leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

### PRUX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,76 \$ ; Chac-Pérou, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 88 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 6 000 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 170 esc. ; Roumanie, 200 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,80 \$ ; Yémen, 110 ml.

مكة امه الاصل







## DIPLOMATIE

### M. Chirac et l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande ont signé l'accord réglant l'affaire Greenpeace

M. Jacques Chirac et l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande à Paris, M. John McArthur, ont signé le mercredi 9 juillet l'accord établi par M. Perez de Cuellar pour régler le contentieux entre Paris et Wellington à propos de l'affaire Greenpeace. Les services du premier ministre ont confirmé à cette occasion que les diverses clauses de cet arrangement, dont le texte sera publié au *Journal officiel*, seront exécutées comme prévu avant le 25 juillet.

A Wellington, le vice-premier ministre néo-zélandais, M. Geoffrey Palmer, a indiqué que la menace d'une guerre commerciale avec la France avait été, pour son gouvernement, « un élément-clé » le poussant à rechercher un compromis avec Paris. Le ministre du commerce, M. Mike Moore, a déclaré que « les questions commerciales ont été soulevées par la France » et qu'il aurait été imprudent de ne pas prendre des mesures pour que Paris retire ses menaces. Le compromis continue d'être vivement critiqué par l'opposition néo-

zélandaise, mais a été accueilli avec soulagement dans les milieux de l'industrie agro-alimentaire.

L'organisation Greenpeace a indiqué de son côté, mercredi, que son nouveau bateau *le Sirius*, entrerait le lendemain dans le port de Marseille, pour y marquer le premier anniversaire de l'attentat contre le *Rainbow Warrior* par une conférence de presse. Elle a, d'autre part, appelé à un rassemblement, jeudi à 19 heures à Paris, sur l'esplanade du Trocadéro. — (AFP, AP.)

### Le calvaire du poète bachkir Akhmetov : emprisonné depuis vingt ans

Alexandre Blok, secrétaire international du Pen Club, a récemment attiré l'attention de M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, sur le cas de Nizametdin Akhmetov, un poète bachkir emprisonné il y a vingt ans pour « nationalisme », jamais libéré depuis et placé, depuis 1983, dans un hôpital psychiatrique du Kazakhstan. Le Pen Club voudrait que ce cas particulier soit souligné par M. Mitterrand lors de son séjour à Moscou. Nous publions ci-dessous le texte du dernier appel lancé par Akhmetov parvenu récemment en Occident. Il date du 31 mars 1984.

#### « Qu'ils me tuent ou qu'ils m'ôtent la raison ce sera la fin »

J'ai peur de l'écriture, mon ami. J'ai peur. Tu vas croire que c'est la lettre d'un dément. Elle vient d'un asile de fous, n'est-ce pas ? Pourtant, je dois l'écrire. Je n'ai personne d'autre, mon ami, auquel demander ce qui est le plus profond, le plus humain de l'homme. J'ai peur de leurs drogues. J'ai peur qu'ils ne m'administrent bientôt des drogues plus fortes. Elles vont me transformer en un idiot qui ne pourra même plus venir à bout de la compréhension. Ecoute-moi, mon ami.

Les circonstances m'obligent à l'écrire comme je ne l'ai jamais fait auparavant. Pourtant, c'est une lettre et non un testament, le discours d'un vivant et non une note posthume.

Je vais mal, mon ami, très mal. Je n'ai jamais tant souffert. Jamais situation ne fut plus désespérée. Je n'appartiens plus à la société. Ses lois ne s'appliquent plus à moi. Je n'ai plus aucun droit. Je n'ai plus de personnalité. Je ne suis plus un homme. Peux-tu comprendre ce que c'est d'être dans notre pays un « malade mental dangereux pour la société » et dans mon cas, c'est pire encore, un « criminel coupable de crimes envers l'Etat, particulièrement dangereux » et un « récidiviste spécialement dangereux ». Il n'est qu'un moyen de sortir de tous ces tourments, un seul moyen de ramper hors de cet enfer. C'est le reniement. Quitter l'enfer, mais en reniant Nizametdin Akhmetov. Je ne serai plus lui, c'est-à-dire moi-même. Ce chemin m'est interdit. Je ne pourrais faire face à la torture de ma conscience. Je ne puis les laisser réduire au néant Nizametdin Akhmetov sur les meules de la sécurité d'Etat.

Bien sûr que je ne suis pas malade. Je suis dans une institution équipée pour faire des malades, les produire... Je n'exagère pas : la psychiatrie est parvenue aux mêmes limites que la physique quand elle a brisé l'atome. Ce n'est pas cet homme en blouse blanche, passé sur son uniforme de la MVD, que je confronte. Derrière lui, par réaction en chaîne, il y a tout l'Etat. Ils veulent me réduire au néant. C'est terrible, c'est une torture sans nom, cela qu'ils ont appelé véritablement. Les médicaments qu'ils me font avaler ou qu'ils m'injectent, Satan lui-même n'a rien de comparable dans son enfer, et les inquisiteurs du Moyen Age auraient donné beaucoup pour les acquiescer. De telles souffrances... Je ne les croyais pas possibles. Je crains de céder. Ma

volonté n'est pas sans limites. Mais comment vivre, ensuite, dans le mépris de soi ?

Ils disent de moi que je calomnie mon pays. Ce n'est pas vrai, mon ami. J'aime mon pays, parce que j'aime ma mère, ma maison, ma campagne, mon peuple. Celui qui veut me séparer de mon pays est mon bourreau. Lui n'a besoin d'aucun pays pour son métier, seulement de victimes et de son salaire. Certes, je m'oppose au régime et à l'idéologie qui se sont emparés de mon pays. Ils voudraient faire croire que je m'oppose à eux. Mais une patrie demeure une patrie, quel que soit son type de gouvernement, monarchie ou république, dictature ou démocratie, et le vrai patriote, le citoyen digne du nom, est souvent persécuté et déshonoré. En Russie, c'est la règle, la tradition. Je ne suis pas un nationaliste, mais je suis plus russe que beaucoup de Russes élevés en Russie sur la terre de Russie, formés par la culture russe, pensant en russe. Mais quand il s'agit des nationalités, je pense en une langue différente. Je suis pour une égalité véritable, une liberté authentique de tous les peuples et nations. Je suis contre le chauvinisme, contre l'asservissement de peuples par les superpuissances.

Si vraiment je suis coupable envers ma patrie, alors oui je veux être jugé, et le plus sévèrement ; et d'abord par ma conscience, mon ami. Mais qui est mon juge aujourd'hui ? Quel exploit patriotique se trouve accompli du fait qu'ils me gardent en prison depuis l'âge de dix-huit ans et me torturent, me torturent chaque heure de ma vie. Ensuite, ils vont voir mon père, ma mère et ma sœur et traînent dans la boue le fils ou le frère pour accomplir « leur devoir », « leur grand devoir patriotique ». Je regrette de plus en plus de voir le jour où mon pays aura les moyens de me juger vraiment. J'ai toujours évité l'invective. Je n'ai rien à dire à ma patrie, si ce n'est : « Laisse-moi être qui je suis jusqu'à ma mort ».

J'attends ma fin. Qu'ils me tuent ou qu'ils m'ôtent la raison, ce sera la fin. La fin d'un être humain. Même si le procédé est inhumain, même s'ils me traitent comme si je n'étais pas un homme, un homme sera frappé. Un homme, je veux le souligner encore. Un homme. Et je veux que l'on pense à moi, je veux qu'on se souvienne de moi comme tel, comme d'un homme.

NIZAMETDIN AKHMETOV.

**Le Monde**  
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB  
Parution le 15 septembre 1986  
Renseignements publicités :  
45-55-91-82, poste 4196

## PROCHE-ORIENT

### Egypte

### Dix musulmans convertis au protestantisme sont incarcérés depuis plusieurs semaines

Plusieurs communiqués émis à Londres et à Paris par Amnesty International ainsi que divers témoignages dignes de foi qui nous sont parvenus (ont été de la détention en Egypte, parfois depuis plusieurs mois, d'au moins dix personnes (six Égyptiens, deux Marocains et deux Tunisiens) qui, nées musulmanes, se sont, à l'âge adulte, converties au christianisme, et plus précisément au rite protestant. Les six Égyptiens sont membres de l'Eglise copte évangélique.

La première arrestation, le 8 janvier, a visé M<sup>me</sup> Emane Mustapha Toufik, fonctionnaire célibataire d'une trentaine d'années, convertie au christianisme en 1978 et qui aurait été dénoncée par ses collègues de bureau. Le 25 janvier, son beau-frère, le docteur Samir Abdelbaki (trente-cinq ans), lui aussi musulman passé à l'Eglise réformée, était arrêté à la prison de femmes de Kanater, au nord du Caire, pendant une visite à la détenue, et écroué au pénitencier de Tora, au sud de la capitale.

La nuit suivante, l'épouse de M. Abdelbaki, Ibisan, mère de famille de trente-cinq ans, et la seconde sœur de celle-ci, Nagoua, célibataire de trente-deux ans, converties elles aussi, étaient conduites à la même maison d'arrêt qu'Emane. En mai, deux autres néo-protestants ont été interpellés : Anouar Taleb Ibrahim, agent des services fiscaux âgé de cinquante-six ans, et sa fille Hala, employée à l'Université américaine du Caire.

Les six détenus, honorablement connus au Caire où, nous assure-t-on, ils n'avaient pas fait écho de leur conversion, pourraient, selon Amnesty International, si aucun autre chef d'accusation n'est retenu contre eux, être classés parmi « les prisonniers d'opinion, incarcérés pour avoir pratiqué la foi chrétienne ». Selon les témoignages de proches des convertis, le juge devant lequel les prisonniers ont comparu les a invités « à revenir à la vraie foi » (islamique), sinon ils seraient punis pour avoir « méprisé l'islam » et « attenté à l'unité nationale ».

Les six accusés auraient fait valoir qu'ils n'avaient pas « méprisé » leur confession native mais lui avaient simplement « préféré » une autre foi, comme les y autorise en principe la Constitution égyptienne en vigueur depuis Sadat, qui dispose (article 46) que « l'Etat garantit la liberté de croyance ». La liberté provisoire a, en tout cas, été refusée à M<sup>me</sup> Abdelbaki, qui avait invoqué le sort de ses deux jumeaux de sept ans privés de garde parentale depuis six mois.

Amnesty International souligne, pour sa part, que Le Caire doit, en cette affaire, se conformer au pacte international sur les droits civils et politiques qu'il a ratifié en 1982 et dont l'article 18 indique : « Toute personne a le droit d'adopter la religion de son choix ».

#### Quatre étudiants maghrébins

En attendant, ce droit semble être dénié également en Egypte à quatre étudiants maghrébins d'Alexandrie, convertis au protestantisme dans cette ville, semble-t-il, en avril 1986, et emprisonnés peu après, sans doute aussi à Tora. Il s'agit de deux Marocains, Hassan Zahrouni et Abdelhadi Hojja et de deux Tunisiens, Fathi Ben Nejma et Ali Hammami. Les quatre jeunes gens appartenaient à une « croisière universitaire pour le Christ », d'obédience réformée.

Si le Coran proclame : « Nulle contrainte en religion », c'est plutôt sur une autre disposition de la loi islamique — « Celui qui change de religion, tue-le ! » — que s'est fondée l'attitude traditionnelle à l'égard des « renégats » en terre d'islam, où, en revanche, les conversions en sens inverse sont favorablement accueillies.

lies : le philosophe Roger Garaudy et d'autres Occidentaux devenus musulmans ont été reçus en grande pompe au Caire ces dernières années.

En Egypte, la peine capitale pour « apostasie de l'islam » n'est plus appliquée depuis les années 1850, mais l'Eglise nationale (copte orthodoxe), qui regroupe la quasi-totalité des cinq à six millions de chrétiens égyptiens, n'en a pas moins toujours évité le prosélytisme à l'endroit des musulmans. Il en est de même pour l'Eglise copte catholique (environ deux cent mille fidèles), mais, en contre-partie, les communautés protestantes (environ cent cinquante mille fidèles) n'ont pas toujours observé la même discrétion, ce qui peut expliquer les conversions en question.

Dans l'état actuel du droit pénal égyptien, les « renégats » pourraient, selon un avocat caennais, s'en tirer avec une peine de deux ans de prison pour « mépris de l'islam ». Mais les journaux officiels égyptiens, qui n'ont pas annoncé les arrestations, se sont étendus en revanche sur la nécessité de « faire du mépris de l'islam un crime capital ». M. Ali Mahgoub, professeur de droit islamique à l'université d'Alm-Chams (Le Caire) et président de la commission parlementaire des affaires religieuses, a souligné que « les travaux forcés à perpétuité soient appliqués aux auteurs de l'islam, les plus coupables ». C'est tout de même mieux, si l'on ose dire, que le projet de loi qui, naguère, brouilla Sadat et le pape copte Chénouda III et qui, en outre, en dépit de la Constitution, prévoyait le rétablissement de la peine de mort pour ceux — pourtant bien rares — qui, en Egypte ou ailleurs, quittent l'islam.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

### Israël

### Un officier jugé pour espionnage au profit de Damas

#### De notre correspondant

JÉRUSALEM. — Evénement exceptionnel en Israël : un officier est actuellement jugé pour espionnage au profit de la Syrie. C'est l'hebdomadaire *new-yorkais* en hébreu *Yisrael Shelanu* (Notre Israël) qui a « sorti » l'information de la semaine dernière. M. Haim Bar Lev, ministre de la police, l'a confirmée, précisant que l'officier avait été arrêté par la police et non par les services du contre-espionnage, et que son cas relevait de la justice civile.

Officiellement, on ne sait rien d'autre. Le porte-parole de l'armée observe sur cette affaire un silence absolu et la censure militaire veille. M. Bar Lev a expliqué que « le tribunal avait décidé de ne pas juger cet officier et que rien ne devait flatter ». Le procureur de l'Etat, M. Yosef Harish, serait habilité à poursuivre quiconque transgresserait cette consigne.

Selon *Yisrael Shelanu*, l'inculpé est un commandant de réserve des services de renseignements. Son procès, qui se déroule à Haïfa, est déjà avancé. Il aurait été démasqué par hasard après qu'un groupe de combattants anti-israéliens arrêtés dans le sud du Liban eut, au cours d'un interrogatoire, mentionné son nom, qu'ils avaient entendu prononcer par un agent syrien. L'inculpé

est le fils d'un officier en retraite très connu, ancien membre de la police des frontières.

Cette dernière précision avait fait croire initialement que l'espion était un druze. Les druzes israéliens sont, en effet, fortement représentés dans les unités des gardes-frontières. En fait, d'après son nom, interdit de publication, il s'agit bel et bien d'un juif. S'il est reconnu coupable, il risque une peine minimale de quinze ans de prison. Selon d'autres sources, l'accusé aurait été arrêté en avril, serait âgé d'une quarantaine d'années et entretenait ses contacts avec l'ennemi à Chypre ; il aurait fourni à la Syrie des informations sur les activités militaires israéliennes au Liban.

C'est à notre connaissance la première fois dans l'histoire d'Israël qu'un officier de renseignements est jugé pour espionnage. Le dernier grand procès analogue remonte à 1972. Un réseau de huit extrémistes de gauche — trois Arabes et cinq juifs agissant par conviction idéologique — avait alors été reconnu coupable d'« entraînement en Syrie à des fins de sabotage anti-israélien ». Le chef du réseau, Udi Adivi, fut condamné à dix-sept ans de détention. Il bénéficia en mai 1985 d'une mesure de libération conditionnelle, après avoir purgé les trois quarts de sa peine.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

### Jérusalem dément avoir « acquis illégalement » une technologie militaire américaine

#### De notre correspondant

JÉRUSALEM. — Israël a catégoriquement démenti, mercredi 9 juillet, avoir acquis illégalement des éléments de technologie permettant de fabriquer des bombes à fragmentation. La télévision américaine avait fait état, la veille, de l'ouverture d'une enquête à ce sujet par la justice fédérale.

Le ministère de la défense prenant cette nouvelle affaire au sérieux, a rapidement mené son enquête et fait savoir que les allégations venues de Washington étaient sans fondement. Selon l'Etat hébreu, l'affaire repose sur un malentendu né de la confusion entre les bombes à fragmentation — dont la fourniture par les Etats-Unis est, en effet, soumise à de sévères restrictions — et les obus du même nom utilisés par l'artillerie, mis au point et fabriqués en Israël, mais dont la production exige l'achat de certains équipements industriels américains. A cet effet, dit-on ici, les services du ministère israélien de la défense installés à New-York, où travaillent plus de deux cents personnes, se sont conformés aux procédures en usage.

Jérusalem a fait savoir qu'il ne laisserait pas des enquêteurs américains interroger les employés de sa mission à New-York, lesquels sont, au demeurant, protégés par l'immunité diplomatique. La justice américaine aurait l'intention d'inculper huit d'entre eux.

Les dirigeants israéliens ne cachent pas leur agacement, voire leur colère, devant l'attitude de certains services de l'administration américaine. M. Itzhak Rabin, ministre de la défense, a fustigé mercredi

« ceux qui, aux Etats-Unis, fabriquent, à partir de rien, des histoires destinées à envenimer les relations israélo-américaines ».

J.-P. L.

### Iran

### CONCLUSION D'UN NOUVEL ACCORD PETROLIER AVEC LA SYRIE

L'Iran livrera 2,5 millions de tonnes de pétrole à la Syrie sur une période de neuf mois, à partir du 1<sup>er</sup> octobre prochain, aux termes d'un nouvel accord entre les deux pays, signé mercredi 9 juillet à Téhéran. La radio iranienne, qui a annoncé la nouvelle, n'a fourni aucune indication quant aux prix qui seront pratiqués. L'accord a été conclu à la suite de longues négociations entamées la semaine dernière à Téhéran. Il fait suite à un premier accord signé en 1982 et portant sur la vente annuelle de 9 millions de tonnes de pétrole iranien à la Syrie à un prix préférentiel.

La conclusion de cet accord témoigne d'une amélioration des relations entre l'Iran et la Syrie, seuls Etat arabe à soutenir Téhéran dans la guerre du Golfe. Elles s'étaient considérablement dégradées dans le courant de l'année, conduisant Damas à évoquer un éventuel rapprochement avec l'Irak. Du fait de retards de paiements syriens, l'Iran avait suspendu ses livraisons au début de l'année, pour ne les reprendre qu'en juin. — (AFP, UPI.)

## ASIE

### Philippines

### Les putschistes ne seront pas inquiétés... mais devront jurer fidélité au gouvernement

#### Correspondance

Manille. — M<sup>me</sup> Aquino a décidé d'être clémente à l'égard des meneurs du coup de force manqué du 6 juillet. Dans une longue déclaration à la presse, mercredi 9 juillet, la présidente a exprimé son désir de « dépasser cette affaire ». Pour M<sup>me</sup> Aquino, la « crise est désormais close ». Elle a justifié sa « magnanimité » par le fait que « l'incident du Manila Hôtel » s'est terminé sans autres pertes que des dégâts matériels.

Mais le gouvernement a pris acte de cette première tentative sérieuse contre son autorité, et la clémence présidentielle est doublée d'une mise en garde et d'une condition. Dans les jours à venir, les mutins — dont M. Arturo Tolentino — devront prêter serment de loyauté au gouvernement. En outre, conséquence immédiate de la prise du Manila Hôtel, les partisans de l'ancien président Marcos n'auront plus le droit de manifester leur solidarité avec le chef d'Etat déchu, comme ils avaient pris l'habitude de le faire chaque dimanche depuis plusieurs mois.

Pourtant, la décision gouvernementale de ne pas traduire en justice M. Tolentino et les militaires rebelles, dont quatre généraux, n'a pas fait l'unanimité du cabinet. Selon M<sup>me</sup> Aquino elle-même, les ministres étaient divisés par moitié sur l'attitude à adopter. Certains des proches conseillers de la présidente, qui, avant la reddition totale des mutins, n'avaient pas exclu le recours à la force pour mettre un terme à la rébellion, étaient plutôt partisans de « faire un exemple ».

Si la clémence présidentielle a finalement été justifiée par le désir de réconciliation nationale, le flou constitutionnel prévalant aux Philippines a sans doute affaibli la position du gouvernement.

M<sup>me</sup> Aquino a, en effet, suspendu la Constitution instaurée par M. Marcos, en attendant qu'une commission spéciale parvienne à en rediger une autre, d'ici à septembre prochain. Dans l'immédiat, cependant, la présidente a décidé de confier à son ministre de la santé, M. Alran Bengzon, la tâche de former une commission d'enquête sur le rôle et l'étendue de la participation des membres des forces armées à la tentative de soulèvement.

KIM GORDON-BATES.

● *Viste de M. Alfonso à Manille.* — Au cours d'une tournée de douze jours qui le conduira d'abord en Nouvelle-Zélande, où il est attendu le vendredi 11 juillet, puis en Australie, aux Philippines, au Japon, en Arabie saoudite et au Portugal, le président argentin sera le premier chef d'Etat accueilli officiellement à Manille, depuis l'accession de M<sup>me</sup> Aquino au pouvoir. M. Raul Alfonsín passera quarante-huit heures dans l'archipel. — (UPI.)

### Bangladesh

● *Nouveau premier ministre.* — Le président Ershad a nommé, le mercredi 9 juillet, M. Mizanur Rahman Choudhury premier ministre du nouveau gouvernement issu des élections de mai dernier. Il a en outre nommé trois vice-premiers ministres : M.M. M.A. Matin, Moudud Ahmed et Kazi Zafar Ahmed. — (AFP.)

**PICARD**

Votre serrure doit être révisée !  
Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.

Si vous diriez que votre serrure est encore capable du non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 42-33-44-85 +

هذه امه الأصل



# AFRIQUE

## République sud-africaine

### Le patronat ouest-allemand réclame le démantèlement rapide de l'apartheid

Le « dialogue » que sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office britannique, « espérait lancer » en se rendant à Lusaka, première étape de sa tournée en Afrique australe, n'a, semble-t-il, pas eu lieu. Quelques heures avant son arrivée dans la capitale zambienne, le président Kenneth Kaunda avait répété qu'il jugeait cette visite « inutile », et l'entretien qu'ont eu les deux hommes n'a fait que confirmer leur désaccord. « L'appelle l'Europe à ne pas hésiter et à combattre les nazis du continent africain », a déclaré M. Kaunda. L'absence de sanctions contre l'Afrique du Sud, a-t-il ajouté, « aboutira à un holocauste sans précédent ».

Pour sa part, sir Geoffrey a rappelé la position britannique, indiquant : « L'option des négociations pacifiques ne durera pas éternellement, mais c'est une option que nous entendons poursuivre ». A Londres, Mme Thatcher a estimé qu'il serait « extrêmement répugnant » de voir une Europe prospère imposer des sanctions risquant de réduire au chômage les Noirs sud-africains.

Alors que le Nigeria et le Ghana ont fait savoir qu'ils boycotteront les jeux du Commonwealth, qui doivent avoir lieu à la fin du mois à Edimbourg, afin de protester contre le refus britannique de sanctions, le patronat ouest-allemand, qui est très actif en Afrique du Sud - trois cents entreprises y investissent et emploient cinquante mille personnes - a réagi dans une lettre au président Pieter Botha, l'adoption de réformes rapides pour mettre fin à l'apartheid.

Cette lettre, remise mardi à M. Botha par l'ambassadeur de

RFA à Pretoria, est signée des fédérations de l'industrie, des chambres de commerce et d'industrie, des banques privées et du commerce extérieur. L'Australie a demandé mercredi au Conseil de sécurité des Nations unies d'envisager des sanctions obligatoires.

En France, le Mouvement anti-apartheid a annoncé le lancement, le 11 octobre prochain, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques, d'une campagne de pressions contre la compagnie Total (qui a de nombreuses activités en Afrique du Sud).

En Afrique du Sud, trois mille mineurs des cinq mines de diamant du groupe De Beers de Kimberley ont annoncé qu'ils cesseraient leur grève, après que la direction eut pris l'engagement de faire pression sur le gouvernement afin d'obtenir la libération de syndicalistes noirs. — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

## Maroc

● Libération de deux hommes d'affaires français. — MM. Jacques Prince, directeur technique de la SFRM, filiale marocaine du groupe Thomson, et Gérard Wolf, directeur général de Tecmatel, filiale de la Sagem, ont été libérés, le mardi 8 juillet, après avoir bénéficié d'une grâce royale. Les deux hommes avaient été traduits, le 9 mai, devant la Cour spéciale de justice de Rabat et incarcérés le même jour, dans le cadre d'une instruction ouverte sur une affaire de détournement de fonds à l'Office national des postes et télécommunications du Maroc (ONPT). — (AFP.)

## Tunisie

### Le nouveau premier ministre entend s'attaquer en priorité aux problèmes économiques

#### De notre correspondant

Tunis. — M. Bourguiba, président, ce jeudi 10 juillet, à Monastir, le premier conseil des ministres convoqué après la nomination de M. Rachid Sfar à la tête du gouvernement (le Monde du 10 juillet). La réunion doit, en principe, être consacrée essentiellement à l'examen de la situation économique et au projet de loi de finances rectificative qu'elle impose.

Il semble bien que la gravité de cette situation ait provoqué le départ de l'ancien premier ministre, M. Mohamed Mzali, et dicté la nomination de M. Sfar. Le tableau particulièrement sombre

qu'aurait brossé mardi matin devant le chef de l'Etat les principaux responsables de l'économie, des finances et du plan, en l'absence de M. Mzali, aurait été déterminant dans sa décision.

Après s'être entretenu, mercredi 9 juillet, avec le président Bourguiba, M. Sfar a d'ailleurs mis l'accent sur la volonté du chef de l'Etat de « rationaliser davantage l'action du gouvernement » et de renforcer le dialogue avec tous les partenaires, afin d'entreprendre une action collective pour surmonter les difficultés et poursuivre l'action de développement. « Nous nous dévouons sans réserve au sein de l'équipe du gouvernement pour renforcer l'invulnérabilité économique,

politique et sociale de la Tunisie, en consolidant l'unité nationale qui demeure notre objectif primordial », a-t-il ajouté.

Mais, pour le moment, c'est surtout la destitution plutôt brutale de M. Mzali qui retient l'attention dans les cercles politiques, où l'on s'interroge sur l'avenir qui lui est réservé. Jusqu'à nouvel ordre, il demeure membre du bureau politique du Parti destourien et siège à la Chambre des députés, tout au moins jusqu'aux prochaines élections législatives prévues pour le mois de novembre.

Commentant ce remaniement ministériel, le journal du parti ignore totalement le nom de

M. Mzali. En revanche, il salue la « compétence » et le « militantisme » de M. Sfar, dont la « crédibilité, le rayonnement et l'envergure sont à même de permettre de mobiliser, sous l'autorité et l'impulsion de Bourguiba, le maximum de bonnes volontés nécessaires à la réalisation d'une relance économique globale ordonnée et équilibrée ». Mais, pour le journal, la principale leçon à tirer aujourd'hui est que « Bourguiba est là, qui gouverne, veille, rassure, imprime à l'action de développement l'élan qui permet de répondre avec efficacité aux attentes et aux espoirs du peuple ».

Dans l'opinion publique, le départ de M. Mzali ne provoque aucune réaction particulière, sans doute en raison de l'érosion de l'image et du crédit de l'ancien premier ministre durant ces derniers mois.

L'opposition s'en tient à une prudente réserve. « Le changement de premier ministre n'affecte en rien les orientations fondamentales du régime, ni ses méthodes », déclarent dans l'entourage du bureau politique du Mouvement des démocrates socialistes. « Le pouvoir, pour l'essentiel, reste entre les mains de Bourguiba, comme il l'a toujours été. Sur les capacités du nouveau premier ministre à juguler la grave crise économique qui s'annonce, nous attendons de le voir à l'œuvre pour le juger. Ceci étant, nous n'avons rien a priori, contre la personne de M. Sfar, connu pour son intégrité et l'expérience qu'il a acquise dans la haute administration et la gestion des affaires économiques et financières. »

MICHEL DEURÉ.

# AMÉRIQUES

## Pérou

### LE MASSACRE DES PRISONNIERS DU « SENTIER LUMINEUX »

#### L'armée reconnaît pour la première fois sa responsabilité

Lima (AFP). — Le commandement conjoint des forces armées péruviennes, a pour la première fois, reconnu dans un rapport confidentiel, que quatre-vingt-dix-neuf détenus, membres du mouvement de guérilla maoïste Sentier lumineux, avaient été exécutés sommairement dans une prison de Lima le mois dernier, lors de la répression des mutineries survenues dans trois établissements pénitentiaires. Ce rapport, présenté, lundi 7 juillet, à la commission permanente du Congrès, lors d'une séance à huis clos, estime à quatre le nombre de victimes du côté des forces de sécurité.

Au lendemain de la répression de ces mutineries, les premières informations, recueillies de bonne source, ont fait état d'environ trois cents morts chez les détenus.

La commission permanente, organisme investi du pouvoir législatif lorsque les deux Chambres du Parlement ne sont pas en session, a également pris connaissance lors de cette séance de deux autres rapports, établis par la police et le ministère public. Les trois documents attestent qu'au pénitencier de Lurigancho s'est déroulé un fait « monstrueux », selon le terme employé par le vice-président de la République, le sénateur Luis Alberto Sánchez.

Selon le document des forces armées, c'est un officier de la garde républicaine, le colonel Rolando Cabezas, qui aurait ordonné à ses troupes de fusiller les quatre-vingt-neuf prisonniers ayant survécu à l'assaut des forces de sécurité contre la prison, où étaient détenus cent soixante-dix « senderistes ».

Dans un témoignage publié mercredi à Lima par le journal la República et portant sur les événements survenus à la prison d'El Frontón, un détenu ayant échappé au massacre affirme que quarante de ses compagnons qui s'étaient rendus après la mutinerie du 13 juin ont été exécutés par des fusiliers marins.

« Ils nous ont fait déshabiller et nous ont poussés, par groupes de cinq, dans une salle de bains où dix à quinze soldats attendaient et ouvraient le feu avec des fusils automatiques », raconte le survivant, José Mejía Huerta. « Ils m'ont enterré avec quarante camarades morts dans une fosse dans laquelle ils ont jeté une grenade », poursuit-il, en expliquant qu'il a pu s'extraire de la tombe le 20 juin. L'auteur de ce témoignage est actuellement soigné dans un hôpital de Callao, le port de Lima.

La commission permanente du Congrès a décidé mercredi que le

Parlement mènerait sa propre enquête au sujet de ces massacres.

D'autre part, le haut commandement militaire a annoncé, mercredi, que trente-six guérilleros du Sentier lumineux et un soldat avaient trouvé la mort lors d'affrontements dans le nord du département d'Ayacucho, les 4 et 7 juillet.

## Etats-Unis

### Reprise des négociations avec La Havane sur l'accord d'immigration

Washington (AFP). — La Maison Blanche a confirmé, mercredi 9 juillet, la reprise, mardi, à Mexico, de négociations avec Cuba sur la remise en vigueur de l'accord d'immigration signé en décembre 1984 entre les deux pays. Cet accord avait été dénoncé par M. Fidel Castro le 20 mai 1985 en représailles à l'autorisation donnée à la Voix de l'Amérique de transmettre à destination de Cuba les émissions « anti-castro » de Radio Martí.

La délégation américaine est conduite par M. Michael Kazak, conseiller juridique adjoint au département d'Etat, celle de Cuba par M. Alarcon de Quesada, vice-ministre des affaires étrangères. Les deux hommes avaient déjà négocié l'accord d'immigration de 1984.

Le porte-parole de la Maison Blanche n'a donné aucune précision sur les discussions en cours à Mexico, assurant ne pas être en mesure de confirmer des informations publiées mercredi par le New York Times, selon lesquelles Cuba aurait renoncé à obtenir que Radio Martí ferme ses portes. Selon le journal new-yorkais, La Havane préférerait obtenir la reconnaissance de son droit à émettre vers les Etats-Unis sur la bande des ondes moyennes.

Aux termes de l'accord de 1984, Cuba acceptait le rapatriement de quelque deux mille sept cents « indésirables » — criminels ou malades mentaux — arrivés aux Etats-Unis avec la vague de réfugiés en provenance du port cubain de Mariel. De leur côté, les Etats-Unis s'engageaient à accueillir trois mille anciens prisonniers politiques et à restaurer les procédures d'immigration normales pour quelque vingt mille Cubains par an.

Dans un geste d'apparente bonne volonté, La Havane a récemment autorisé à nouveau le trafic aérien entre les Etats-Unis et Cuba au

bénéfice d'exilés cubains voulant visiter leur famille. Les autorités cubaines ont libéré mardi quarante-sept prisonniers politiques, ce qui porte à cent trente le nombre de détenus remis en liberté depuis deux mois.

## Cuba

### M. FIDEL CASTRO AUTORISE MÈRE TERESA A OUVRIR UNE MISSION DANS L'ÎLE

La Havane (AFP, AP, Reuters). — An terme d'une visite de vingt-quatre heures à Cuba, pendant laquelle elle a été reçue par M. Fidel Castro, Mère Teresa, prix Nobel de la paix pour son œuvre en faveur des démunis de Calcutta (Inde), a déclaré avoir obtenu l'accord du président cubain pour l'ouverture d'une mission sur l'île.

« Je suis très heureuse de vous apporter cette nouvelle », a dit Mère Teresa, le mardi 8 juillet, s'adressant à plusieurs centaines de catholiques cubains réunis dans une église d'un faubourg de La Havane. L'ordre des Missionnaires de la charité, créé par Mère Teresa, assiste les pauvres dans soixante-quinze pays. Elle a toutefois laissé entendre que son œuvre à Cuba serait davantage de nature spirituelle.

De source ecclésiastique, on indique que le succès de la visite de Mère Teresa à Cuba est une preuve de plus de l'amélioration des relations entre l'Etat et l'Eglise catholique. A son retour d'un récent voyage à Rome, où il avait rencontré Jean-Paul II, Mgr Rodriguez Herrera, président de la conférence épiscopale cubaine, avait indiqué qu'une future visite du pape à Cuba était « probable ».

## DES SEPTEMBRE, JACQUES CHANCEL PREND LES COMMANDES DU NOUVEAU JOURS DE FRANCE



**Soyez présents, dès l'envol**

**Appelez-nous**

**Nouvelle Régie de Publicité :**

Michel Cacouault  
ou Sylviane Roussel  
Tél. : 40.75.50.50  
40.75.51.99

## Le protestantisme plusieurs semaines

Le protestantisme a été l'un des premiers à se manifester en Tunisie. Il a été introduit par les colons et a connu une certaine prospérité. Cependant, il a été réprimé par le régime de Bourguiba. Les protestants ont été persécutés et leurs églises ont été fermées. Ils ont dû se retirer dans les pays occidentaux. Le protestantisme a donc été éradiqué de Tunisie.

Le protestantisme a été l'un des premiers à se manifester en Tunisie. Il a été introduit par les colons et a connu une certaine prospérité. Cependant, il a été réprimé par le régime de Bourguiba. Les protestants ont été persécutés et leurs églises ont été fermées. Ils ont dû se retirer dans les pays occidentaux. Le protestantisme a donc été éradiqué de Tunisie.

Le protestantisme a été l'un des premiers à se manifester en Tunisie. Il a été introduit par les colons et a connu une certaine prospérité. Cependant, il a été réprimé par le régime de Bourguiba. Les protestants ont été persécutés et leurs églises ont été fermées. Ils ont dû se retirer dans les pays occidentaux. Le protestantisme a donc été éradiqué de Tunisie.

## ASIE

### Philippines

#### Les putschistes ne seront pas inquiétés... mais devront jurer fidélité au gouvernement

#### Correspondance

Manille. — Les putschistes philippins ont été libérés par le gouvernement. Ils ne seront pas inquiétés, mais devront jurer fidélité au gouvernement. Le gouvernement philippin a déclaré qu'il ne poursuivra pas les putschistes, mais qu'ils devront jurer fidélité au gouvernement. Le gouvernement philippin a déclaré qu'il ne poursuivra pas les putschistes, mais qu'ils devront jurer fidélité au gouvernement.

Manille. — Les putschistes philippins ont été libérés par le gouvernement. Ils ne seront pas inquiétés, mais devront jurer fidélité au gouvernement. Le gouvernement philippin a déclaré qu'il ne poursuivra pas les putschistes, mais qu'ils devront jurer fidélité au gouvernement.

Manille. — Les putschistes philippins ont été libérés par le gouvernement. Ils ne seront pas inquiétés, mais devront jurer fidélité au gouvernement. Le gouvernement philippin a déclaré qu'il ne poursuivra pas les putschistes, mais qu'ils devront jurer fidélité au gouvernement.



**PICARD**

Vous savez bien que vous pouvez...

Pour en savoir plus, appelez-nous...

01 40 75 50 50



# politique

## Le débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale

L'immigration « inquiète, passionnée, divisée » — l'expression est de M. Michel Hamoun, député RPR de l'Isère — la classe politique tout entière comme la société. Pourtant, à entendre les uns et les autres, le mercredi 9 juillet à l'Assemblée nationale, lors du débat de la discussion du projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, il semblait par moments qu'elle pouvait aussi réunir. Sur les raisons de la situation actuelle il y a pratiquement unanimité, y compris, au moins par- tiellement, du côté du Front national. Sur les objectifs que doit se fixer la politique en la matière (arrêter l'immigration, être ferme avec ceux qui ne

respectent pas les lois de la République pour que la grande majorité des étrangers puissent vivre en paix en France), il y a toujours unanimité, sauf cette fois, bien entendu, de la part de l'extrême droite. Les divergences n'apparaissent que sur les moyens à mettre en œuvre — la droite reprochant à la gauche son angélisme, et l'opposition à la majorité de « suspecter » l'ensemble des communautés étrangères — et sur le but final à atteindre (peut-on intégrer des immigrés musulmans ?).

Ce cocktail d'accord philosophique et de désaccords fondamentaux a donné un résultat étrange. La

majorité n'a pas en de mots assez durs pour critiquer la politique suivie par la gauche quand elle était au pouvoir. Celle-ci, en revanche, paraît décidée à tout faire pour refuser le projet gouvernemental, utilisant — sans succès — toutes les notions de procédures possibles. Et pourtant, en écoutant M. Charles Pasqua, on croyait par moments entendre M<sup>me</sup> Georgina Dufloix. La tradition de la France « terre d'accueil » est encore suffisamment forte pour que chacun, à l'exception des amis de M. Jean-Marie Le Pen, s'en veuille l'héritier. Il y a simplement, apparemment, plusieurs façons de recueillir cet héritage. Ou plutôt, comme toujours, les héritiers

se disputent le droit de disposer de celui-ci, chacun reprochant à l'autre la façon dont il le gère.

Plus que les textes du gouvernement eux-mêmes, ce que la gauche reproche à la majorité, c'est son état d'esprit. Car là encore la réglementation est une chose, la manière de l'appliquer en est une autre. Ni les socialistes ni les communistes ne font confiance, sur ce point, au ministre de l'Intérieur. Ils lui reprochent un déphasage entre son discours et la mise en œuvre de celui-ci, alors que le Front national l'accuse de tenir deux discours : un devant les élec- teurs, un autre une fois parvenu au pouvoir.

## Les députés surtout divisés sur les moyens de contrôler les étrangers

« La France a toujours été une terre d'accueil ». Tout le monde est d'accord avec cette constatation de M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), rapporteur de la commission des lois. « La France d'aujourd'hui est la synthèse de ce grand brassage d'hommes venus de multiples origines ». Tout le monde fait sienne cette constatation de M. Charles Pasqua. L'apport de main-d'œuvre, venue à la fin des années 50 à l'appel des responsables politiques et économiques « a constitué une contribution industrielle de la France ». Tout le monde partage cette analyse du ministre de l'Intérieur sauf, cette fois, M. Jean-Marie Le Pen, pour lequel, au contraire, cette immigration a été une facilité qui a évité à l'industrie de faire l'effort nécessaire à sa modernisation et à la revalorisation du travail manuel. La raison profonde de l'immigration actuelle, particulièrement de l'immigration clandestine, est à rechercher dans le déséquilibre économique croissant entre les pays pauvres du Sud et les pays riches du Nord. Tout le monde est encore d'accord avec cette remarque de M. Jacques Toubon, le président de la commission des lois. La seule véritable manière de la supprimer est « la mise en œuvre d'une politique nouvelle et cohérente d'aide au développement ». Là encore, personne ne critique cette remarque du ministre de l'Intérieur.

Quand M. Pasqua affirme que « la France ne saurait s'abandonner à la haine raciale », quand il souligne avec force les droits acquis aux prestations sociales, au logement, au travail, à la vie familiale — pour tous les étrangers respectueux des lois de la République, malgré la dureté de la situation économique et sociale », nul à gauche, au moins, ne peut y trouver à redire. D'autant que lorsque M. Pasqua ajoute que la conjoncture impose simplement de « maîtriser les flux migratoires en réduisant l'immigration clandestine », il ne fait que reprendre le programme de M<sup>me</sup> Georgina Dufloix, du temps où celle-ci avait en charge ce dossier dans les gouvernements de gauche.

Sur la justification de sa politique avancée par la droite — « protéger les étrangers qui entendent s'intégrer et ne refuser que ceux qui refusent l'intégration », dit M. Mazeaud — la contestation socialiste n'apparaît pas non plus. C'est sur sa mise en pratique qu'elle se fait vive. Car M. Pasqua non seulement accuse « la politique de régularisation massive de séjour des travailleurs clandestins » menée par le gouvernement en 1981 d'être en grande partie responsable de la situation actuelle, mais il réclame pour lutter contre les étrangers, « qui par leur comportement peuvent nuire aux communautés étrangères vivant sur notre sol », suivant l'expression de

M. Toubon, des moyens administratifs et policiers accrus.

### « L'immigration sélective »

Pour M<sup>me</sup> Dufloix, c'est le mal absolu : « Même si nous admettons que la délinquance de certains immigrés particulièrement mal intégrés culturellement et socialement soit un mal à éradiquer sans tarder, cela justifie-t-il que le statut de l'ensemble de la communauté étrangère vivant en France de la façon la plus pacifique et la plus soucieuse d'intégration soit remis en question ? » C'est là la seule vraie critique de la gauche, qui s'appuie plus sur le non-dit des discours gouvernementaux que sur les textes, « encore plus inacceptables dans leurs esprits qu'ils ne le sont dans leurs lettres », comme le dit l'ancien ministre des affaires sociales. « Vous allez faire régner l'arbitraire et déstabiliser les communautés étrangères sans aucunement permettre de maîtriser les flux migratoires », accuse M. Jean-Marie Bockel (PS, Haut-Rhin). « Votre texte désigne les étrangers comme une population à part, non pas comme des Français en devenir mais comme des expulsés en devenir », renchérit M<sup>me</sup> Françoise Gaspard (PS, Eure-et-Loir).

Les communistes ne disent pas autre chose, même s'ils le font plus sèchement. « L'immigré, voilà l'ennemi, le bouc-émissaire pour

cachez les véritables causes de la misère, du chômage », affirme M. Bernard Deschamps (PC, Gard), qui ajoute : « Votre projet ne vise pas à réduire l'immigration clandestine mais à organiser l'immigration sélective. Nous réproposons nous aussi ceux dont le comportement nuit aux Français et à leurs communautés d'origine, mais vous, vous suspectez tous les étrangers. Vous allez remplacer l'état de droit par l'arbitraire. »

La réplique de la majorité est internationale. Et s'appuyant sur des comparaisons internationales, M. Mazeaud et M. Pascal Clément (UDF, Loire) font remarquer que la plupart des autres pays industrialisés ont mis en place des législations bien plus rigoureuses que celle que propose le gouvernement. Mais il est un autre point où l'unanimité se fait de la gauche à la droite : la nécessité de lutter contre tous ceux qui emploient des immigrés clandestins. MM. Deschamps, Michel Hamoun (RPR, Isère) et Jean-François Jalilh (FN, Seine-et-Marne) emploient pour les qualifier le même mot de « négrier », même si l'orateur communiste ajoute qu'ils sont les complices de ceux qui créent au racisme.

C'est bien le seul point où le Front national se trouve en accord avec « la bande des quatre » qu'il voit se reconstituer sur ce sujet. Car M. Le Pen a repris à l'Assemblée les thèmes qu'il tient habituellement dans ses discours en dénonçant « le terrorisme intellectuel et insupportable » des « lobbies comme le CRIP ou plus récemment SOS-Racisme », l'attitude de M. Pasqua, « qui a amendé le texte avant qu'il ne soit soumis au Parlement », en soulignant le rôle de son parti qui a « contraint », les autres, par « électoralisme », à regarder le dossier de l'immigration « en face » ; et en établissant des liens entre l'immigration et le chômage, entre l'immigration et la délinquance, corrélations que nie clairement M. Hamoun.

Si la majorité reconnaît qu'il est difficile pour la France d'intégrer les immigrés d'aujourd'hui, contrairement à ceux d'hier d'origine européenne, le chef de file de l'extrême droite est encore plus brutal : « Nous sommes en guerre démographique à cause du profond déséquilibre entre la démographie affaiblie des pays occidentaux et l'explosion démographique du tiers-monde ». L'« afflux » de ces immigrés non européens « est un danger mortel pour notre civilisation ».

Le Front national entend donc bien user de ce dossier pour attaquer sans réserve le gouvernement, pour essayer de le mettre en contradiction avec ses électeurs, en proposant donc un référendum. Et comme M. Jean-Pierre Stirbois (FN, Hauts-de-Seine) affirme que ce projet ne se différencie de la politique de la gauche que « par des nuances », il prétend que celle-ci en est, en fait, satisfaite et ne le critique « que pour la forme ».

Ce projet étant jugé « vide » de réelles mesures, M. Le Pen craint que la France ne devienne le Liban : « Si jamais il se trouvait que ce gouvernement ait fait courir au pays un risque tel qu'il devienne le Liban, qu'il soit maudit ! »

La coupure est idéologique entre la majorité et l'extrême droite. Avec la gauche, elle n'est — dans le discours — que technique.

Th. B.

• Les régions à Matignon. — M. Jacques Chirac, entouré de MM. Edouard Balladur, Charles Pasqua, Pierre Méhaignerie, Bernard Pons et Bernard Bosson, a reçu à déjeuner, le mercredi 9 juillet à l'hôtel Matignon, les présidents des conseils régionaux. La conversation a porté sur le rôle des régions et sur leurs problèmes financiers.

## Mal à l'aise

Le dossier est brûlant. Les hommes politiques n'ont pas toujours su éviter, au cours des campagnes électorales, de flatter les instincts xénophobes des Français. Malheureusement la xénophobie est proche du racisme. Aujourd'hui, la majorité doit donner quelques satisfactions à son électorat. Mais la tradition d'accueil de la France est trop forte pour qu'elle soit brutalement remise en cause.

Au fur et à mesure que M. Charles Pasqua a préparé son projet de loi, il a dû s'adoucir. Et en le présentant aux députés, il n'a pu que rendre un hommage appuyé à la grande majorité des immigrés. A la surprise — peut-être — d'une partie de son électorat. A la grande joie — certainement — du Front national, qui a trouvé là l'occasion de se démarquer clairement de la majorité sans que les électeurs de droite puissent lui reprocher de s'allier avec la gauche, puis- que c'est le gouvernement qui a bien souvent semblé reprendre les arguments, voire les objectifs de son prédécesseur. Même s'il demande pour les atteintes des moyens bien différents de ceux dont s'étaient dotés les ministres socialistes.

Le discours de la droite classique fut tel que la gauche n'a pas encore réussi à la contraindre sur ce qu'elle disait, mais simplement sur les arrière-pensées qu'elle lui prête et sur les conséquences

qu'elle prévoit de l'action que le gouvernement veut entreprendre.

La position de la majorité ne doit pourtant pas être tout à fait ce qu'elle prétend puisqu'une partie d'entre elle rechigne. Certains manifestent des états d'âme, parce qu'ils trouvent qu'ils ont dû trop reculer. D'autres, qui n'ont pas oublié l'héritage de la démocratie chrétienne, parce qu'ils pensent que la majorité doit faire un effort supplémentaire.

Quelques membres du CDS autour de M. Jacques Barrot ont ainsi l'intention de défendre des amendements protégeant davantage les immigrés. Même si le ministre de l'Intérieur les a déjà jugés inacceptables, et même si les pressions se font fortes, tant du reste de la part de l'UDF que du RPR, pour qu'ils calment leur ardeur morale.

La majorité ne doit pas s'en inquiéter. Ces contestataires ne sont pas prêts de s'allier avec la gauche pour faire prévaloir leur point de vue.

Brutalité du Front national, gène de la droite classique, critique de la gauche, des intentions et des actes de la majorité et non de son discours, les hommes politiques sont mal à l'aise devant ce dossier. Pour avoir joué avec le feu, tous risquent en effet de s'y brûler.

THÉRIER BRÉHIER.

## Nouvelle-Calédonie : le projet du gouvernement est définitivement adopté

Comme le souhaitait le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Bernard Pons, le projet relatif à l'avenir de la Nouvelle-Calédonie a été voté par l'Assemblée nationale, le mercredi 9 juillet, en début d'après-midi, par 318 voix contre 246, dans la version qui en avait été arrêtée par le Sénat. Le Front national a joint ses suffrages à ceux du RPR et de l'UDF pour l'approuver, bien que tous ses amendements aient été rejetés. Ce texte est donc définitivement adopté.

Au cours de la discussion des articles, deux interventions ont particulièrement retenu l'attention des députés. D'abord l'appel à la conciliation et à la modération lancé, au-delà des clivages politiques, par le nouveau député RPR du territoire, M. Maurice Ntchou-Ewataho : « La réalité du monde mélanésien n'est pas celle de Nourma (...). Ce n'est pas à Nourma qu'on peut comprendre les Mélanésiens mais dans les tribus, là où je vis (...). Faites des Calédoniens les artisans de leur propre développement, sans rien leur imposer, mais en leur donnant les moyens d'agir (...). Le projet du gouvernement nous permettra, à notre manière et d'évoluer dans le bon sens. Nous sommes en retard (...). Ce n'est la faute ni de la France, ni des Mélanésiens, ni des caldoches, c'est la faute de tout le monde. Il faut donc pour rattraper ce retard, que tout le monde s'y mette ! »

Ensuite, le bref propos de l'ancien secrétaire d'Etat socialiste aux DOM-TOM, M. Georges Lemoule, qui a notamment déclaré : « Le territoire doit conserver son unité et je redoute certaines tentations. Il faut savoir résister à la tentation de la partition, répandue dans les deux camps. Nous devons demander à tous les habitants du territoire de retrouver le sens de l'union calédonienne. Il ne doit y avoir qu'un seul peuple. Pour cela, il faut rattraper les retards qu'a créés la politique coloniale qui a suscité une évolution à deux vitesses. »

Au moment des explications de vote, M. Jean-Paul Virapoulle (la Réunion) a estimé, au nom de l'UDF, que le projet du gouvernement avait, en particulier, le mérite de « décloisonner la société calédonienne ».

M. Gabriel Kasperoff (Paris), au nom du RPR, a affirmé qu'en Nouvelle-Calédonie « chacun doit désormais se sentir protégé ».

Porte-parole du Front national, M. Jean-Claude Martinez (Hérault) a souligné que son groupe votait « ce texte plein d'ambitions, d'engagements et d'errements pour qu'il ne soit pas dit que nous n'aurons pas été, jusqu'au bout, à déclarer l'orateur, aux côtés des Français de Nouvelle-Calédonie et que nous avons mêlé nos voix à celles de partis qui rêvent d'une France réduite à Billancourt et peuplée de PEGC, qui sont incapables de beauté, de grandeur, de souffre, qui sont des asthmatiques de l'histoire. » (Propos qualifiés de « misérables » et d'« indigne d'un universitaire » sur les bancs socialistes.)

M. Robert Le Foll (Seine-et-Marne), orateur du PS, reprocha au gouvernement de prendre « le risque de faire renaitre les affrontements ». Pour sa part, M. Gérard Borda (Seine-et-Marne), au nom du PC, lui reprocha de « privilégier ceux qui détiennent le pouvoir réel et l'argent » et d'ignorer les différences de classe qui existent en Nouvelle-Calédonie.

Quant à M. Pons, il a surtout réaffirmé sa volonté de préparer la consultation référendaire, prévue en principe dans un délai d'un an à partir de la promulgation de la loi, en menant un dialogue permanent et sans exclusive.

le journal mensuel de documentation politique  
**après-demain**  
Fondé par la Ligne des droits de l'homme  
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :  
**DEVENIR FRANÇAIS**  
Envoyer 33 F (timbres) à 1 F ou chèque à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 130 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

## DEMAIN DANS Le Monde



### LES PHILIPPINES

Notre envoyé spécial à Manille analyse comment Cory Aquino affronte l'exercice du pouvoir. Les dissensions avec l'armée. Le rôle de l'Eglise. Les rapports avec les Etats-Unis. Les ambitions des partisans de l'ancien président Marcos.

### VOYAGES

La géographie secrète des romans de Giono. Saint-Tropez, 20 ans après.

### GASTRONOMIE

Les bonnes tables de Lausanne.

**Le Monde**  
sans visa

Reportages - Rencontres - Voyages

le nouveau cahier du week-end

ملکة امینہ الاصل



هكذا من الأصل

# Assemblée nationale

Le projet de loi relatif à la liberté de communication, adopté par l'Assemblée nationale, est le fruit d'un long processus législatif. Il vise à garantir la liberté d'expression et d'information, tout en assurant la régulation des médias. Le texte a été adopté à la majorité absolue, ce qui témoigne de l'importance accordée à ces principes fondamentaux.

## Mal à l'aise

La situation des médias en France est marquée par une certaine ambiguïté. Bien que le cadre juridique soit défini, la mise en œuvre de ces principes reste complexe. Les médias jouent un rôle crucial dans la démocratie, mais ils sont également soumis à des pressions économiques et politiques. Cette situation crée une certaine "mal à l'aise" pour les citoyens et les institutions.

## Nouvelle-Calédonie : le projet du gouvernement est définitivement adopté

Le projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie a été définitivement adopté par l'Assemblée nationale. Ce texte vise à clarifier le statut de la Nouvelle-Calédonie et à renforcer la coopération entre le gouvernement français et les autorités locales. L'adoption de ce projet marque une étape importante dans le processus de décolonisation.

Le projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie a été définitivement adopté par l'Assemblée nationale. Ce texte vise à clarifier le statut de la Nouvelle-Calédonie et à renforcer la coopération entre le gouvernement français et les autorités locales. L'adoption de ce projet marque une étape importante dans le processus de décolonisation.

## AU SÉNAT

### Examen du projet de loi relatif à la liberté de communication

En adoptant les articles 33 et 34 du projet de loi relatif à la liberté de communication, le Sénat a marqué une étape importante. Le texte vise à garantir la liberté d'expression et d'information, tout en assurant la régulation des médias. L'adoption de ces articles est le fruit d'un long processus législatif.

### La société des journalistes de TF 1 plaide pour l'indépendance de l'information

La société des journalistes de TF 1 a exprimé son soutien à la loi sur la liberté de communication. Elle insiste sur l'importance de l'indépendance de l'information et de la transparence des médias. Les journalistes jouent un rôle crucial dans la démocratie, et leur indépendance doit être garantie.

### LA CONFÉRENCE DU STAGE DES AVOCATS DE PARIS HOSTILE A L'EXTENSION DES « COMPARUTIONS IMMÉDIATES »

La conférence du stage des avocats de Paris a exprimé son opposition à l'extension des « comparutions immédiates ». Elle considère que cette mesure est contraire aux principes de justice et de respect des droits de l'homme. Les avocats jouent un rôle crucial dans la défense des citoyens, et leur indépendance doit être garantie.

### LES SOCIALISTES : « CALOMNIES »

Les socialistes ont rejeté les accusations de « calomnies » à leur encontre. Ils ont insisté sur leur engagement en faveur de la liberté de communication et de la transparence des médias. Les socialistes jouent un rôle crucial dans la défense des intérêts des citoyens.

### LES SOCIALISTES : « CALOMNIES »

Les socialistes ont rejeté les accusations de « calomnies » à leur encontre. Ils ont insisté sur leur engagement en faveur de la liberté de communication et de la transparence des médias. Les socialistes jouent un rôle crucial dans la défense des intérêts des citoyens.

### APRÈS LES ANNULATIONS ÉLECTORALES DÉCIDÉES PAR LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

#### La majorité présentera une liste d'union en Haute-Garonne

La décision du Conseil constitutionnel d'annuler les résultats des élections législatives en Haute-Garonne a provoqué une réaction immédiate. La majorité a décidé de présenter une liste d'union pour les prochaines élections. Cette décision vise à renforcer la légitimité du processus électoral.

La décision du Conseil constitutionnel d'annuler les résultats des élections législatives en Haute-Garonne a provoqué une réaction immédiate. La majorité a décidé de présenter une liste d'union pour les prochaines élections. Cette décision vise à renforcer la légitimité du processus électoral.

La décision du Conseil constitutionnel d'annuler les résultats des élections législatives en Haute-Garonne a provoqué une réaction immédiate. La majorité a décidé de présenter une liste d'union pour les prochaines élections. Cette décision vise à renforcer la légitimité du processus électoral.

La décision du Conseil constitutionnel d'annuler les résultats des élections législatives en Haute-Garonne a provoqué une réaction immédiate. La majorité a décidé de présenter une liste d'union pour les prochaines élections. Cette décision vise à renforcer la légitimité du processus électoral.

La décision du Conseil constitutionnel d'annuler les résultats des élections législatives en Haute-Garonne a provoqué une réaction immédiate. La majorité a décidé de présenter une liste d'union pour les prochaines élections. Cette décision vise à renforcer la légitimité du processus électoral.

La décision du Conseil constitutionnel d'annuler les résultats des élections législatives en Haute-Garonne a provoqué une réaction immédiate. La majorité a décidé de présenter une liste d'union pour les prochaines élections. Cette décision vise à renforcer la légitimité du processus électoral.

La décision du Conseil constitutionnel d'annuler les résultats des élections législatives en Haute-Garonne a provoqué une réaction immédiate. La majorité a décidé de présenter une liste d'union pour les prochaines élections. Cette décision vise à renforcer la légitimité du processus électoral.

La décision du Conseil constitutionnel d'annuler les résultats des élections législatives en Haute-Garonne a provoqué une réaction immédiate. La majorité a décidé de présenter une liste d'union pour les prochaines élections. Cette décision vise à renforcer la légitimité du processus électoral.

## Vive l'Etat de droit

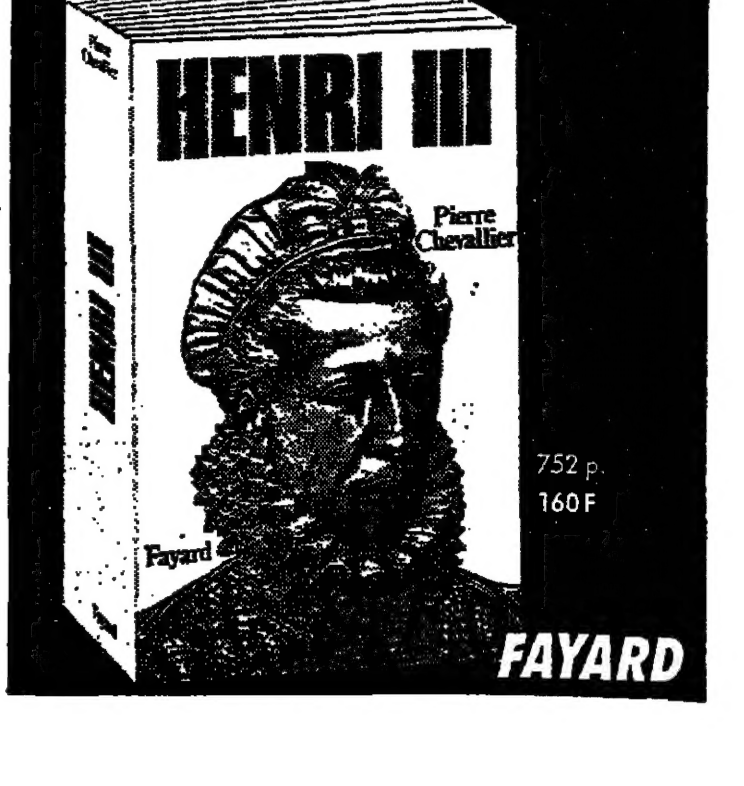
(Suite de la première page.)  
Directement en matière de nationalisations par l'alinéa concernant les entreprises dont l'exploitation présente les caractéristiques d'un service public national ou d'un monopole de fait : le gouvernement a pris grand soin de faire dans cette perspective une distinction entre les nationalisations de l'immédiat après-guerre. Indirectement en matière de presse : dans sa décision du 11 octobre 1984, le Conseil constitutionnel a affirmé que « le pluralisme des quotidiens d'information politique et générale est en lui-même un objectif de valeur constitutionnelle ». Même si, pour annoncer le vote en première lecture de la nouvelle loi, le Figaro a titré « La liberté est rendue à la presse », on est en droit de s'attendre que le Conseil censure le texte définitif si celui-ci ne comportait plus aucune disposition limitant la concentration, par exemple si un amendement venait à supprimer le seuil des 30 % (1).

### Police et déontologie

A l'intérieur de nos frontières, le respect de la règle n'est pas particulièrement en progrès, alors que, dans un domaine essentiel, celui de l'exercice de la violence légitime, la règle elle-même s'est affaiblie. Pour les forces militaires, l'heureuse absence de conflits sanglants ne permet pas de savoir si les excellentes dispositions du Règlement de discipline générale des armées dans sa version de 1975 se trouveraient pleinement appliquées : « Le subordonné ne doit pas exécuter un ordre manifestement illégal ou contraire aux coutumes de la guerre et aux conventions internationales signées par le gouvernement français » (article 8, paragraphe 3), l'article 9 précisant que sont notamment interdits les « traitements cruels, tortures ou supplices », ainsi que les prises d'otages et les représailles collectives. Les policiers, eux, ne respectent décidément pas toujours et sem-

### L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

L'éminent érudit qu'est Pierre Chevallier a su s'élever, à force d'ampleur de vue, jusqu'à la puissance de la Grande Histoire. Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express.



752 p. 160F



# L'ATTENTAT CONTRE DES LOCAUX DE LA PJ

## Un policier tué, deux autres dans le coma après l'explosion d'une bombe de 10 kilos

L'attentat commis, mercredi 9 juillet après-midi, à Paris, contre une annexe de la police judiciaire située quai de Gesvres (4<sup>e</sup> arrondissement), a tué un policier et blessé une vingtaine de fonctionnaires. Le chef inspecteur divisionnaire Marcel Basdevant, cinquante-quatre ans, marié et père de deux enfants, a vraisemblablement été écrasé et tué sur le coup par l'effondrement d'une dalle de béton entre les quatrième et cinquième étages de l'immeuble. Il était le « doyen » de la Brigade de répression du banditisme (BRB), l'un des services les plus prestigieux de la police, dont la vocation est de lutter contre les gangs de malfaiteurs.

Trois autres policiers sont dans un état grave. M. Paul Orsini, trente-cinq ans, est dans un coma stade 3 à l'hôpital de la Pitié et M. Arnel Legras, trente-trois ans, dans un coma stade 2 à l'hôpital Sainte-Anne. Les deux hommes ont subi, sous l'effet du souffle de l'explosion, une hyperpression au niveau pulmonaire entraînant notamment l'écroulement des alvéoles pulmonaires. M. Legras souffre aussi d'un enfoncement de la boîte crânienne. Le troisième blessé grave, M. Yves Ambour, trente-neuf ans, est atteint aux voies respiratoires. D'autre part, on indique de source médicale, qu'une femme a une fracture du bras et un traumatisme rachidien. Dix-neuf autres policiers ont été blessés.

Le bâtiment visé est un ensemble d'immeubles formant un piteux de maisons situées derrière le Théâtre de la Ville. Il abrite, depuis quelques mois, les bureaux de la BRB, mais, également, d'autres bureaux, ainsi que des services administratifs comme celui de la carte d'identité. Mal gardés, sinon ouverts à tous les vents, plusieurs entrées facilitent l'accès à ces immeubles.

La brigade criminelle chargée de l'enquête n'exclut aucune hypothèse. Le sentiment prévaut pourtant chez les policiers que cet attentat en forme de défi pourrait avoir été commis par le groupe d'ultra gauche Action directe. Les autorités policières confirment, jeudi 10 juillet, que la charge

d'explosifs placée dans les toilettes du quatrième étage de la BRB est bien d'un poids de l'ordre de dix kilos. Plusieurs revendications sont parvenues à la police, mais elles sont apparemment de peu d'intérêt et ne permettent pas d'orienter de manière décisive l'enquête.

L'ensemble de la classe politique et les principales organisations syndicales se sont aussitôt indignées de cette « provocation odieuse », pour reprendre l'expression de M. Jacques Chirac, premier ministre, qui a ajouté : « Je suis bouleversé devant cet attentat qui dépasse les limites de l'objectif ».

### La dure journée de M. Pasqua

Mauvaise, très mauvaise journée pour M. Charles Pasqua, la police, le gouvernement et l'Etat. Le mercredi 9 juillet restera une date noire pour le ministre de l'Intérieur. A 18 h 5 précises, tandis que des secouristes sortent le corps du chef inspecteur divisionnaire Marcel Basdevant par le porche du 12, quai de Gesvres, le « premier fil de France », en effet, de quoi serrer les dents, un demi-pas derrière le premier ministre, M. Jacques Chirac, qui décrit, sans avoir à forcer le trait, « la police en deuil ».

La journée avait commencé par un pied de nez des auteurs du hold-up commis, le 3 juillet, à la Banque de France de Saint-Nazaire. Les quotidiens *Libération*, *Le Matin* et *Le Monde* avaient trouvé dans leur courrier du jour la somme de 20 000 francs en billets de 200 francs, chacun percé de quatre trous, le tout accompagné d'un tract signé « les braqueurs funambules ». Elle s'est achevée par une provocation d'une tout autre nature, un défi sans précédent depuis les heures tragiques des événements d'Algérie. Un homme ou une femme, au nom d'un groupe terroriste, a réussi à entrer dans l'une des principales annexes de la police judiciaire à Paris, monter au quatrième étage et y déposer sa « machine infernale ».

Derrière la silhouette massive de M. Pasqua, le nombre de pompiers, de secouristes, d'ambulanciers, de CRS, d'inspecteurs et de commissaires courant en tous sens suffit à résumer ce qu'un syndicaliste policier a appelé un « désastre », une « catastrophe ». Aux environs de 15 h 55, au cœur de la capitale, l'immeuble de la police, situé derrière le Théâtre de la Ville, place du Châtelet, a tremblé et s'est lézardé pour partie avec l'explosion d'une bombe pesant une dizaine de kilos.

Sous la déflagration de l'engin explosif dans les toilettes du quatrième étage du bâtiment, la dalle de béton qui sépare les quatrième et cinquième étages se rompt et s'effondre. L'un des murs de la façade intérieure, qui donne sur une cour, a cédé pour se volatiliser en bouts de parpaings 12 mètres plus bas. Cloisons, faux placards et poutres métalliques ont été tordus, pliés. Les dégâts sont considérables, alors même que l'immeuble, vu du quai

de Gesvres, semble avoir peu souffert. Les policiers qui donnent l'alerte, à 15 h 59, ne s'y trompent pas. Ils savent déjà que ce qu'il est convenu d'appeler le « bilan » sera lourd. Le premier message reçu par les sapeurs-pompiers fait état de blessés. Le « plan rouge » est déclenché, et dans les dix minutes, policiers et secouristes vont converger vers le piteux de maisons délimité par le quai de Gesvres, l'avenue Victoria et les rues Adolphe-Adam et Saint-Martin.

#### Ecrasé sous le plafond

Alors que les inspecteurs et des enquêteurs de la brigade financière et de la brigade des mineurs s'emploient à récupérer des procès-verbaux et des dossiers éparpillés par le souffle de l'explosion sur les toits, dans la rue, un peu partout, que d'autres transfèrent en vitesse deux détenus menottes aux poings aussi « ahuris » et choqués qu'eux-mêmes, les responsables de la célèbre brigade de répression du banditisme (BRB) constatent que l'un des leurs a été tué sur le coup.

Le bureau de l'inspecteur Basdevant, cinquante-quatre ans, deux enfants, se trouvait à 1 mètre des toilettes. Son corps est écrasé sous le plafond. Et dans les couloirs, dans les différentes pièces de la brigade, de nombreux blessés sont recouverts de gravats, parfois immobilisés.

Dès 16 h 10, le commissaire Lelou, directeur adjoint de la circulation et ancien commissaire du quartier des Halles, tente avec d'autres de tracer un périmètre de protection. Beaucoup de policiers, la préfecture ou du quai des Orfèvres, alertés, n'ont eu que le pont Notre-Dame à franchir pour arriver sur les lieux de l'attentat. Certains craignent une deuxième explosion. M. Laurent Davenas, chef de la section criminelle au Palais de justice, est déjà dans les lieux. Un commissaire ordonne aux CRS de « ne toucher à rien ». Les rues sont jonchées de débris de verre. Les sirènes des pompiers, les klaxons à deux tons qui résonnent de toutes parts démontrent que la circulation du quartier s'est durablement engorgée.

Sur le circuit radio de la police, il n'est encore question que de « deux

ou trois blessés ». Mais un inspecteur se montre plus pessimiste. Les premiers journalistes arrivés se voient confier qu'un policier serait mort. A 16 h 40, le R-25 du ministre délégué à la sécurité glisse sur une nappe de verre pilé et se range devant le 12, quai de Gesvres. M. Robert Pandraud ne sortira de l'immeuble que quarante-cinq minutes plus tard, le visage fermé, blême, pour confirmer : « Il y a un mort et plusieurs blessés, dont deux graves ».

Les secours, eux, affluent toujours. Des dizaines de sapeurs-pompiers pénètrent dans l'immeuble avec des pioches et des pelles, des baches et des couvertures. D'autres tiennent des détecteurs. Vers 17 heures, les CRS font dégager le quai de Gesvres, au débouché du pont Notre-Dame, pour permettre l'atterrissage d'un éventuel hélicoptère de la sécurité civile. Un commissaire exige des forces de l'ordre qu'elles préservent un couloir d'accès libre en permanence : « On va avoir des problèmes d'arrivée de sang ».

#### « Examen de conscience »

Le plus discrètement du monde, M. Guy Fougier, préfet de police, démissionnaire après « L'heure de vérité » de M. Pasqua, entre à son tour dans le bâtiment, mais par la rue Saint-Martin. Il est bientôt suivi par MM. Roger Romani et Pierre-Christian Taillinger, sénateurs (RPR), qui ne cachent pas leur surprise devant l'ampleur des dégâts commis et le défi jeté à l'Etat et au gouvernement par les auteurs de cet « acte de guerre ».

Le ministre de l'Intérieur est, bien sûr, tenu au courant. Il se trouve à l'Assemblée nationale. Il s'explique devant les représentants de la nation sur le tir meurtrier du CRS Gilles Burgos contre le jeune Loïc Lefèvre, à Paris, rue de Mogador. A sa manière, Quai de Gesvres, certains inspecteurs sont plus incisifs et changent de ton : « Ça fait une semaine qu'on nous crache à la gueule, ça peut donner des idées aux terroristes ».

M. Jacques Chirac, qui a été rejoint par M. Pandraud à l'hôtel Matignon, déboule devant l'annexe de la police judiciaire en sa compa-

gnie. Il est 18 heures. Le premier ministre a eu tout le loisir de prendre la dimension de l'attentat, sans précédent, qui a été commis. Après dix minutes passées dans les locaux policiers dévastés, il rend hommage à l'inspecteur Basdevant. On le sent scandalisé, tendu. « Je suis bouleversé, dit-il, chacun le comprendra ». Quasiment en direct, des dizaines de badauds se groupent autour d'une radio, place du Châtelet, derrière des barrières d'autobus, pour l'écouter.

Le bilan s'est alourdi. Il est alors de un mort et vingt-deux blessés dont trois graves. M. Pasqua réussit à s'échapper de l'Assemblée nationale qui suspend ses travaux (le débat sur le projet de loi concernant les étrangers) et observe une minute de silence, sur l'initiative de M. Jean-Pierre Michel, député PS, vice-président de l'Assemblée.

Le ministre de l'Intérieur arrive tout juste pour se ranger aux côtés, légèrement en retrait, de M. Chirac, lors de sa déclaration. Il opine du chef quand le premier ministre rappelle « combien la police est exposée, combien elle paie cher de son sang pour que nos concitoyens puissent vivre dans une certaine sécurité ». Mais il n'y a rien à dire. Il porte sur les épaules la pire semaine que puisse porter un ministre de l'Intérieur : le hold-up de Saint-Nazaire (3 juillet), la « bavure » de la rue de Mogador (5 juillet), les deux attentats parisiens revendiqués par Action directe (6 juillet) et, maintenant, cette « provocation odieuse ». Un enchaînement, ou plutôt une succession, qui laisse quasiment sans voix celui qui voulait et veut encore « terroriser les terroristes » et tordre le cou à l'insécurité.

M. Pasqua ne dira pas s'il pense que le groupe Action directe ou tout autre mouvement terroriste a pu être l'organisateur de cet attentat meurtrier. Il dira simplement, très vite, son « indignation » et sa « révolte ». Il lâche, entre deux portières de voiture, tout un bougonnement, qu'il « espère que tout le monde fera son examen de conscience ».

LAURENT GRELSAMER.

### « Un défi lancé à l'Etat »

(Suite de la première page.)

Un immeuble de la préfecture de police, quatre étages à monter, des bureaux encombrés d'inspecteurs spécialisés dans la lutte contre le banditisme : poser une bombe si puissante, dans de telles conditions, suppose une détermination jusqu'ici sans égale. Comme si l'on avait voulu signifier à l'Etat que, désormais, l'on peut frapper au cœur, qu'il n'existe plus dorénavant de sanctuaire.

A ce défi lancé à la police et, par-delà, au gouvernement, s'ajoute un sens provocateur de l'opportunité. En une semaine, le domaine de la sécurité a été ébranlé dans tous ses aspects. Exacerbation du sentiment d'insécurité : hold-up spectaculaire à la Banque de France de Saint-Nazaire dont les auteurs, se baptisant « des braqueurs funambules », s'en prennent à « la politique sécuritaire de pandore et passepoil » (sic) ; meurtre d'un gendarme auxiliaire à Bollène lors d'un hold-up par un malfaiteur, par ailleurs conseiller municipal.

Conflit entre l'un des hauts fonctionnaires chargés de la sécurité et son ministre de tutelle : le préfet de police de Paris démissionnaire après une phrase malheureuse de M. Pasqua, laissant entendre que ce responsable, en substance, aurait pu mentir, sur ordre de l'ancien ministre de l'Intérieur. Emotion touchant aux rapports de la police et de la population : la bavure de la rue de Mogador, où un CRS tue un jeune automobiliste fuyard, ébranle l'image protectrice des policiers.

#### La peur

L'attentat de mercredi, quels qu'en soient les auteurs - Action directe, terroristes du Proche-Orient, artificiers isolés, - aggrave cette série. Le terrorisme ne vit que par son impact sur la population : déstabiliser en faisant peur. Aussi les risques d'affolement ne sont-ils pas négligeables. Parmi les policiers, dont une minorité n'a pas hésité, dans le passé, à exploiter une émotion légitime pour la retourner contre le gouvernement, alors de gauche. Dans l'opposition, où les surenchères politiques seraient sans dignité, malgré les mauvais exemples donnés par certains de l'autre bord, hier, notamment contre M. Robert Badinter.

Risques d'affolement parmi la population, aussi, qui aurait tort d'assimiler le comportement d'un CRS à celui de la police tout entière : celle-ci a, aussi, ses traditions démocratiques et républicaines, telles que les incarnent, notamment, son syndicalisme majoritaire. Au gouvernement enfin qui, en prenant la presse comme bouc émissaire, ne ferait qu'accroître l'impression de son désarroi. De ce point de vue,

EDWY FLENEL.

### LES REACTIONS POLITIQUES ET SYNDICALES

#### De l'indignation à la révolte

« M. Jacques Chirac, premier ministre : « C'est une provocation odieuse, je suis bouleversé, indigné devant cet attentat qui dépasse les limites de l'objectif (...). Nous sommes en deuil, avec l'assassinat - car c'est bien un assassinat - de l'inspecteur divisionnaire Marcel Basdevant. Je déclare le premier ministre avant d'inviter ceux qui se sont prononcés avec légèreté sur les questions de sécurité à se manifester » avec dignité ».

« M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur : « Les sentiments qui nous animent sont ceux de l'indignation et de la révolte. Le ministre qui exprime sa « solidarité avec les forces de police », espère que tout le monde fera son examen de conscience ».

« M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste : il s'est rendu sur place et tient à marquer son « indignation » et son « émotion » à la suite de cet odieux attentat. Il s'incline devant les victimes et exprime sa solidarité à la police ».

« Le bureau exécutif du Parti socialiste, dans un communiqué, estime que « les déclarations excessives de MM. Pasqua et Pandraud, le déploiement spectaculaire, mais superficiel, des forces de l'ordre, la multiplication des contrôles policiers apparaissent, à l'évidence, comme sans effet sur le terrorisme et le banditisme ».

« M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a « déploré » l'attentat et estimé que « ces faits doivent incliner M. Pasqua à plus de modestie », car ils montrent que « sa seule présence n'a pas suffi à terroriser le terrorisme ». Pour M. Le Pen, « les moyens dont

le gouvernement s'est pourvu sont tout à fait insuffisants » ; il a préconisé le rétablissement de la peine de mort et la création d'« une cour criminelle centrale ».

« Le Parti républicain : « Cet acte intervient à un moment où une politique stérile et scandaleuse se développe sur le problème de la sécurité. L'hystérie antisécuritaire ne mène à rien. Les Français souhaitent la sérénité et la sécurité ».

#### Les « penseurs inspirés »

Les syndicats de policiers : « Le Syndicat autonome des policiers en civil, dont l'inspecteur Basdevant était membre, estime que « cet exploit de force puissance fait penser à un véritable acte de guerre à l'encontre des fonctionnaires de police ».

« Pour la CGT-Police, « il ne suffit pas de faire des discours à effet médiatique pour terroriser les terroristes et mettre hors d'état de nuire les criminels. Il serait préférable d'être plus discrets, mais il est nécessaire de donner plus de moyens à la police dans tous les secteurs ».

« La fédération FO de la police considère que « l'issue tragique d'une affaire sur laquelle la justice ne s'est pas encore prononcée sert aujourd'hui de prétexte aux assassins anonymes pour régler leurs comptes avec ceux qui ont pour mission de les empêcher de nuire. A l'heure où des penseurs inspirés mettent à profit ce dramatique événement pour refaire encore une fois le procès de toute la police, des policiers innocents sont tués, mutilés, dans un ignoble attentat ».

« Le CPDT-Police demande « solennellement aux médias, au

déjà de la nécessaire information et de la libre analyse, de boycotter les revendications émanant des auteurs présumés de cet assassinat afin de signifier l'arrêt de toute propagande terroriste ».

« La Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), classée à l'extrême droite dénonce les responsables de cet odieux attentat. « Que cet acte soit revendiqué par Action directe ou un quelconque groupe anarcho, les véritables instigateurs de ce drame sont tous les hommes et femmes journalistes, politiques ou membres d'associations antiautoritaires, qui depuis quelques jours ont pratiqué la désinformation et mené des campagnes de haine contre tous les représentants de l'ordre ».

« Pour SOS-Racisme, « cet attentat ne peut que desservir la cause de ceux qui se battent pour l'égalité, la responsabilité et un véritable fonctionnement démocratique de la société ».

« La LICRA (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme), de son côté, « dénonce une fois encore les attentats qui portent atteinte à la démocratie et visent à déstabiliser la France ».

« L'association Légitime défense, « indignée mais non surprise », constate que « l'équipe ministérielle qui a remplacé le tandem Badinter-Joxe a pris conscience de la gravité de la situation et s'efforce d'y faire face, mais que les armes mises à sa disposition pour lutter contre le banditisme et le terrorisme sont notoirement insuffisantes ». Pour Légitime défense, le rétablissement de la peine de mort est une « nécessité urgente ».

#### A LA « UNE » DE LA PRESSE ECRITE

Une cible - la police, un bras armé - le terrorisme... Au lendemain matin de l'attentat, le *Figaro* à sa « une » dénonce « l'offensive terroriste en Europe. Bombe à la PJ : un mort, vingt-deux blessés. Un industriel assassiné en Allemagne ». Le *Parisien libéré* titre « Le défi terroriste ». Pour le *Quotidien de Paris*, c'est « le sale défi ».

Les autres quotidiens en première page, photos à l'appui, s'indignent mais s'abstiennent de désigner un coupable - l'attentat n'étant pas à ce moment encore revendiqué. Ainsi pour *Libération*, cet « attentat meurtrier contre la police en plein cœur de Paris », c'est « le choc ! ». « La police sous le feu » s'exclame le *Matin*. *France-Soir*, dans ses premières éditions, titre et souligne : « Attentat contre la police » (un mort, vingt blessés). Enfin, *l'Humanité* annonce « Bombe à la police », au-dessus d'une photo montrant... une jeune femme défilant sur le thème « La mode prise de court ».

#### STERN

GRAVEUR depuis 1840  
Cartes de visite  
Invitations  
Papiers à lettres de prestige pour Sociétés  
Ateliers et Bureaux :  
47, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

### EMMANUEL CARRÈRE

#### La moustache

roman  
186 pages - 69 F



« Nous sommes pris dans une machine infernale, jusqu'à l'horreur absolue. »  
Michèle Bernstein / *Libération*



مكتبة امجد الأصل



هذا امرنا لاصل

LA PJ

d'une bombe de 10 kilos

Un mandat d'arrêt est lancé contre M. Yves Chaliar

Un défi lancé à l'Etat

Le mandat d'arrêt est lancé contre M. Yves Chaliar, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, ancien ministre de l'Intérieur, et ancien directeur de l'Agence de l'habitat. Ce mandat est émis par le juge d'instruction M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction à la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris, suite à la saisine de la procureur général de Paris, M. Jacques Chaban-Delmas, par le député socialiste M. Daniel Bernadet, député de l'Indre, et par le député socialiste M. André Laignel, député de l'Indre, et par le député socialiste M. Jacques Chaban-Delmas, député de l'Indre.

Le mandat d'arrêt est lancé contre M. Yves Chaliar, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, ancien ministre de l'Intérieur, et ancien directeur de l'Agence de l'habitat. Ce mandat est émis par le juge d'instruction M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction à la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris, suite à la saisine de la procureur général de Paris, M. Jacques Chaban-Delmas, par le député socialiste M. Daniel Bernadet, député de l'Indre, et par le député socialiste M. André Laignel, député de l'Indre, et par le député socialiste M. Jacques Chaban-Delmas, député de l'Indre.

Le mandat d'arrêt est lancé contre M. Yves Chaliar, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, ancien ministre de l'Intérieur, et ancien directeur de l'Agence de l'habitat. Ce mandat est émis par le juge d'instruction M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction à la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris, suite à la saisine de la procureur général de Paris, M. Jacques Chaban-Delmas, par le député socialiste M. Daniel Bernadet, député de l'Indre, et par le député socialiste M. André Laignel, député de l'Indre, et par le député socialiste M. Jacques Chaban-Delmas, député de l'Indre.

Le mandat d'arrêt est lancé contre M. Yves Chaliar, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, ancien ministre de l'Intérieur, et ancien directeur de l'Agence de l'habitat. Ce mandat est émis par le juge d'instruction M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction à la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris, suite à la saisine de la procureur général de Paris, M. Jacques Chaban-Delmas, par le député socialiste M. Daniel Bernadet, député de l'Indre, et par le député socialiste M. André Laignel, député de l'Indre, et par le député socialiste M. Jacques Chaban-Delmas, député de l'Indre.

MANUEL CARRERE

la moustache

P.O.L.

# société

## L'AFFAIRE DU CARREFOUR DU DEVELOPPEMENT

### Un mandat d'arrêt est lancé contre M. Yves Chaliar

M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé de l'information dans l'affaire dite du Carrefour du développement, a déposé, mercredi 9 juillet, un mandat d'arrêt contre M. Yves Chaliar, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, ancien ministre de l'Intérieur, et ancien directeur de l'Agence de l'habitat. Ce mandat est émis par le juge d'instruction M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction à la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris, suite à la saisine de la procureur général de Paris, M. Jacques Chaban-Delmas, par le député socialiste M. Daniel Bernadet, député de l'Indre, et par le député socialiste M. André Laignel, député de l'Indre, et par le député socialiste M. Jacques Chaban-Delmas, député de l'Indre.

### Déballage et étalage

Les « affaires » repartent donc, et à quelle cadence ! Après les studios, automobiles et autres voyages offerts à ses petites amies par M. Yves Chaliar, chef de cabinet de l'ancien ministre de la coopération, M. Christian Nucci, sur la cassette de l'association Carrefour du développement ; après le « cousin Fernand » de l'ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés, M. Raymond Courrière, engagé par ce dernier à l'ONASEC (Organisme chargé d'aider les familles d'anciens harkis), voici le luxueux appartement de 200 mètres carrés appartenant au conseil général de l'Indre et loué pour une misère (6 000 F par mois) par son ancien président, M. André Laignel, par ailleurs trésorier du PS à... sa propre épouse.

A l'évidence, ces trois affaires n'ont en commun que de placer sur la sellette des personnalités socialistes. Ni dans leur nature ni par leur degré de gravité, elles ne sont comparables. Alors que les détournements sautent aux yeux derrière chaque record du Carrefour du développement, aucune malversation, jusqu'à plus ample informé, n'a pu être décelée dans la gestion de l'ONASEC. M. Courrière ne pouvant y être taxé que d'une certaine propension au militantisme et accessoirement au népotisme dans la distribution de la manne.

### L'effet d'image

Quant à l'offensive menée par M. Daniel Bernadet, actuel président (UDF) du conseil général de l'Indre, contre M. André Laignel, elle a bien peu de chance d'aboutir à la levée de l'immunité parlementaire du trésorier du PS. Il faut dire les choses comme elles sont : on aurait peine à trouver un département français dont les dirigeants de l'exécutif ou leurs proches ne bénéficient pas, d'une façon ou d'une autre, de petites faveurs immobilières. Cela ne diminue en rien les torts supposés de M. Laignel et paraît peut-être scandaleux à ceux qui se font une certaine idée de la République, mais c'est ainsi.

Qui ouvrira un jour, par exemple, le dossier des « voyages d'études » que s'offrent, souvent au soleil, les conseils généraux, toutes tendances confondues ? La « nomenclature française » s'accorde en général à

recouvrer d'un voile pudique ces petites transgressions.

C'est si vrai que l'on se paie le luxe, à l'hôtel Matignon, de minimiser cette « affaire Laignel » et d'insister sur l'origine « locale » de l'offensive, que certains proches de M. Chirac n'hésitent pas à circonscrire à « un usage psychologique local ».

Quel déballage tout de même ! A l'évidence, l'« effet d'image » recherché par ce grand étalage sur la place publique est clair : les socialistes ont laissé coloniser l'Etat, tout autant que les départements qu'ils ont gouvernés. Au pis par une bande de coquins, au mieux par une poignée de copalins. Accessoirement, quels maladroits ! Ils auraient pu détourner discrètement, avec professionnalisme, les surs de leurs débutants, semant des petits cailloux blancs, à chaque ligne budgétaire, sur le chemin de leurs successeurs ou des limiers de la Cour des comptes.

Les trois démonstrations de nos trois « affaires » sont si convergentes que certaines, à gauche, commencent déjà à y rechercher une hypothétique « orchestration ». Et de poser la question : l'actuelle majorité cherche-t-elle, par le biais de ces « affaires », à regagner dans l'opinion une faveur que les sondages, pour l'instant, lui refusent et à atteindre l'image non seulement de l'opposition mais, au-delà, du chef de l'Etat ? Alors qu'approche le jour où le président devra signer les ordonnances, espère-t-on ainsi, en lardant les socialistes de coups d'épingle, les fragiliser, voire le houter ? Ce sont là des questions que l'on se pose, bien sûr, à l'Elysée. Avec une nervosité croissante, semble-t-il, eu égard à la légèreté d'un Nucci ou la maladresse d'un Laignel.

Bien entendu, on se défend à l'hôtel Matignon d'un aussi noir dessein. La cohabitation, assure-t-on, ne saurait être ravalée au niveau de ces « affaires ». D'ailleurs, le chef de l'Etat lui-même n'a-t-il pas assuré, à propos du dossier du Carrefour du développement, que la justice devait « suivre son cours » ?

Ainsi, le « cas Laignel », dans la journée du 9 juillet, n'a-t-il été à aucun moment évoqué par les conseillers de M. Chirac. De même, quand M. Michel Aurillac déclare au Monde (2 juillet) qu'il « imagine mal que M. Guy Pénne [conseiller

à Bruxelles à cette époque, avait quitté cette ville pour Londres.

Ces éléments avaient pu être reconstitués, car M. Chaliar avait payé son billet ainsi que d'autres dépenses au moyen d'une carte de crédit. Mais, depuis cette date, il semble avoir eu recours à d'autres moyens, et sa trace a été perdue.

De son côté, le parquet de Paris a décidé d'ouvrir une information pour instruire la plainte contre X... déposée le 30 juin par M. Christian Nucci pour faux et usage de faux en écritures publiques.

### « Coïncidences »

« Il y a parfois des coïncidences », jure-t-on, comme en écho, au cabinet de M. Aurillac — par ailleurs vice-président du conseil général de l'Indre, et donc engagé sur deux fonctions — où l'on recuse toute intention maligne. On rappelle, en signe de bonne foi, que l'affaire du Carrefour, loin d'avoir été « sortie » par le ministre, a été portée sur la place publique par le biais du « téléphone rouge » d'Europe 1, par une salariée de l'association, qui s'étonnait de ne pas voir « venir sa paie ».

En fait, la majorité gère l'affaire du Carrefour du développement avec un air savant du suspense. Ni trop peu, ni trop fort, et surtout pas trop précipité. D'où cette sensation de se trouver face à un « scandale Canada dry », qui à la fois et tout à la fois, n'en finit pas de se décaler. Comme s'il était « verrouillé » quelque part, chacun se gardant bien d'abriter ses cartes.

Dans la majorité, on laisse entendre avec gourmandise qu'un deuxième menu de parlementaire, outre M. Nucci, figure dans la lettre-déballage envoyée à M. Aurillac par M. Chaliar. Dans l'opposition, on insinue que l'on saurait aussi, le cas échéant, ouvrir d'inquiétants placards, d'où sortiraient des « fantômes africains », qui pourraient bien chatouiller les pieds des responsables de la majorité d'avant 1981.

Bref, on prépare aux Français sur leurs plages un de ces feuilletons dont la saison estivale a le secret.

CORINE LESNES

et DANIEL SCHNEIDERMAN.

## LA DEMANDE DE LEVÉE D'IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE VISANT M. LAIGNEL

### Le bail du trésorier du Parti socialiste

« Si M. Laignel était membre de l'UDF, nous aurions agi de la même façon » : à en croire M. Claude Jamet, conseiller général de l'Indre et membre du Parti républicain, il ne faut pas voir le moindre arrière-pensée politique dans l'attaque lancée par le conseil général de l'Indre — plus d'un an après le changement de majorité consécutif aux élections de mars 1985 — contre son ancien président, M. André Laignel, trésorier du Parti socialiste. Avec M. Daniel Bernadet, député de l'Indre et maire de Châteauroux, président du conseil général et adhérent direct de l'UDF, M. Jamet a engagé au nom du conseil une procédure en citation directe contre M. Laignel auprès du tribunal de grande instance de Paris et adressé le 1<sup>er</sup> juillet au président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chaban-Delmas, une demande de levée de l'immunité parlementaire du député socialiste. Les faits reprochés à M. Laignel : un « détournement des deniers » d'une fondation dépendant du conseil général, la fondation Blanche de Fontarce, du nom d'une famille qui avait légué en 1920 divers biens immobiliers au département.

Dans le document de quatorze pages adressé à M. Chaban-Delmas, MM. Bernadet et Jamet accusent M. Laignel d'avoir consenti le 15 juillet 1983 un bail pour un appartement d'environ 200 mètres carrés dans un immeuble appartenant au conseil

### Par hasard

Président de la commission de surveillance de la fondation Blanche de Fontarce, M. Jamet affirme qu'il n'a découvert le pot-aux-roses que par hasard, en faisant le « tour du propriétaire »

des immeubles appartenant au conseil général. Une plaque au nom du Renouveau socialiste de l'Indre, le club de M. Laignel, côtoyait celle de l'avocat, sur la porte de l'appartement de la rue de Marignan, aurait attiré son attention il y a deux mois. Une « découverte » tardive donc, et d'autant plus étonnante que la quasi-totalité de la classe politique locale n'ignorait rien de la présence de M. Pamin dans ces locaux, même si tout le monde n'en soupçonnait pas les conditions. Toujours selon M. Jamet, c'est le bureau du conseil général qui a décidé le 17 juin, à l'unanimité de ses douze membres, de demander la levée de l'immunité parlementaire du député, maire d'Issoudun. Le ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, vice-président (RPR) du conseil général, était présent lors de cette délibération.

La majorité du conseil général demande donc réparation ainsi que le « déquerpissement de la dame Pamin » de l'appartement, indique le document. Nullement mécontent de mettre ainsi en cause l'une des figures les plus offensives du PS, M. Jamet va jusqu'à assurer : « C'est une affaire importante qui risque d'entraîner le départ de M. Laignel du département. » Le député socialiste se proposait de répondre à ces accusations le vendredi 11 juillet.

C. L.

(Publicité)

## PETITION

### POUR LA SÉCURITÉ DU SÉJOUR, LE DROIT DE VIVRE EN FAMILLE, L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT DEVANT LA LOI ET LE RESPECT DE LA DIGNITÉ DES IMMIGRÉS

Nous considérons que les immigrés qui résident en France et qui ont contribué par leur travail au développement de l'économie nationale, font partie de la société française et doivent y être assurés d'une sécurité de séjour, du droit d'y vivre avec leur famille dans la dignité et d'une égalité de traitement au regard des lois de la République.

La législation de 1984 comporte des insuffisances mais elle a apporté un minimum d'acquis qui ne sauraient être remis en cause sans retentissement de la parole de la France.

Nous demandons donc au Gouvernement :

- de prendre les mesures nécessaires pour que tous les immigrés qui ont droit à une carte de résident se la voient effectivement attribuée et renouvelée automatiquement, sans restrictions et dans les délais prévus ;
- d'assurer dans les faits le droit de vivre en famille en France et donc de ne pas limiter le regroupement familial ;
- de permettre à tous les jeunes qui ont été scolarisés en France d'y vivre et d'y travailler, soit en leur attribuant une carte de résident, soit en leur reconnaissant le droit à la nationalité française ;
- de ne pas revenir aux procédures administratives d'expulsion, privant ainsi des personnes du droit aux garanties judiciaires ;
- de respecter les dispositions interdisant les expulsions de mineurs ;
- de proscrire toute inégalité de traitement pour les délinquants d'origine étrangère.

Nous affirmons enfin notre opposition à toute révision du Code de la Nationalité qui conduirait à précariser et à marginaliser les populations issues de l'immigration.

Nous sommes décidés à agir, dans le cadre des institutions républicaines, pour empêcher que notre pays trahisse la confiance de ceux auxquels il a fait appel dans le passé.

### Premiers signataires :

Vanja ADRIEN-CENS, auteur-compositeur-interprète ; Marius APOSTOLO, syndicaliste ; Guy AURENCHIE, avocat ; Hassan BABACI, avocat ; Etienne BALBAR, universitaire ; Paul BIANCHER, Commission Immigré, association Solidarité Franco-Arabe ; Martine BISSIERE, présidente de la FASTI ; Jean-Louis BLAIRE, chanteur ; Bernard BOUDOUARESE, père de la mission de France ; Rose-Marie CHAÏNE et le conseil des petites sœurs de l'association ; Albano CORDERO, chargé de recherche au CNRS ; André COSTES, secrétaire de la commission épiscopale des migrations ; Marie-Immaculée CRANAY et le conseil des auxiliaires ; Robert DAVEZIES, prêtre ; Fabienne DORRY, inspectrice du travail ; Michel ETCHEVERRY, comédien ; Mireille GALAND, sociologue ; Claude GENET, artiste peintre ; Elisabeth GERMAIN, professeur agrégé ; Françoise GEZE, éditrice ; Béatrice GUENEAU-CASTILLA, inspectrice DASS ; Assia HAÏF et le collectif femmes immigrées ; Michel IGDA-PRAT, avocat ; André JEANSON, président du comité « étrangers » du FONDA ; Pierre-Jean LABARRIERE, professeur au collège international de philosophie ; Dominique LAMALLE, ancien maître de recherche au CNRS ; Denis LANGLOIS, avocat ; Danielle LAVIDE, conseillère sociale ; André LECOU, journaliste ; Didier LIGER, avocat ; Danielle LICHAN, professeur de droit, présidente du GISTI ; Jean MAIRE, président du CLAP ; Claude-Valentin MARIE, chargé de mission au ministère des affaires sociales ; Christine MARTINEAU, avocate ; Geneviève MICHAUD, présidente d'Accueil et Promotion ; Robert de MONTVALON, médecin ; Thomas ONDRES, président du CAIF ; Paul ORTOL, médecin ; George PAU-LANGEVIN, avocate, présidente du MRAP ; Antonio PEROTTI, directeur du CIEIM ; Véronique DE RUDDER, chargée de recherche au CNRS ; Elisabeth SALOMON, conseillère sociale ; Jean-Louis SCHÉDEL, revue « projet » ; Michel SERAIN, secrétaire de l'Episcopat pour les relations avec l'Islam ; Ramon SINSTER, Président de cultures au quotidien ; Pierre TOLAT, secrétaire de la commission « justice et Paix » ; Michèle TRIBALAT, démographe à l'INED ; Jean-François TROJIC, secrétaire national de la CDTI ; Catherine de WENDER-DIDIER, chargée de recherche au CNRS ; Jean MEYDERT, revue « projet ».

### 2ème liste de signataires (127 signatures)

J. ALVES, Accueil et Promotion des Immigrés ; A. ALGAN, Ingénieur CNRS ; P. ARCAN, Prêtre ; P. ARON, Professeur agrégé ; P. ARRIARD, Professeur à Rennes ; V. ASSADAS, Professeur agrégé ; T. ASSILIN HAMON, Etudiant, ASTI de Cherbourg ; A. BALIKCI, Professeur ; JM Bardou, Universitaire ; C. BAUMFELDER, Universitaire ; R. BENEGADI, Psychiatre ; P. BERTRAND, Evêque ; JP BIERAND, Ingénieur CNRS ; J. BILLIEZ, Universitaire ; D. BONNECHERE, Syndicaliste ; M. BONNECHERE, Universitaire ; F. BOUCHAYER, Sociologue ; G. BOULANGER, Président du Syndicat des Avocats de France ; S. BOULOT, Enseignant ; F. BOUILLON, Médecin ; F. BRIDOT, Chef d'entreprise ; Y. BURDLOT, CABU, dessinateur ; J. CARDONNEL, Prêtre ; D. CHARPAILLON, Vicaire-Général (Autun) ; J. CHATAGNER, Directeur de la Lettre ; J. CHATELIER, Ad., au foyer isolé de Nantes ; B. CHENU, théologien ; J. CLAUDE, Prêtre ; M. CLAVEL, Enseignant ; A. COGNE, Commission municipale (Rennes) ; J. COGNE, Professeur ; P. COLLET, Prêtre Commission diocésaine Justice et Paix (Pontoise) ; F. COMPANY, Sète ; S. CORDELLIER, Responsable associatif ; J. COSIO, Universitaire ; J. COSTA-LASCOUR, Chercheur (Paris) ; K. COUPER, Universitaire ; D. CREACH-CADEC, Président France-Plurielle ; L. DABENE, Professeur d'Université ; J. DAKLEJA, Enseignante ; M. DE NEULEMESTER, Sète ; Y. DESCHAMPS, Informaticien ; JD DOLFUS, Pasteur ; Y. DUBOSSON, Administrateur CGT APAS ; M. DUMONT, Ingénieur CNRS ; J. DUVAU, Secrétaire Gal du SNE Sup (FEN) ; M. EGERMAN, Prêtre (Les Mureaux) ; P. EVAIN, Syndicaliste ; P. FALLOURD ; R. GALLISSOT, Universitaire ; F. GASPARD, Député ; M. GAUTHRON, Médecin ; F. GEZE, Editeur ; A. GUESSAT, Universitaire ; M. GUEISSAT, Ingénieur CNRS ; M. GUILLON, Démographe ; B. HANNAE, Architecte ; C. HINSCHBERGER, Professeur ; C. JACQUE, Secrétaire USC-CGT ; JP JABOUFF, Psychologue ; A. JANQUART, Enseignante ; L. JONQUET ; P. JORDAN, Maître conférence EHSS ; J. KERLAN, Prêtre ; G. KIM, Vicaire Général ; B. KOPPEL, Ingénieur CNRS ; A. LACROIX, Délégué Général STAJ ; AN LAGARDE, Ingénieur CNRS ; A. LAHALLÉ, Juriste CNRS ; B. LAMBIOTTE, Inspectrice Education Nationale ; M. LAMBIOTTE, Directeur Recherche CNRS ; M. LAPERSOMNE, Documentaliste ; M. LECLERC, Avocat ; M. LEGERARD (St Sauveur) ; M. LEMASNE, Universitaire ; D. LEVIN, Sociologue ; M. LEYRIS, Ecrivain ; M. LHERITEAU, Maître de Conférence Paris ; LOP, Dessinateur ; M. MARE, Anthropologue ; J. MAITRE, Directeur Recherche CNRS ; G. HARDON, Inspecteur des Impôts ; F. HARDON, Secrétaire Général CLP ; G. MATHIAS, Associé ; C. MEILLASSOUX, Directeur Recherche CNRS ; H. MOKRY, Président CLAPST ; G. MOLINA, Universitaire ; A. MORICE, Chercheur CNRS ; G. ODENT, Universitaire ; C. ORSONI, Professeur ; F. PASCAL, Président de la FONDA ; R. PEREIRA DE OLIVEIRA, Etudiant ; G. PERRAULT, Ecrivain ; V. PEYRON, Universitaire ; E. PICHENOT, Secrétaire SGEN-CGT ; M. PISICO, INA ; F. POUILLOU, Maître Conférence EHSS ; B. PRACHT, Secrétaire Gal Union Synd. Construction CGT ; M. PRYEN, Editeur ; C. QUIMINAL, Universitaire ; P. RASANOELY, Fonctionnaire ; M. RIAUDOL, Enseignant ; L. RIZZO, Secrétaire Mal CLAP ; JM RONGIER, Président STAJ ; C. RODIER, Juriste ; G. ROSSET, Ingénieur CNRS ; M. ROUAH ; M. ROUX, Universitaire ; M. ROZEN ; J. SALIBA, Universitaire ; P. SECOND, Ingénieur CNRS ; SINE, Dessinateur ; M. TREBOUS, Journaliste ; M. TRIPIER, Sociologue ; P. TRIPIER, Universitaire ; J. TOURNADE ; M. UNAILLAT, Secrétaire Gal SENS (FEN) ; L. VALENSI, Directeur Etudes EHSS ; R. VANDEPERRE, Administrateur ; M. VIDAL, Sociologue ; R. VIAL, Journaliste ; JM VILLEGIER, Universitaire ; ME VIOLA, Médecin ; G. DE WANGEN, Secrétaire Général France Terre d'Aïlle ; G. WELZER, Médecin.

A la date du 9 juillet 1986, le nombre total des signatures recueillies et retournées à Paris s'élève à 4.830, venant principalement des départements suivants : Rhône (1.673) ; Région Parisienne (894) ; Loire Atlantique (465) ; Loire (254) ; Cher (203) ; Vosges (157) ; Isère (113) et 1.071 venant des autres départements.

CONTRIBUTIONS FINANCIERES : Claire ROSTER / CCP PARIS 25304-92 R

CONTACTS TELEPHONIQUES : 43-72-75-45 - 43-72-47-21



# JUSTICE

## EN SAISSANT LA COMMISSION DES RECOURS

### Les « Irlandais de Vincennes » veulent obtenir le statut de réfugié politique en France

Les trois « Irlandais de Vincennes » tentent d'obtenir le statut de réfugié politique en France, car ils redoutent les persécutions politiques dans leur pays d'origine, la République d'Irlande. Arrêtés le 28 août 1982 à Vincennes par les gendarmes du GIGN, puis inculpés, Michael Plunkett, Stephen King et Mary Reid avaient vu l'ensemble de la procédure annulée, en raison des graves irrégularités commises par les gendarmes lors de la perquisition à leur domicile. Après dix mois de détention provisoire dans les prisons françaises, les nationalistes irlandais

avaient demandé - en vain - le statut de réfugié à l'OFFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), le 21 octobre 1983. C'est contre la décision de refus de l'OFFPRA que les Irlandais ont saisi la commission des recours des réfugiés. Cette dernière s'est réunie, mardi 8 juillet, au palais de justice de Paris afin d'examiner le recours déposé par les nationalistes républicains.

Les « Irlandais de Vincennes » doivent d'abord convaincre leurs juges qu'ils ont été victimes de persécutions politiques dans le passé de la part des autorités de Dublin. Tous trois, entièrement voués à la cause irlandaise, étaient membres de l'IRSP, le parti socialiste de la République d'Irlande, une organisation légale.

Michael Plunkett, ancien président de l'IRSP, est incarcéré en Irlande du Sud après l'attaque d'un train postal en 1976. Selon Amnesty international, il subit alors des « mauvais traitements » infligés par ses geôliers. Sa compagne, Mary Reid, a mené plusieurs campagnes contre l'incarcération de son mari et les procédures d'exception utilisées par la justice et la police irlandaises contre les atteintes à la liberté de l'Etat. Elle-même est la première femme à avoir été traduite devant le Special Criminal Court, tribunal d'exception. Stephen King, comme les deux autres, fait état de harcèlements policiers dirigés contre lui et d'assassinats de plusieurs de ses compagnons militants.

Afin d'obtenir les garanties du statut de réfugié, il leur faudra également persuader la commission des recours qu'ils risquent de nouvelles persécutions en cas de retour en Irlande du Sud. Leurs avocats, M<sup>rs</sup> Antoine Conte pour Plunkett et Reid, M<sup>rs</sup> Bernard Darteville pour

King (qui a aujourd'hui politique ment pris ses distances par rapport à ses deux camarades), tirent ici argument de l'« affaire de Vincennes » : présentée à cette occasion par la presse comme des activistes de l'INLA (organisation militaire clandestine liée à l'IRSP), leurs clients seraient menacés de représailles dans leur pays natal, perpétrées, par exemple, par des groupes paramilitaires. Ils pourraient aussi être déferés au « Special Criminal Court » au cas où, selon la législation d'exception, un policier estimait que l'un d'eux a fait partie d'un mouvement interdit (l'INLA en l'occurrence).

Les risques de persécutions sont, dès lors, incontestables aux yeux des avocats qui s'appuient sur une déclaration de M. Sean Mac Bride en faveur de leurs clients. M. MacBride, avant de fonder Amnesty international et de recevoir le prix Nobel de la paix, fut un activiste républicain, aux temps de la « guerre civile ». Le défenseur des droits de l'homme estime qu'en Irlande du Sud, pour des délits motivés par des raisons politiques, « un suspect n'est pas assuré de bénéficier du fonctionnement normal de la justice ». Un témoignage que M<sup>rs</sup> Darteville a voulu compléter par un passage du livre du capitaine Paul Barril, *Missions très spéciales*, dans lequel l'officier du GIGN affirme que les services spéciaux britanniques entendent « liquider physiquement » les trois nationalistes républicains s'ils retournent sur le sol britannique.

La commission des recours des réfugiés rendra sa décision dans deux mois environ au sujet de ceux qui ne veulent plus être des Irlandais de Vincennes, mais simplement de France.

ERICH INCYAN.

## UN ARRÊT DE LA CHAMBRE D'ACCUSATION DE PARIS

### Klaus Barbie devra répondre des déportations de juifs et de celles des résistants déportés par la suite

L'affaire Klaus Barbie est maintenant en état d'être jugée. La chambre d'accusation de Paris, désignée par la chambre criminelle de la Cour de cassation, le 20 décembre 1985, pour tirer les conséquences de la définition donnée ce jour-là par cette dernière juridiction des crimes contre l'humanité, a rendu, mercredi 9 juillet, sous la présidence de M. Jean Pascal, l'arrêt renvoyant l'ancien chef de la section IV de l'Einsatzkommando de Lyon, de 1942 à 1944, devant les assises du Rhône.

Cet arrêt complète celui qui fut rendu le 4 octobre 1985 par la chambre d'accusation de Lyon et qui n'avait alors retenu contre Barbie que ses actions contre les juifs, considérant que les faits de torture ou de déportation et de mort de combattants de la Résistance, ou supposés tels, par l'accusé, constituaient des crimes de guerre aujourd'hui prescrits et non des crimes contre l'humanité, qui seuls sont imprescriptibles, aux termes de la loi de 1964.

C'est cette interprétation des articles 6 b et c du statut du tribunal militaire international de Nuremberg que la chambre criminelle avait conspué, lorsqu'elle examinait les pourvois qu'avaient formés, contre la décision de Lyon, la Ligue des droits de l'homme et plusieurs associations d'anciens déportés ou combattants de la Résistance, ainsi que la veuve d'une des victimes, M<sup>rs</sup> Nicole Gompel, dont le mari fut torturé à mort. Sa décision donnait du crime contre l'humanité la définition suivante : « Les actes inhumains et les persécutions qui, au nom d'un Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, ont été commis de façon systématique, non seulement contre des personnes en raison de leur appartenance à des collectivités raciales ou religieuses, mais aussi contre les

adversaires de cette politique, quelle que soit la forme de leur opposition ».

Il s'agissait, dès lors, pour la chambre d'accusation de Paris, de rechercher parmi les faits qu'avait écartés la cour de Lyon, ceux qui pouvaient correspondre à cette définition. Ces faits ou séries de faits étaient au nombre de six :

- 1) La mort du commissaire de police Jules Cros, arrêté en 1943 et torturé jusqu'à la mort au fort de Montluc à Lyon, pour avoir laissé échapper quatre résistants ;
- 2) Les faits de torture ou de déportation de personnes au cours des années 1943 et 1944, en raison de leurs activités réelles ou supposées dans la Résistance et déportées avant le 11 août 1944 ;
- 3) La rafle aux ateliers de la SNCF à Oullins (Rhône), opérée le 9 août 1944, au cours de laquelle un cheminot fut exécuté, d'autres arrêtés, mais, en fin de compte, relâchés ;
- 4) Le cas de Régine Skorza, d'origine juive, arrêtée le 22 juin 1944 pour acte de résistance et déportée à Auschwitz ;
- 5) Le cas du professeur Marcel Gompel, torturé et mort au fort de Montluc, dans un local appelé la « baraque aux juifs » ;
- 6) La déportation des résistants embarqués dans le convoi qui quitta Lyon le 11 août 1944 à destination de l'Allemagne et qui fut le dernier avant la libération de cette ville.

La chambre d'accusation de Paris a finalement retenu à la charge de Klaus Barbie trois de ces faits : les tortures suivies de mort du professeur Gompel, les séquestrations et déportations de résistants opérées en 1943 et 1944, ainsi que la déportation de deux cheminots par le dernier train du 11 août 1944. Elle fonde sa décision sur une distinction entre le crime contre l'humanité et le crime de guerre.

#### Cruautés ou persécution

L'auteur du crime contre l'humanité, dit-elle, doit avoir agi dans le cadre de son adhésion à une politique d'hégémonie idéologique telle que l'idéologie national-socialiste du III<sup>e</sup> Reich. Ce mobile doit être spécial, alors que le crime de guerre exige seulement l'intention coupable.

Ainsi, les juifs et les résistants persécutés de façon systématique, au nom d'un Etat pratiquant cette politique d'hégémonie idéologique - les uns en raison de leur appartenance à une communauté raciale ou religieuse, les autres en raison de leur opposition à cette politique - peuvent avoir été victimes de crimes contre l'humanité.

#### AU TRIBUNAL DE PARIS

### M<sup>rs</sup> Mary Seurat gagne son procès contre « VSD » et le docteur Raad

La première chambre du tribunal de Paris, présidée par M. Jean Michel Guib, a condamné, mercredi 9 juillet, le journal VSD et le docteur Razah Raad, à payer respectivement 100 000 francs et 40 000 francs de dommages et intérêts à M<sup>rs</sup> Mary Seurat, épouse de Michel Seurat, l'un des otages français détenus au Liban.

M<sup>rs</sup> Seurat reprochait à l'hebdomadaire d'avoir, dans son numéro daté 3-9 avril 1986, publié, sans son autorisation, des photographies d'elle-même, et au docteur Raad, qui venait de rentrer de Liban, où il avait été chargé par le gouvernement français d'engager des négociations pour la libération des otages - d'avoir fourni, lui-même, au journal les clichés qui furent accompagnés d'une interview dont M<sup>rs</sup> Seurat estimait certains passages dommageables pour elle-même. M. Raad déclarait, notamment, qu'il avait été étonné d'apprendre que Mary Seurat avait été mariée à un Palestinien proche du Fatah (le Monde du 20 juin).

Dans son jugement, le tribunal déclare : « En dehors du caractère odieux des insinuations que suggèrent les propos du docteur Raad, VSD et la journaliste auteure de l'article, M<sup>rs</sup> Armelle Ogier, ont porté gravement atteinte à l'intimité de la vie privée passée et présente de M<sup>rs</sup> Seurat. » Il ajoute : « Le préjudice ainsi causé est d'autant plus important que M<sup>rs</sup> Seurat se trouve, depuis l'enlèvement de son mari, dans une situation dramatique et infiniment douloureuse qui devrait commander respect et réserve. »

Pour ce qui concerne le docteur Raad, le tribunal retient en défini-

tion que la remise au journaliste de VSD des photographies et des lettres appartenant à M<sup>rs</sup> Seurat, et qui se trouvaient alors en sa possession, comme le fait de les avoir laissé photocopier sans l'autorisation expresse et préalable de la plaignante - tout comme la tenue des propos rapportés - constituent des fautes certaines et personnelles au sens de l'article 1382 du code civil, qui ont causé un grave préjudice à la demanderesse.

Le tribunal a ordonné l'exécution provisoire de sa décision concernant VSD, mais n'a pas estimé nécessaire d'appliquer la même mesure au docteur Raad.

#### A la cour d'appel de Paris

M. PHILIPPE ROBRIEUX DÉBOUTÉ DE SON ACTION CONTRE « LE MONDE »

La première chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé, mercredi 9 juillet, l'ordonnance du juge des référés qui avait rejeté, le 23 mai 1986, la demande de M. Philippe Robrieux tendant à la publication par le Monde d'un droit de réponse après la réaction de M. Gérard London, fils d'Arur London, à la notice nécrologique du dirigeant communiste Raymond Guyot, que M. Robrieux avait signée dans les colonnes du journal.

Le préjudice ainsi causé est d'autant plus important que M<sup>rs</sup> Seurat se trouve, depuis l'enlèvement de son mari, dans une situation dramatique et infiniment douloureuse qui devrait commander respect et réserve.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

# JEU DE LA FORTUNE



## GRATTEZ ET GAGNEZ

### 65.000.000 F EN JEU DONT 150 CITROËN BX

**FAITES LA PAIRE**  
Pour gagner, c'est très simple. Si, au grattage du ticket-jeu, les 2 valeurs, à droite comme à gauche, sont identiques, vous gagnez immédiatement. Sinon, collectionnez les tickets pour former une autre paire gauche-droite gagnante.

**ASSEMBLEZ LES LETTRES**  
C'est autre chance du jeu de la fortune. Si le BX apparaît, ou si vous reconstituez la lettre par lettre le mot CITROËN : à vous la BX. Alors collectionnez vos tickets à chaque passage, dans les stations TOTAL participantes.

# TOTAL

QUAND LA FORTUNE EST BONNE LE PLAISIR EST TOTAL

JEU GRATUIT SANS OBLIGATION D'ACHAT.

#### HUMIDIFICATEUR D'AIR A EFFICACITE VISIBILE (Procédé : ultrason)

Pour bureaux et maisons jusqu'à 150 m<sup>2</sup>

Respirez l'air pur, sans bactéries et dans le silence, comme si vous étiez à la montagne.

Distributeur : Joseph Brand, Corniche N.N. DRAP, 06340 LA TRINITE  
Tél. : 93.27.11.34. Téléc. : 462.227. F

## Bernard Tapie renfloue la

# WENCES

## TWA Promena

2 nuits d'hôtel

مكة امه الاصل



## ÉDUCATION

### Bernard Tapie renfloue les jeunes

De notre envoyée spéciale

Béziers. — Après avoir sauvé des entreprises de la faillite, Bernard Tapie s'intéresse aux jeunes chômeurs. Il a répondu à la lettre de la chambre de commerce de Béziers : mardi 8 juillet, la « première école de vente en France » est née en Languedoc-Roussillon. Il s'agit en fait d'un cycle de formation en treize semaines (dont deux de stage en entreprise) destiné aux jeunes demandeurs d'emploi de dix-huit à vingt-cinq ans. Le corps enseignant se compose de formateurs de la chambre de commerce et de professionnels du Groupe Bernard Tapie (GBT). Gratuit pour les élèves, ce « stage Bernard Tapie », comme l'appelle M. Tresselt, président de la chambre de commerce, est financé, à raison de 450 000 francs par session, par GBT, la chambre de commerce et l'ANPE.

Mardi avait lieu la sélection des candidats, non bacheliers pour la plupart, après une présélection sur dossier qui en avait éliminé les deux tiers. Les cent restants se sont présentés devant quatre jurys chargés d'évaluer leurs aptitudes à la vente. Pour le courage : Don Hebray, l'homme qui a sauté en maillot dans l'eau glacée de

l'océan Arctique. Pour l'imagination : le publicitaire Jacques Séguéla. Pour la capacité à convaincre : Georges Falconnet, directeur commercial de Citroën. Et pour l'ambition : Bernard Tapie, bien entendu.

Au panier, les livres ! Ici, on teste les dons de chacun en éliminant les idées reçues et les clichés. « Les jeunes non diplômés ont gardé intactes leurs qualités innées, or ce sont ceux-là qui, d'ordinaire, sont éliminés du circuit du travail », explique Bernard Tapie.

Mais les adolescents qui défilent devant ces stars manquant singulièrement d'imagination. « Quand on leur dit « mer », ils répondent soleil, vacances, bateau... comme le ferait un enfant de huit ans », constate, attaché, Bernard Tapie. « C'est à croire qu'ils ont arrêté de penser depuis cet âge. » Il est vrai qu'avec le chômage... « Quand l'horizon est bouché, comment avoir un grain de folie ? », remarque Jacques Séguéla, qui constate toutefois que « les filles ont un meilleur équilibre imagination-rigueur. Elles appréhendent mieux l'effort à fournir ». Pour le courage, en revanche, 20 sur 20 ! C'est sans hésiter que les candidats, à la demande de Don

Hebray, ont escaladé la rambarde du balcon du premier étage.

Déçu, Bernard Tapie l'est certainement : « Les jeunes d'aujourd'hui cherchent à rester dans le rang ; moi, je veux qu'on les reconnaisse dans la rue, qu'ils soient eux-mêmes. » Gérard a vingt et un ans. Quand Georges Falconnet lui demande : « Qu'achèterais-tu si tu avais beaucoup d'argent ? », il répond sans hésiter : « Un hélicoptère. » Un peu plus tard, il se reprend : « J'aurais dû dire des actions en Bourse. »

Bernard Tapie se propose de révéler à eux-mêmes ces jeunes paralysés par le chômage ambiant, et de leur trouver un emploi. Les meilleurs sont déjà assurés d'obtenir un stage chez lui, chez Séguéla ou Citroën. « La France manque de vendeurs, ce sont les entreprises qui viendront à eux, et non l'inverse », dit-il, confiant.

Trois sessions par an de quarante élèves chacune sont prévues à la chambre de commerce de Béziers. La première commencera le 1<sup>er</sup> septembre, et, si l'opération réussit, elle fera des petits vendeurs en France. Après les Restaurateurs du cœur de Coluche, les écoles du cœur de Tapie ?

A. La.

## SCIENCES

### L'exploration du « Titanic »

#### PREMIERS PAS VERS L'ÉPAVE

Une trentaine de chercheurs américains ont levé l'ancre, le mercredi 9 juillet, de Woods-Hole (Massachusetts) pour se rendre dans la région de Terre-Neuve, sur les lieux où repose l'épave du Titanic. Cette expédition, financée par l'Institut océanographique de Woods-Hole et la marine de guerre américaine, sera conduite par le professeur Robert Ballard, qui, l'an dernier, avait largement contribué à la découverte de l'épave qui gît par 4 000 mètres de fond. Des photographies exceptionnelles du Titanic, coulé tragiquement le 15 avril 1912 après une collision avec un iceberg, avaient été prises.

Pour cette nouvelle campagne, les Américains disposeront d'un petit sous-marin de poche, l'Alvin, à bord duquel prendront place trois océanographes qui pourront à loisir étudier, filmer l'épave, particulièrement la

partie arrière du paquebot. Nombre d'experts pensent en effet que la coque du navire se serait brisée en touchant le fond à la hauteur de la troisième des quatre cheminées. Au cours de cette expédition, d'une dizaine de jours, l'Alvin devrait emmener pour quelques plongées en engin télécommandé, le Jason Junior, porteur d'une caméra à grand angle et capable de se faufiler à l'intérieur de l'épave.

Les Français devaient participer à cette campagne et tester un robot sous-marin, le Robin, équipé lui aussi de caméras noir et blanc et couleur. Mais faute des crédits nécessaires, l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) a dû renoncer récemment (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet) et laisser, la mort dans l'âme, la part belle aux Américains.

J.-F. A.

## EN BREF

● Dix-neuf morts après le passage du cyclone « Peggy » aux Philippines. — Dix-neuf personnes sont mortes aux Philippines, mercredi 9 juillet, lors du passage du cyclone « Peggy », dont les vents ont atteint des vitesses de 150 kilomètres à l'heure. Treize d'entre elles ont péri dans des glissements de terrain qui se sont produits dans la région de Baguio, à Manille et dans les provinces du Nord, plus de quatre cents familles ont été évacuées, mais les autorités craignent que la montée rapide des eaux ne les contraigne à prendre de nouvelles mesures.

● Taxis parisiens : subvention pour des glaces blindées. — M. Edouard Frédéric-Dupont, député (FN) de Paris et maire du septième arrondissement, a annoncé, mercredi 9 juillet, que les chauffeurs de taxi parisiens qui souhaitent équiper leur véhicule d'une glace blindée bénéficieront d'une subvention de 1 500 francs (dont 1 000 francs de l'Etat et 500 francs de la Ville).

Si ce dispositif a été fort peu utilisé jusqu'ici, c'est qu'il coûte 6 000 francs, que même avec l'adjonction d'un gyrophaire et d'un système de blocage des portes les professionnels doutent de son efficacité et qu'en tout état de cause ils ne souhaitent pas transformer leur véhicule, car celui-ci devient ensuite difficile à revendre.

(Publicité)  
**PARRAINAGE**  
L'Association médicale franco-palestinienne propose le parrainage d'enfants au Liban et en Cisjordanie. Ecrire : 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris, ou téléphoner : (1) 45-30-12-08 mardi après 19 heures ou mercredi matin.

## FAITS DIVERS

### La mort d'un Mauricien

#### UNE LETTRE DES CONCIERGES D'UN IMMEUBLE DU 16<sup>e</sup>

A la suite de l'article intitulé « Dans un bidonville du 16<sup>e</sup> - La mort de Clément Fina », paru dans le Monde du 26 juin, où il était notamment écrit : « Introuvable médiateur entre les communautés, le gardien ne se faisait pas prier. Pour peu qu'un postulant soit connu au village et lui remette une « petite pièce », il lui trouvait un logement... et rassurait le propriétaire, lequel lui revendrait cela lors des étreintes », M. et Mme Gérard, concierges de l'immeuble du 63, avenue Raymond-Poincaré, estiment « que ces affirmations sans fondement méritent au moins une réponse gratuite [leur honnêteté et leur moralité] ». Ils « tiennent à préciser qu'à la demande d'un certain nombre de propriétaires (une vingtaine seulement sur quelque quatre-vingts), [ils s'occupent] de trouver un occupant pour les chambres de service des 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> étages. Les propriétaires fixent eux-mêmes le prix de location et, suivant la tradition, les occupants des chambres de service paient le loyer au concierge. »

● Incendies : pas assez de Canadair ? — Douze pompiers légèrement blessés, des hangars et des granges réduits en cendres, un millier de têtes de bétail asphyxiées, 2 000 campements évacués en catastrophe, plusieurs routes coupées et plus de 3 500 hectares de forêts et de broussailles parties en fumée : tel est le premier bilan des incendies qui ravagent le Var et les Bouches-du-Rhône depuis dimanche. Mais déjà les maires des six communes des Bouches-du-Rhône le plus touchées ont adressé un télégramme au ministre de l'Intérieur pour dénoncer « le manque de surveillance, de prévention, de moyens aériens et de coordination » qui, selon eux, a entravé la lutte contre le feu. A la Sécurité civile, on estime que « la saison ne fait que commencer » et qu'il sera toujours temps en septembre de faire le bilan et de déterminer les lacunes. »

## ENVIRONNEMENT

### SITES POLLUÉS, PYRALÈNE, SAUMURES D'ALSACE

#### Pas de vacances pour le ministre de l'environnement

Armée de pelles, de râteaux et de sacs poubelle, un millier de jeunes bénévoles ont commencé à jouer les éboueurs dans une vingtaine de stations françaises de villégiature. En lançant cette opération intitulée « En vacances, je suis nature », M. Alain Carignon, ministre de l'environnement, entend montrer aux estivants que les sites les plus séduisants sont aussi les plus sensibles et que chacun doit participer à leur protection.

Les six points les plus chauds de cette campagne de nettoyage sont, en effet, des hauts lieux du tourisme où le flot des visiteurs laisse derrière lui des tonnes d'ordures. On a choisi, pour l'été 1986, Les Sables-d'Olonne, la forêt de Fontainebleau, le cirque de Gavarnie, les gorges de l'Ardeche, l'île de Porquerolles et les rives du lac de Serre-Ponçon.

En expliquant à la presse, mardi 8 juillet, les détails de cette action, et en dressant le bilan de dix ans d'application de la loi de protection de la nature, M. Carignon a évoqué d'autres sujets d'actualité, notamment l'incendie du transformateur de Villeurbanne. « Les entreprises qui possèdent des transformateurs au pyralène et qui ne les auraient pas déclarés d'ici au 8 août se mettront en infraction », a précisé le ministre. Mais on s'est aperçu que des milliers d'autres appareils, comme les condensateurs, contenaient eux aussi du PCB et en

quantité deux à trois fois plus importante. Les services de l'environnement s'efforcent actuellement de les identifier et de les recenser. S'ils se révélaient dangereux, ils seraient soumis, comme les transformateurs, au régime de la déclaration obligatoire. Leurs propriétaires seraient alors mis en demeure de renforcer leur protection contre l'incendie.

M. Carignon a annoncé que l'on cherchait, dans l'est de la France, un site pouvant recevoir une seconde usine de destruction du pyralène, afin de doubler les capacités de celle de Saint-Vulbas, dans l'Ain.

Pour les saumures rejetées dans le Rhin par les Mines de potasse d'Alsace, la France a renoncé à les

injecter dans le sous-sol alsacien comme elle s'y était engagée auprès de ses partenaires européens. Une commission de quatre experts français devra proposer une nouvelle solution d'ici au 1<sup>er</sup> octobre prochain.

Répondant aux questions des journalistes, le ministre de l'environnement a enfin précisé que, si le parc d'Euro-Disneyland s'installait à Marne-la-Vallée, l'ensemble du projet devrait être accompagné d'une étude d'impact. En revanche, si Paris était retenu pour l'organisation des Jeux olympiques de 1992 et si le stade olympique était construit dans le bois de Vincennes, il ne serait soumis qu'à une simple enquête publique sans qu'il y ait obligation d'étude d'impact.

MARC AMBROISE-RENDU.

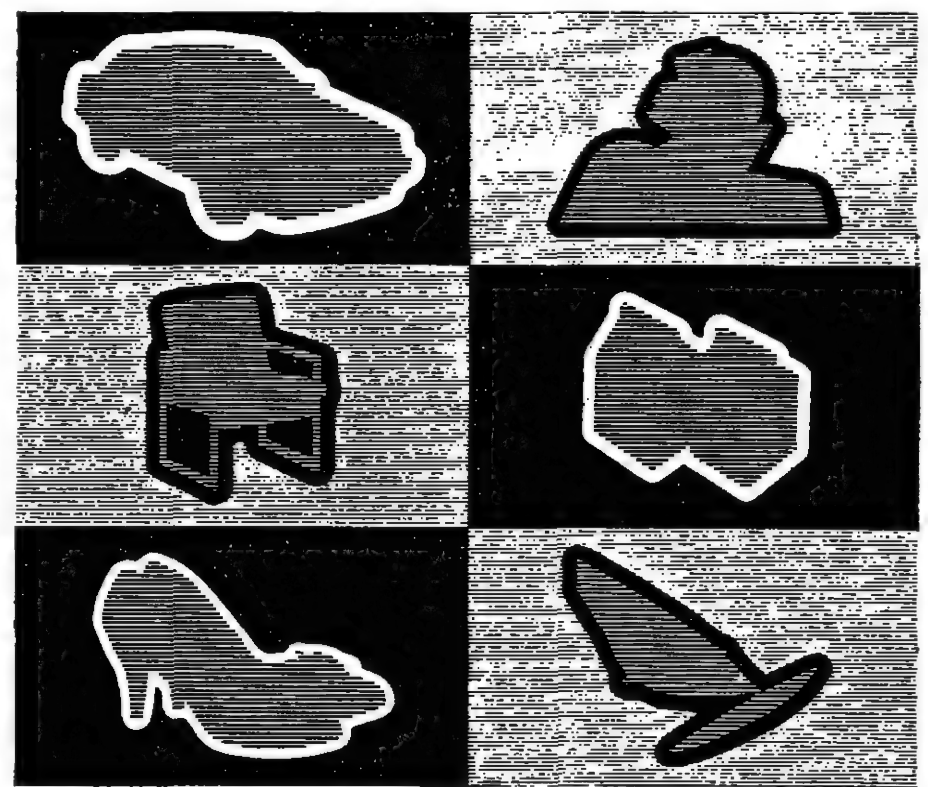
### M. GUICHARD EST NOMMÉ PRÉSIDENT DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL

M. Olivier Guichard, président du conseil régional des Pays de la Loire, député RPR de Loire-Atlantique, a été élu mardi 8 juillet à la présidence du conseil d'administration du Conservatoire du littoral. Il succède à M. Louis Le Penec, député socialiste du Finistère.

M. Guichard avait créé le Conservatoire en 1974 alors qu'il était

ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et des transports. En prenant ses fonctions, il s'est félicité du travail accompli par le Conservatoire qui, au cours des dix dernières années, a acquis plus de deux cents domaines s'étendant sur 28 000 hectares et mettant ainsi à l'abri 360 kilomètres de rivages.

### Nous participons à l'essor des industries que nous servons



EniChem utilise l'énergie et l'innovation pour aider au développement des nombreuses industries - de l'automobile au textile, en passant par l'emballage et l'ameublement.

Grâce à une étroite collaboration avec ses clients directs et indirects, EniChem suit ses matériaux d'un bout à l'autre de la chaîne de transformation - des matières premières aux produits finis.

EniChem est l'un des producteurs pétrochimiques les plus importants et les plus diversifiés d'Europe. Basé sur des moyens techniques et commerciaux considérables, EniChem, partenaire de ses clients, contribue à

l'amélioration de la valeur ajoutée des produits existants et à la conception des produits futurs. Le large faisceau des matières premières EniChem couvre l'industrie : produits chimiques de base, plastiques, polymères techniques, caoutchouc et latex synthétiques, fibres synthétiques, intermédiaires pour détergents, produits agricoles, produits de chimie fine et spéciaux, produits pharmaceutiques et autres. Tous ces matériaux sont disponibles à travers un réseau mondial de vente et de distribution. EniChem peut certainement faire quelque chose pour vous !

**EniChem**

EniChem (France) S.A. Rue Lionel Terray 10, 92504 Rueil-Malmaison. Téléphone : 1-470 892 49. Téléc. : 203 998. Fax : 1-470 804 69.

## TWA Promenades Américaines : l'affaire de l'été.

### 2 nuits d'hôtel gratuites

Réservez 5 nuits d'hôtel dans certains Holiday Inns\*, TWA Promenades Américaines vous offre 2 nuits supplémentaires pour une semaine entière aux Etats-Unis.

\* Sous certaines conditions.

Contactez TWA Promenades Américaines au 47.70.27.56 ou votre agent de voyages, pour plus d'informations.

### 3 semaines de voiture gratuites

Une offre fabuleuse de TWA Promenades Américaines et de Hertz : une location de voiture sans chauffeur\* gratuite (minimum 2 personnes).

- 3 semaines gratuites en Floride.
- 1 semaine gratuite en Californie et des conditions spéciales pour la 2<sup>e</sup> semaine.
- 1 semaine gratuite pour la plupart des autres Etats.

### Les bas tarifs transatlantiques TWA

Toutes ces offres, combinées à nos bas tarifs transatlantiques vous permettent de profiter au mieux de l'affaire de l'été : TWA Promenades Américaines.

TWA ouvre la voie vers les USA.

**TWA**



## culture

## OPÉRA

« Idoménée », au Festival d'Aix-en-Provence

## L'émotion cristallisée

La seconde création du Festival d'Aix-en-Provence. Idoménée, de Mozart, ne donne pas une entière satisfaction, malgré la direction précise de Hans Graf et l'admirable mise en scène de Pierre Strosser, trop exigeante, peut-être.

Si la nouvelle mise en scène d'Idoménée de Mozart, mercredi soir au Festival d'Aix-en-Provence, est nettement meilleure que celle de Don Giovanni, la production dans son ensemble ne nous paraît pas pour autant entièrement satisfaisante. On sent passés « cet ouragan, cette tornade de musique », selon l'expression d'Harry Halbreich (1) ?

Rien à redire apparemment à la direction de Hans Graf (chef du Mozarteum de Salzbourg), précise, délicate, musicale, avec un orchestre de chambre de Cologne d'une grande finesse, et pourtant on ne reconnaît pas cette partition vibrante, dramatique, d'un extraordinaire lyrisme qui, souvent, semble ici enroulée et sans

accent. L'admirable mise en scène statique, abstraite, de Pierre Strosser n'est cependant concevable que si elle est pleine à ras bord d'une violente émotion musicale, comme ce fut le cas à Lyon quand Strosser monta la Clémence de Titus, avec Theodor Guschlbauer. Impossible, autrement, de déjouer les pièges de l'opéra seria.

Mieux vaut connaître le livret avant la représentation, car celle-ci ne nous renseigne guère. Comme décor, une belle estampe grise sur un vaste écran éclairé par derrière où la mer et les nuages se confondent. De grandes parois noires réfléchissantes, le plancher également noir dominant l'avant-scène parsemée de graviers blancs et ardoise. Les éclairages très aigus de Patrice Trotter varient peu. Les costumes de Patrice Cauchetier flottent dans une époque imprécise : robes-manteaux vagues, aux couleurs douces et à la taille très haute, loges et longues capes.

Aucun détail anecdotique. La passion, les passions sont intériorisées. Les personnages entrent lentement sans bruit, les groupes forment des figures parfaites,

chacun reste immobile pendant le chant dans une attitude simple, stylisée, autour des protagonistes dont la musique imprègne lentement les gestes. L'émotion cristallisée affleure et le mystère des stries, avec, comme toujours chez Strosser, un sens profond de la fraternité humaine, de la souffrance partagée, du don de sa vie pour ceux qu'on aime, qui s'incarne en Idamante, Iliis et même ici Arbace, le confident (dans un scène bouleversante). Enfin Idoménée s'inclinant devant son fils.

Non moins que pour l'orchestre, une telle conception est follement exigeante pour les chanteurs qui doivent être totalement investis par leurs personnages et la musique. Ce n'est pas le cas pour tous : la belle Iliis de Sylvia Greenberg est un rossignol aux expressions limitées ; Jeanne Piliand paraît un peu timide pour le prince Idamante. En revanche, Eliane Coelho dont le visage frais et la robe de madone contrastent avec le caractère sec et dur de la princesse grecque, que tout le monde rejette, n'en porte pas moins son Electre au paroxysme, notamment dans le dernier air, qui lui a valu un triomphe.

Marek Torzewski, avec une voix étrange et délicate, incarne le plus émouvant des Arbace ; les quinze Anglais The Sixteen forment un beau décor sculptural et vocal. Et surtout Anthony Rolfe Johnson, même s'il éprouve quelques difficultés techniques dans un rôle qu'il interprète pour la première fois, déploie toute la richesse du style mozartien, chaque mot, chaque note chargés d'humanité, de grandeur, d'expressivité. Mozart qui semble parfois assoupi se réveille et respire dès que chante ce bouleversant Idoménée.

Lui du moins nous montre que Strosser est dans le vrai. Souhaitons que d'autres chefs, et quelques autres chanteurs, le confirment au cours des représentations prévues à Paris, Lyon, Nice, Strasbourg et Liège, qui, avec l'Action musicale Seita, coproduisent ce spectacle.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Dans son analyse de l'œuvre, pièce maîtresse du numéro que l'Avant-scène Opéra vient de consacrer à Idoménée (n° 89, 162 pages, 58 F).

\* Prochaines soirées à Aix les 11, 16, 19 et 22 juillet.



Jeanne Piliand et Anthony Rolfe-Johnson dans Idoménée

## MUSIQUE SACRÉE

En Sorbonne

## Un requiem pour ressusciter Saliéri

Musique en Sorbonne a inscrit à son programme des œuvres de Saliéri, rival de Mozart, mis à la mode par le film de Forman, Amadeus.

Non seulement Saliéri n'a pas tué Mozart — c'est une fable à laquelle personne ne pourrait croire sérieusement — mais encore, en dépit des allégations d'une pièce à succès, ce n'est pas lui qui a achevé le Requiem de son illustre cadet. S'il s'en était chargé, cet œuvre grandiose ne souffrirait pas, à la fin d'un bon nombre de ses parties, d'une conclusion abrupte et bâclée indigne de ce que promettaient les idées initiales.

On ne saurait reprocher à Musique en Sorbonne d'avoir fait courir les foules en insérant ce Requiem au programme de son avant-dernier concert, mais le grand mérite était de donner en complément une symphonie de Saliéri : Il giorno Onomastico, et, surtout, de faire découvrir, quatre jours plus tard, le Requiem d'Antonio Saliéri.

Jacques Grimbert, qui dirige Musique en Sorbonne, semblait étonné que le public n'ait pas été aussi nombreux, comme s'il devait y avoir

quelque urgence, pour les mélomanes, à se faire du talent de Saliéri une meilleure opinion que celle transmise par le film Amadeus... Rien de tel assurément : Vae Victis ! Et pourtant, le portrait-charge de Saliéri aura eu au moins le mérite de faire réagir ceux qui étaient à même d'en apprécier l'injustice, car voici que paraissent des enregistrements, notamment l'opéra Falstaff (Hugobon SLPD 12789/91) sur lequel Beethoven composa des variations, voilà que le Festival de Montpellier ressuscite les Danaldes (le 27 juillet — diffusés en direct par France-Musique) qui enthousiasment du doublement le jeune Berlioz. Ce n'est sans doute qu'un début, car les découvertes répondent à ce qu'on pouvait attendre raisonnablement d'un compositeur si illustre en son temps.

Composé semble-t-il dans les premières années du dix-neuvième siècle, et exécuté lors de ses funérailles en 1825, le Requiem de Saliéri frappe et éblouit par le dépouillement voulu de l'écriture, selon une conception de la musique religieuse d'où doit être banni tout artifice ostentatoire : vocalises, ornements, développements gratuits, fugues, etc.

Ainsi, la mélodie initiale, à l'unisson, évoque-t-elle le plain-chant et,

curieusement, annonce la Messe des morts de Berlioz (il y a même un parenté dans le motif du Hosanna). On ne s'en étonnera pas outre mesure si l'on songe que Saliéri est plus proche de l'esthétique gluckiste que de Mozart ou de Haydn : puisant à la même source, Berlioz pouvait tendre la main à l'auteur de ses chères Danaldes.

Dans son ensemble, le Requiem, qui fait la part belle aux chœurs, est composé avec un sens très sûr de l'effet : chaque morceau possède un caractère propre, directement lié à l'expression du texte sacré avec une séquence d'inventions pour éviter le style convenu en l'absence d'éléments nouveaux à proprement parler. Ramassé sur lui-même, l'ouvrage ne s'attarde ni ne s'appesantit.

La direction de Jacques Grimbert allait, d'ailleurs, dans ce sens, conférant à cette musique une intensité constante. Les solistes (Véra Ciriovic, Brigitte Vinson, Pierre Capelle, André Cognet), le chœur et l'orchestre de l'Université de Paris-Sorbonne ont montré cette force de conviction sans laquelle il serait dangereux d'exhumer des œuvres publiées, même de cette qualité.

GÉRARD CONDÉ.

## JAZZ

Tour de France des festivals

## Familial à Nice, classique à Montauban

Nice (10-20 juillet). — Dans les jardins des arènes de Cimiez, on monte en fin d'après-midi prendre un air de jazz et de fraîcheur. Le festival le moins intimidant pour les profanes (familles, amoureux, copains) se tient sur trois scènes à la fois. D'ambulation, restauration, farfouille. Au programme, un rassemblement consacré par George Wein, maître d'œuvre du Newport Jazz Festival à New-York, avec ce qui se fait de mieux, de plus illustre : de Lionel Hampton à Miles Davis en passant par Astor Piazzolla, Malavoi, Wayne Shorter ou Michel Petrucciani, il y en a pour tous les goûts.

Pour que personne n'en perde une miette, comme sur la « 5 », les groupes sont programmés trois fois, à des heures différentes. Prix étudiés, organisation sans heurts, douceur de vivre, le festival va son train, proposant un havre de paix très inattendu sur la Côte et dans la ville de Nice : amical et chaleureux.

Avignon (11 juillet-4 août) : pour la première fois, le festival de la cité

des papes se double de jazz. Le programme est à double entrée : d'un côté une tendance hexagonale, avec une assemblée de musiciens remarquables (Reixier, Jaume, Boni) et d'immigrés de premier plan (Kessler, Botlang, Mal Waldron, Bobby Few, Glen Ferris, etc.), de l'autre, une grande ouverture sur l'Afrique (Zaire, Ethiopie, etc.). A surveiller : la greffe des musiques sur le théâtre, les rencontres et les inédits.

On peut composer son programme à la carte en poussant des points vers les arènes de Nîmes à l'affiche ambitieuse où se retrouvent certains Avignonnais, les rendez-vous ordinaires du blues, Michel Portal, Jimmy Giuffrè, et les grandes tournées officielles (Herbie Hancock, qui, comme Miles Davis, est un peu partout cet été).

Même fête à Salon-de-Provence où les plus grandes tournées (Pat Metheny, Lionel Hampton, Gilberto Gil), font une halte du 12 au 21 juillet.

Les festivals du Sud-Est n'aiment pas bien qu'on rappelle ce côté « tour de France » de leur organisation : des étapes différentes avec, en gros, le même peloton. Il n'y a pas de mal à ça. C'est une façon pas plus bête qu'une autre de concevoir le spectacle. Et rien n'empêche de se livrer au sport favori de l'auto-découverte du titre de premier festival de jazz européen, comme l'un d'entre eux, qui n'était ni Montreux, ni La Haye, ni Nîmes, ni Nice, ni Umbria, ni Saint-Sébastien, ni Antibes, n'a pas hésité à le faire sur TF1 récemment.

Malgré qu'en aient les jaloux, l'originalité se trouve de l'autre côté. A Montauban, avec un splendide programme classique (Jay McShann, Doc Cheatum, Guy Lafitte, George Wein et son orchestre). A Marciac bientôt (du 14 au 16 août) et dans les innombrables rencontres d'Uzes et de Chantemay-Villedieu (fin août). A l'ouest : du nouveau.

(Communiqué)

**A VOIR... A VOIR... A VOIR... A VOIR... A VOIR...**

**EXPOSITIONS PHOTO PHOX (\*)**

« Croisade pour la nature »

Les expositions itinérantes montées par Phox grâce aux meilleurs clichés des lauréats du concours organisé avec Christian Zuber seront présentées pendant les vacances chez les adhérents dans les villes suivantes :

Châtillon (Haut-de-Seine)	du 20 juin au 30 juillet
Beaune (Côte-d'Or)	du 7 août au 30 août
Châtillon (Haut-de-Seine)	du 14 sept. au 30 sept.
Beaune (Côte-d'Or)	du 5 juillet au 30 juillet
Châtillon (Haut-de-Seine)	du 3 juillet au 30 juillet
Beaune (Côte-d'Or)	du 14 septembre au 30 septembre

« Safari-photo au Kenya »

Suite logique du précédent, les meilleures images réalisées au Kenya par les vainqueurs seront aussi présentées chez les adhérents Phox pendant les vacances à :

Beaune (Côte-d'Or)	du 3 juillet au 29 juillet
Châtillon (Haut-de-Seine)	du 5 août au 25 août
Compigne (Oise)	du 7 juillet au 25 juillet
Sens (Yonne)	du 5 août au 25 août

« Le choc des photos »

Un choix des meilleures photos de ce concours organisé avec Paris-Match sera également présenté au public dans les villes suivantes :

Angers (Maine-et-Loire)	du 1er juillet au 31 juillet
Compiègne (Oise)	du 8 août au 25 août
Châtillon (Haut-de-Seine)	du 7 juillet au 30 juillet
Revel (Haute-Garonne)	du 2 septembre au 27 septembre
Sens (Yonne)	du 27 juin au 30 juillet
Angers (Maine-et-Loire)	du 2 septembre au 29 septembre

(\*) Liste de la distribution photo en France - 357 points de vente.

Service d'information et de relations publiques Phox  
Myriam Dauterive/Dany Simon. Tél. : (1) 42-61-80-81

SALLES VOIR PROGRAMMES

**LE FILM DE VOTRE ÉTÉ**

la plus belle histoire jamais contée.

**WALT DISNEY**

**Cendrillon**

TECHNICOLOR

**EN BREF**

**Le centenaire à l'Ecole Boule**

L'Ecole Boule fête son centenaire cette année. Ecole de référence dans le domaine des arts appliqués, elle a voulu marquer cette date par des manifestations prestigieuses aux Etats-Unis avec le concours de l'Alliance française de Chicago du 27 septembre au 5 octobre.

Plusieurs événements ont lieu durant cette semaine : des expositions de peintres illustrateurs français (Pierre Coulon, Hélène Majors et Jean-Pierre Henault), de Raymond Moretti et de Zau ; un défilé de mode réunissant quelques grands créateurs et couturiers (Montana, Kanzo, J.-C. Castilhejac/Chanel, Yves Saint-Laurent) ; un festival de la publicité ; une semaine du cinéma français autour de quelques thèmes et de réalisateurs ; un tournoi de golf franco-américain et une semaine cuisine et arts de la table à la française.

**La fête des Loges**

Née en 1652, lors de l'installation de la confrérie de Saint-Fiacre du couvent des Loges, dans la forêt de Saint-Germain-en-Laye, la fête des Loges est devenue le lieu de réunion de restaurateurs, de marchands de vins, de jouets et de pain d'épices.

Depuis une quinzaine d'années, la fête des Loges, qui dure six semaines (début juillet/fin août) rassemble un public populaire et familial dans un immense parc d'attractions où se mêlent fête foraine à l'ancienne et manèges dernier cri, et où l'on peut dîner « sur le pouce » dans des guinguettes et rôtisseries ou plus longuement dans une brasserie bavaroise avec orchestre en costume folklorique ou dans une brasserie espagnole avec un spectacle de flamenco.

Deux dates sont à retenir : le couvenement de la reine de la fête des Loges 1986, le 11 juillet, à 19 heures, et la cérémonie de la Saint-Fiacre aux Loges : messes, défilés le 23 juillet.

**GALERIE JAN KRUGIER**

Exposition

**PICASSO**

ŒUVRES CUBISTES

DE LA COLLECTION MARINA PICASSO

du 18 avril au 18 juillet 1986

3, GRAND-MÉZEL, 1204 GENEVE - TEL. : (022) 28-57-19

**La Comédie-Française en tournée**

Après le Québec, l'Afrique et l'URSS, la Comédie-Française part en tournée dans trois pays d'Amérique latine. Cette tournée a un triple but : faire connaître le répertoire français à l'étranger ; célébrer l'établissement, ces dernières années, de la démocratie en Argentine et au Brésil ; inaugurer l'opération France-Brazil dont l'objectif est de développer pendant les années à venir les échanges culturels entre les deux pays. Les deux spectacles qui partent sont : *Le Parisien*, de Henry Becque, mise en scène par Paul Vecchiali, et *Evry-Jouet*, de Brigitte Jacques.

La tournée débute le 29 juillet, au Brésil, se poursuit en Uruguay, entre le 14 et le 17 août, pour finir le 23 août en Argentine.

● *M. Sarre critique le rapport Chevillon*. — A la suite du rapport établi par M. Olivier Chevillon au sujet de l'Opéra de la Bastille (le Monde du 10 juillet), M. Georges Sarre, député PS de Paris, en dénonce dans un communiqué le « manque de sérieux ». Il fait valoir que « moderniser complètement le palais Garnier n'est pas possible, compte tenu des contraintes architecturales » et que « les propositions de M. Chevillon aboutiraient à dépenser 700 millions pour obtenir quarante représentations supplémentaires ». D'autre part, « faire de l'Opéra Bastille un simple auditorium conduirait à construire la salle de concert la plus chère de France », alors que « Paris n'est nullement dépourvu de telles salles ».

● *Un régal de Teresa Berganza* aura lieu le 14 juillet, à 21 heures, aux Quatrièmes Rencontres musicales de Beaune. Elle interprétera, dans la cour des hospices, des airs de Bizet, Rossini, Haendel, Haydn, Manuel de Falla. Renseignements : office du tourisme de Beaune. Tél. : 80-23-24-51.

● *A la suite de la démission de M. Bruno Brochier*, administrateur général de l'Orchestre de Paris, M. Pierre Vozlinski a été nommé chargé de mission. Il assurera la gestion administrative et financière de l'orchestre et élaborera des propositions en matière d'audiovisuel et de réformes structurelles.

● *Denis Guénoun*, ex-directeur de la Compagnie du Grand Nuage de Magellan et directeur du Centre dramatique national de Reims à partir d'octobre 1986, vient d'être élu président du Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (SYNDEAC).

مكتبة الأصيل



CINÉMA

Les reprises de l'été

Pas de vacances pour le cinéma. Dans les petites villes où le public prend les siennes, les salles changent de programme chaque jour. Dans les autres, elles assurent la permanence, en essayant d'équilibrer leurs frais avec la diminution des spectateurs.

Les amateurs de « nanars » sont comblés. Les secondes mains des séries B, les Poltergeist II et Police Academy 3 sont au rendez-vous, et les films d'enfants, de flics, de fous, de futur à la mesure des jeux vidéo. Mais l'été, c'est aussi l'occasion des

reprises, grands classiques, rétrospectives, héros éternels et leurs avatars, chefs-d'œuvre plus ou moins reconnus et pour qui c'est parfois une seconde chance, chance en tout cas de se confronter à leur légende et à nos souvenirs.

« Blade Runner » de Ridley Scott

Harrison Ford, le Philip Marlow du XXI<sup>e</sup> siècle promène son ennui désabusé dans un Los Angeles spongieux qui ressemble à Calcutta après trois mois de mousson. Des humanités se sont évadées. Ils ont quatre jours d'autonomie. Quatre jours à vivre, rien à perdre : ils sont beaux et dangereux. A leur poursuite, Harrison Ford, bricoleur habile à manier les derniers oris de la technologie, parcourt la mégapole étouffante. Dans les immeubles lézardés, les appartements poussiéreux, il rencontre un homme qui vieillit trop vite, une femme - femme ou créature ? - belle comme un mannequin.

Les aventures de Harrison Ford ont moins marqué que sa lippe boudée et sa belle stature, moins que l'univers glauque du metteur en scène Ridley Scott, dont l'ultra-sophistication sert encore de référence à nombre de spots publicitaires.

« A l'Est d'Eden » d'Elia Kazan  
« La Fureur de vivre » de Nicholas Ray

Point commun : James Dean, encore et toujours. Il a vingt-trois ans, il va être fauché par la mort. En deux films, il est un mythe, auquel un troisième, *Giant*, n'apportera plus grand-chose. Kazan le projette dans l'adaptation du roman de Steinbeck, fils mal aimé d'un père qui lui préfère son père, d'une mère devenue ténacière de maison louche, California 1917 : détresse affective du garçon dont le front buté, les yeux quêtant l'amour, et les gestes névrotiques disent les fièvres de l'adolescence.

Après Brando, Kazan a façonné une nouvelle star masculine. Nicholas Ray, lui, fait basculer le mythe du côté du romantisme contemporain : jeunesse en révolte, prééminence, parents qui ne comprennent pas. Entre Nathalie Wood et Sal Mineo, Jimmy vit, de façon éphémère, un rêve de tendresse et d'amitié. D'un film à l'autre, son regard de myope envoûte, et aussi ses pauses, ses troubles étirements de chat.



Marisa Berenson

« Barry Lyndon » de Stanley Kubrick

Après les terroirs sophistiqués d'Orange mécanique, Kubrick tire d'une relative obscurité un roman de William Thackeray, écrit en 1844, dans la manière picaresque, turbutueuse et moralisatrice du dix-huitième siècle et produisant en 1975 un des plus éblouissants chefs-d'œuvre. Le plus énigmatique aussi.

Barry Lyndon se bat en duel par amour de sa cousine, s'engage dans une guerre bien absurde, déserte, voyage avec un grand escroc dans le beau monde, épouse une comtesse et redévoit l'échelle sociale, de malheurs en catastrophes, jusqu'à l'exil. Une galerie de portraits extravagants et grotesques, une maîtrise totale du récit et de l'image, un regard ironique posé sur l'humanité pitoyable et méchante, le résultat est d'une beauté constante et d'un froid étrange qui place ce film définitivement hors de toute catégorie traditionnelle. Avec Ryan O'Neal et Marisa Berenson.

M. B.

Woody Allen

Le cinéma des Templiers, 49, rue de Bretagne, présente en alternance six films en v.o. de Woody Allen : *Zelig*, *Tombe les filles et tais-toi*, *Comédie érotique d'une nuit d'été*, *Manhattan*, *Woody et les robots*, et - indispensable à ceux que les utopies et les échecs des baladins font craquer - une merveille, *Broadway Danny Rose*.

J. S.

Georges Meliès au palais de Tokyo

Un homme d'illusions

Il inventa les truquages, réalisa plus de cinq cents films, fit faillite et devint marchand de bonbons. L'exposition qui lui est consacrée révèle ce grand créateur

Née en 1935, comme le Front populaire, la Cinéma-thèque française fête son cinquantenaire anniversaire et ses manifestations succèdent aux manifestations. C'est ainsi que, jusqu'au 12 août, la salle Chaillet propose un cycle « Hommage aux Cinéma-thèques étrangères », pour honorer le travail de sauvegarde et de restauration des films effectués par les cinémathèques du monde entier. Après le British Film Institute de Londres et la Cinéma-thèque québécoise de Montréal, c'est le tour, jusqu'au 15 juillet, des Soud Archives d'Ottawa, de l'American Film Institute de Washington, du Filmmuseum München Stadtmuseum (Munich) avec un film de Karl Valentin et la rarissime *Fiancée vendue*, de Max Ophüls, de The New Zealand Film Archive de Wellington. Par la suite, la Cinéma-thèque de France présentera deux films français appartenant à ses archives : les *Trois Mousquetaires* de Henri Diamant-Bergès (1921) et *Zigomar* (1911-1913) ; et l'on verra des trésors venus du Portugal, de Vienne, Francfort, Berlin, Amsterdam, Copenhague, Helsinki, Milan, Madrid, Alger, Luxembourg, Lausanne. Trois jours en août sont consacrés à la Cinéma-thèque Toulouse. On célèbre donc le cinquantenaire par « l'ouverture ».

Autre marque de prestige, actuellement : l'Exposition Meliès, inaugurée fin juin, et qui va se tenir jusqu'au 28 septembre, au palais de Tokyo. Elle est organisée par la Cinéma-thèque française, en collaboration avec le Centre national de la photographie et avec la participation des Amis de Georges Meliès.

Georges Meliès, qui présentait des spectacles de magie et de féerie au Théâtre Robert-Houdin, fut enthousiasmé par les premières projections du cinématographe Lumière mais ne put acheter l'appareil des inventeurs lyonnais. Il en bricola un qui lui permit de tourner ses premiers petits films sur pellicule. Il inventa des truquages et des spectacles fantastiques, se fit construire, en 1897, un studio à torture vitrée, à Montreuil-sous-Bois, produisit et réalisa plus de cinq cents films en une quinzaine d'années, puis fit faillite, sombra dans l'oubli, devint marchand de jouets et de bonbons dans une boutique de la gare Montparnasse. Il fut retrouvé, honoré, en 1931, grâce aux journalistes et aux historiens, reçut la Légion d'honneur des mains de Louis Lumière et mourut, en 1938, à l'âge de soixante-trois ans.

Georges Meliès a laissé une œuvre considérable, dont, à force de recherches et de tréacités, on a retrouvé une bonne partie. L'exposition du palais de Tokyo regroupe une centaine de photographies (sur quatre cents que possède la Cinéma-thèque) qu'on peut appeler « photos de plateau » car elles reproduisent des moments saisis dans les coulisses des tournages, des procédés de truquages et des poses d'acteurs devant des toiles peintes. On y

voit Meliès bien sûr, et les agrandissements teintés en bleu ou en sépia, sur panneaux, donnent l'impression de tableaux qui auraient été inspirés, ou faits, pourquoi pas, par des peintres nés tels le Douanier Rousseau. *Méliès, un homme d'illusions*, dit le titre de l'exposition.

Et oui, c'est toujours cela qu'on retient : les attractions imitées du Théâtre Robert-Houdin, le voyage dans la lune, le tunnel sous la Manche, Robinson Crusée, les cartes vivantes, les quatre cents farces du diable, l'hydrothérapie fantastique, etc., les clairs de lune de carton, les femmes-fleurs en maillots, les décors baroques et les forêts étranges. On dit aussi « *Méliès l'enchanteur* » ou « *Méliès le magicien* ». Il le fut au point de devenir une légende dans ces fantasmagories, dont les images fixes rappellent les charmes déçus. A peine remarque-t-on, au milieu de ce florilège, la photographie sinistre d'un condamné à mort lié sur la guillotine au moment de son exécution et trois photos de l'affaire Dreyfus. Meliès fut aussi l'homme des actualités reconstituées, un témoin qui prenait parti pour Dreyfus, s'insérait aux événements du monde et le reproduisait la réalité par la création n'est-il pas davantage mis en valeur ?

JACQUES SICLIER.

\* 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Tous les jours, sauf le mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. A cette exposition s'ajoutent, dans la même dominante d'illusions, quatre programmes de films de Meliès au Studio 43, 43, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris, jusqu'au 29 juillet. Soirées : 20 heures. Tél. : 47-70-63-40.

COMMUNICATION

Jacques Rigaud : « La « 5 » doit être remise en jeu »

M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télévision et président de RTL, s'inquiète. Ecarté de la compétition pour la cinquième chaîne de télévision l'an dernier, il compte bien soumettre une nouvelle candidature à la future commission nationale de la communication et des libertés. Encore faut-il que la « 5 » soit réattribuée. Or la commission spéciale du Sénat propose de maintenir les concessions de la « 5 » et de TV6 en l'état ou de les transformer en autorisations à la demande des concessionnaires. Dans une déclaration au Monde, M. Rigaud demande que la compétition soit ouverte.

« L'un des aspects les plus positifs de la réforme de l'audiovisuel actuellement en cours est de soumettre à une vraie compétition, placée sous l'arbitrage d'une autorité indépendante, les réseaux à exploitation commerciale. Chacun - à commencer par le Sénat, qui s'en est tenu le premier - a en mémoire les conditions choquantes dans lesquelles la « 5 » a été attribuée l'an passé, non seulement en l'absence mais par refus délibéré de toute compétition, comme si les règles discrétionnaires de la concession des services publics fixées au dix-neuvième siècle par le Conseil d'Etat pour les Chemins de fer du Tonkin ou la capture des chiens errants pouvaient encore s'appliquer à la veille de l'an 2000 à la commission audiovisuelle, qui est devenue une liberté publique.

« Au moment où tout est remis à plat, on n'imaginait pas qu'une concession ultra-privilégiée soit maintenue en l'état, et la discrétion de son bénéficiaire pour des raisons purement formelles. La CLT ne demande rien d'autre qu'une remise en jeu de la « 5 » avec une vraie compétition, pour laquelle elle est en train de constituer avec ses partenaires une société d'exploitation française dans sa direction et dans la majorité de son capital, s'appuyant sur l'expérience qu'elle a accumulée en radio et en télévision depuis de longues années en France même et en Europe.

« Il ne nous appartient évidemment pas de dicter au gouvernement et au Parlement les voies de cette remise en jeu. Mais elle s'impose à la « 5 » au même titre que pour l'FP1 ou les autres réseaux, ainsi que les canaux du satellite.

La Haute Autorité nomme M. François Lemoine à la présidence de la SFP

M. François Lemoine, directeur général pour la production de la Société française de production (SFP), a été nommé, mercredi 9 juillet, à la présidence de cette société par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Il remplace M. Bernard Labrousse, qui avait remis sa démission, le 2 juillet, après avoir occupé cette fonction pendant cinq ans (le Monde du 3 juillet).

M. Lemoine, polytechnicien, est un ancien du sérail de la SFP, qu'il a intégré, dès sa création en 1974, après avoir occupé diverses responsabilités, toutes liées à la production télévisée, à l'ancienne ORTF. Au moment où se discute le projet de loi de M. François Lemoine sur la liberté de communication, il est difficile de préjuger de la durée du mandat de M. Lemoine : au minimum six mois jusqu'à la promulgation de la loi. Mais ce mandat pourrait se prolonger au-delà de cette période - jusqu'à la constitution de la future Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) destinée à remplacer la Haute Autorité - si la SFP reste à capitaux majoritairement publics, contrairement à ce que prévoit le texte de loi en discussion, mais

conformément aux souhaits du Sénat. Le nouveau président est, pour sa part, hostile à une « privatisation totale et sauvage » de la société. Il estime, en revanche, qu'une « privatisation partielle peut avoir des effets positifs » sur l'image de la SFP et « entraîner une dynamisation plus grande de l'entreprise ».

(Né à Condé-sur-Sarthe (Orne), M. Lemoine est âgé de quarante-huit ans. Il est marié et père de deux enfants. Ancien élève de l'Ecole polytechnique (promotion 1959) et de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications (promotion 1964), il entre à l'ORTF en octobre 1974, au service de la recherche dirigé par M. Pierre Schaeffer. Il devient ensuite responsable de la division production de ce service et reste à ce poste jusqu'en 1969. Nommé à la fin de 1972 adjoint de M. Henri Spade, alors directeur de la régie de production vidéo, en janvier 1980, M. Lemoine devient directeur général adjoint chargé de la production, puis, en 1982, directeur général pour la production de la SFP. M. Lemoine, qui est chevalier dans l'Ordre national du Mérite, est également rapporteur de la commission des médias pour la candidature de la ville de Paris aux Jeux olympiques de 1992.)

La crise à l'AFP

L'ensemble des syndicats appellent à une grève de 24 heures

Les syndicats de l'Agence France Presse (AFP) ont décidé d'entamer une grève de 24 heures, à partir de ce jeudi 10 juillet à 12 heures, pour réclamer le plan de redressement de M. Henri Figeat, qui prévoit notamment la suppression de trois cents emplois.

Les divergences syndicales font cependant peser l'incertitude sur l'évolution du conflit. La CGT et le SNJ demandent à la direction « d'ouvrir immédiatement des négociations sérieuses » portant sur le refus « des licenciements » et sur le maintien de services viables pour que l'AFP puisse poursuivre sa mission d'information mondiale.

Les deux centrales ne décident une nouvelle grève que si ces négociations échouent. De leur côté, la CFDT, FO et la CFTC veulent consulter le personnel « pour la grève totale, reconductible, visant à empêcher tout licenciement autre que les départs volontaires ». Le

SNJ, qui s'est rallié à la position défendue par la CGT, a d'autre part estimé, dans un communiqué publié le mercredi 9 juillet, que le PDG de l'AFP avait « pris des orientations aberrantes, sans consultation, durant ces dernières années » et que « les patrons de l'AFP, avaient pris soin de ne pas relever les tarifs d'abonnements (...) ». Selon le SNJ, « le personnel est aujourd'hui le bouc émissaire des erreurs de gestion de la direction ».

Agence sonore du groupe Hersant

L'AFP POURRAIT LICENCIER TRENTE-TROIS PERSONNES

La direction de l'Agence sonore de communication (AFC), envisage de licencier 33 personnes (dont 22 journalistes) sur les 52 employés de l'Agence. A ces licenciements s'ajouteraient 19 recrutements à la radio du groupe Châc FM.

M. Dominique Carbonnier, co-gérant de l'AFC, a confirmé que les représentants du personnel avaient été informés de ces « mesures pour lesquelles la direction solliciterait l'avis du comité d'entreprise le vendredi 11 juillet ». Selon M. Carbonnier, l'AFC envisage « un service différent afin d'être mieux adaptée à la FM, en raison des difficultés provoquées par la fragilité financière de ses abonnés ».

Pour la première fois en France, le violoniste BENI SCHMID (Prix Yehudi Menuhin 65) Jouera avec ses musiciens à L'ORANGERIE DU CHATEAU DE SCEAUX LUNDI 14 JUILLET à 17 h 30 (Musique classique, musique jazz) Rens. Tél.: (1) 46.60.07.79



# SPECTACLES

## théâtre

### Les salles subventionnées

**OPÉRA** (42-47-57-50), 19 h 30 : Don Quichotte.  
**SALLE FAVART** (42-96-06-11), 19 h 30 : La Fille enchaînée.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15), 20 h 30 : Le Bourgeois gentilhomme.  
**BOULEVARD** (42-77-12-33) Débats-Recherches : de 10 h à 20 h : présentation des « Cadavres exquis ». Vidéo-musique : 18 h : Aida, de Verdi ; 19 h : Le Lac des cygnes, de Tchaïkovski.

### Les autres salles

**ATELIER** (46-06-49-24) 21 h, Hot House.  
**BOUFFES PARISIENS** (42-96-60-24) 21 h, Les Amoureux de Molière.  
**BOUTEILLON** (43-73-47-84) 22 h, Pas deux comme aille : 20 h 30 : Y'en a marre...  
**CENTRE CULTUREL DU XVII<sup>e</sup>** (45-43-32-92), 20 h 30 : Piquemini et la suite.  
**CENTRE LATINO-AMÉRICAIN** (45-08-48-28) 20 h 30, Kalandra de la dernière chance.  
**COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11) 21 h : Pail de carotte.  
**CRYPTÉE SAINT-AGNÈS** (47-00-19-11) 20 h 30 : Piquemini.  
**DÉCHAUSSURES** (42-36-00-02) 20 h 30, film, 16 h : Piquemini et la suite.  
**EDEN-THÉÂTRE** (43-56-64-37) 21 h : Le sang sur le com du chat.  
**ESPACE GAITÉ** (43-27-95-94) 21 h : Vieilles Canailles.  
**ESSAÏON** (42-78-46-42) 20 h 30 : C'était comment déjà... du café au Saint-Germain-des-Près ; 22 h : Un souvenir... les années trente.

**FONTAINE** (48-74-74-00) 20 h 30, Les mystères du confessionnal ; 22 h Les chausures de Madame Gilles.  
**GAITE-MONTMARTRE** (43-22-16-18) 21 h Messieurs les Ronds-de-cuir.  
**GALERIE 25** (43-26-63-51) 20 h 30 : The Fantastiques.  
**GRAND HALL MONTMARTRE** (39-52-42-79) 20 h 30 : L'école des maîtres.  
**HUCHETTE** (43-26-38-99) 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : Le Léopard ; 21 h 30 : Les Mystères de Paris.  
**LA BRUYÈRE** (44-74-76-99) 20 h 30, la Voisine.

**LUCERNAIRE** (44-47-57-54) 11 h 19 h : Les Diables de l'Europe ; 20 h 30 : Le national ; 21 h 15 : Arlequin, serviteur de deux maîtres ; 22 h : Pas de balcon pour Roméo.  
**MARIE-STUART** (45-08-17-80) 20 h 30 : Maman Napéon.  
**MICHEL** (42-65-35-02) 21 h 15 : Piquemini pour six.  
**PALEIS-ROYAL** (42-97-59-81) 20 h 45 : L'École des maîtres.  
**TAI THI D'ESSAI** (42-78-10-79) 11 h 20 h 30 : L'école des maîtres - II.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (43-25-11-02) 18 h 30 : Piquemini composé ; 20 h 30 : Les balades de l'Europe ; 22 h 30 : N'ous on fait ou nous dit de faire.  
**THÉÂTRE DE L'ILE SAINT-LOUIS** (46-33-48-63) 20 h 30 : Astro Folies Show.

**THÉÂTRE DU TOURTOUR** (48-87-82-88) 18 h 30 : Maman ; 20 h 30 : Piquemini.  
**TRISTAN-BERNARD** (45-22-00-40) 20 h 30 : Arlequin ou l'Age d'or.  
**VARIÉTÉS** (42-33-09-42) 20 h 45, l'Age en question.

**Les cafés-théâtres**  
**AU BEC FIN** (42-96-29-35) 20 h 15 : L'Orchestre ; 21 h 45 : En manches de cuisine ; 23 h : Bane d'essai des jeunes ; 23 h : Drôle de larme.  
**BLANCS-MANTEAUX** (48-87-15-84) 11 h 20 h 15 : Arlequin ; 21 h 30 : Les Diables de l'Europe ; 22 h 30 : L'école des maîtres ; 23 h 30 : N'ous on fait ou nous dit de faire.  
**CAFÉ D'EDGAR** (43-20-45-11) 11 h 20 h 15 : Tiens, voilà deux bonidis ; 21 h 30 : Manguettes d'hommes ; 22 h 30 : Ordes de secours - II ; 23 h 30 : Le Chronomètre châtouille ; 24 h 30 : Elles nous «ulent toutes» - III ; 25 h 15 : Piquemini.  
**GRENIER** (43-60-68-01), 22 h : N'ous n'ai pas disparu.  
**PETIT CASINO** (42-78-36-50), 21 h : Les ouis sont vaches ; 22 h 15 : N'ous, on sème.

**POINT-VIRGULE** (42-78-67-03), 18 h 30 : D. et J. Mémoris ; 20 h 15 : Moi je croque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos déhors font déborder ; 22 h 30 : Pièces détachées.  
**TRISTAN-BERNARD** (45-22-00-40) 20 h 30 : Arlequin ou l'Age d'or.  
**VARIÉTÉS** (42-33-09-42) 20 h 45, l'Age en question.

**Les cafés-théâtres**  
**AU BEC FIN** (42-96-29-35) 20 h 15 : L'Orchestre ; 21 h 45 : En manches de cuisine ; 23 h : Bane d'essai des jeunes ; 23 h : Drôle de larme.  
**BLANCS-MANTEAUX** (48-87-15-84) 11 h 20 h 15 : Arlequin ; 21 h 30 : Les Diables de l'Europe ; 22 h 30 : L'école des maîtres ; 23 h 30 : N'ous on fait ou nous dit de faire.  
**CAFÉ D'EDGAR** (43-20-45-11) 11 h 20 h 15 : Tiens, voilà deux bonidis ; 21 h 30 : Manguettes d'hommes ; 22 h 30 : Ordes de secours - II ; 23 h 30 : Le Chronomètre châtouille ; 24 h 30 : Elles nous «ulent toutes» - III ; 25 h 15 : Piquemini.  
**GRENIER** (43-60-68-01), 22 h : N'ous n'ai pas disparu.  
**PETIT CASINO** (42-78-36-50), 21 h : Les ouis sont vaches ; 22 h 15 : N'ous, on sème.

**POINT-VIRGULE** (42-78-67-03), 18 h 30 : D. et J. Mémoris ; 20 h 15 : Moi je croque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos déhors font déborder ; 22 h 30 : Pièces détachées.  
**TRISTAN-BERNARD** (45-22-00-40) 20 h 30 : Arlequin ou l'Age d'or.  
**VARIÉTÉS** (42-33-09-42) 20 h 45, l'Age en question.

**Les cafés-théâtres**  
**AU BEC FIN** (42-96-29-35) 20 h 15 : L'Orchestre ; 21 h 45 : En manches de cuisine ; 23 h : Bane d'essai des jeunes ; 23 h : Drôle de larme.  
**BLANCS-MANTEAUX** (48-87-15-84) 11 h 20 h 15 : Arlequin ; 21 h 30 : Les Diables de l'Europe ; 22 h 30 : L'école des maîtres ; 23 h 30 : N'ous on fait ou nous dit de faire.  
**CAFÉ D'EDGAR** (43-20-45-11) 11 h 20 h 15 : Tiens, voilà deux bonidis ; 21 h 30 : Manguettes d'hommes ; 22 h 30 : Ordes de secours - II ; 23 h 30 : Le Chronomètre châtouille ; 24 h 30 : Elles nous «ulent toutes» - III ; 25 h 15 : Piquemini.  
**GRENIER** (43-60-68-01), 22 h : N'ous n'ai pas disparu.  
**PETIT CASINO** (42-78-36-50), 21 h : Les ouis sont vaches ; 22 h 15 : N'ous, on sème.

**POINT-VIRGULE** (42-78-67-03), 18 h 30 : D. et J. Mémoris ; 20 h 15 : Moi je croque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos déhors font déborder ; 22 h 30 : Pièces détachées.  
**TRISTAN-BERNARD** (45-22-00-40) 20 h 30 : Arlequin ou l'Age d'or.  
**VARIÉTÉS** (42-33-09-42) 20 h 45, l'Age en question.

**Les cafés-théâtres**  
**AU BEC FIN** (42-96-29-35) 20 h 15 : L'Orchestre ; 21 h 45 : En manches de cuisine ; 23 h : Bane d'essai des jeunes ; 23 h : Drôle de larme.  
**BLANCS-MANTEAUX** (48-87-15-84) 11 h 20 h 15 : Arlequin ; 21 h 30 : Les Diables de l'Europe ; 22 h 30 : L'école des maîtres ; 23 h 30 : N'ous on fait ou nous dit de faire.  
**CAFÉ D'EDGAR** (43-20-45-11) 11 h 20 h 15 : Tiens, voilà deux bonidis ; 21 h 30 : Manguettes d'hommes ; 22 h 30 : Ordes de secours - II ; 23 h 30 : Le Chronomètre châtouille ; 24 h 30 : Elles nous «ulent toutes» - III ; 25 h 15 : Piquemini.  
**GRENIER** (43-60-68-01), 22 h : N'ous n'ai pas disparu.  
**PETIT CASINO** (42-78-36-50), 21 h : Les ouis sont vaches ; 22 h 15 : N'ous, on sème.

**POINT-VIRGULE** (42-78-67-03), 18 h 30 : D. et J. Mémoris ; 20 h 15 : Moi je croque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos déhors font déborder ; 22 h 30 : Pièces détachées.  
**TRISTAN-BERNARD** (45-22-00-40) 20 h 30 : Arlequin ou l'Age d'or.  
**VARIÉTÉS** (42-33-09-42) 20 h 45, l'Age en question.

**Les cafés-théâtres**  
**AU BEC FIN** (42-96-29-35) 20 h 15 : L'Orchestre ; 21 h 45 : En manches de cuisine ; 23 h : Bane d'essai des jeunes ; 23 h : Drôle de larme.  
**BLANCS-MANTEAUX** (48-87-15-84) 11 h 20 h 15 : Arlequin ; 21 h 30 : Les Diables de l'Europe ; 22 h 30 : L'école des maîtres ; 23 h 30 : N'ous on fait ou nous dit de faire.  
**CAFÉ D'EDGAR** (43-20-45-11) 11 h 20 h 15 : Tiens, voilà deux bonidis ; 21 h 30 : Manguettes d'hommes ; 22 h 30 : Ordes de secours - II ; 23 h 30 : Le Chronomètre châtouille ; 24 h 30 : Elles nous «ulent toutes» - III ; 25 h 15 : Piquemini.  
**GRENIER** (43-60-68-01), 22 h : N'ous n'ai pas disparu.  
**PETIT CASINO** (42-78-36-50), 21 h : Les ouis sont vaches ; 22 h 15 : N'ous, on sème.

**POINT-VIRGULE** (42-78-67-03), 18 h 30 : D. et J. Mémoris ; 20 h 15 : Moi je croque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos déhors font déborder ; 22 h 30 : Pièces détachées.  
**TRISTAN-BERNARD** (45-22-00-40) 20 h 30 : Arlequin ou l'Age d'or.  
**VARIÉTÉS** (42-33-09-42) 20 h 45, l'Age en question.

**Le Monde Informations Spectacles**  
**42-81-26-20**  
 Pour tous renseignements concernant  
 l'ensemble des programmes ou des salles  
 (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)  
 Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

## Jeudi 10 juillet

**LES BALISSEURS DU DÉSEIN** (Toussaint, v.a.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).  
**BERRY** (A., v.a.) : Clichy, 6 (46-33-10-82). - V.F. : Opéra Night, 2 (42-96-62-56).  
**BLACK MIC-MAC** (Fr.) : Richelieu, 2 (42-33-56-70).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**LE DÉBUTANT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-56-70).  
**LE DIABLE AU CORPS** (Il. v.a.) : UGC Normandie, 15 (45-43-31-61). - V.F. : Rex, 2 (42-33-56-70).  
**BRAZIL** (Bril. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CAMOUFLAGE** (Il. v.a.) : UGC Ermitage, 5 (45-43-31-61). - V.F. : UGC Boulevard, 5 (45-74-95-40).  
**DAROTTA HARRIS** (A., v.a.) : UGC Normandie, 1





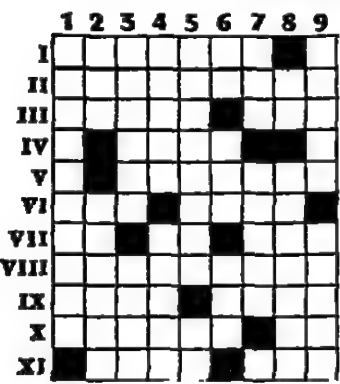


# INFORMATIONS «SERVICES»

## LE CARNET DU Monde

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4266



#### VERTICALEMENT

1. Elle prend la mouche à la moindre prise de bec. - 2. Enfant dur. Sa question s'est posée il y a plus de deux siècles. - 3. Croquis évoquant de drôles de putois. Reste sur le carreau quand il est refroidi. - 4. Inspiratrice d'une coupe capitulaire. Il est inhérent à la gloire. - 5. Jeter l'anathème. Préposition. - 6. Héros d'une résistible ascension. Qualifie un personnage paradoxallement éteint. A bon ou mauvais dos, selon le genre de transport. - 7. Agent de transmission. Il clarifie une situation ayant l'ombre pour perspective. - 8. Jumelles en nourrice. Son travail à peine commencé, il est déjà sur les genoux. - 9. Monde particulièrement brillant en soirée. Anciens attachés culturels.

Solution du problème n° 4265

#### HORISONTALEMENT

I. Chose rare que l'on trouve en pièces de la défense après la réduction d'un fort. - III. Chef de rayons aux petites galeries. Ne paie pas quand sa facture est trop lourde. - IV. Fait prendre de la bouteille. - V. Thalie et ses sœurs. - VI. N'est bon que pour les méchants. Ancienne métropole toltèque. - VII. Extrait d'opéra. Fin de participation. Personnel. - VIII. Tel un marin proche de la quille et prêt à mettre les voiles. - IX. A eux. Contrariait la bonne marche de l'instruction. - X. Histoire ancienne. Prononcé dans un souflet. - XI. Ses canaux arrosent la Terre. Ceux qu'ils décorent sont de brillants sujets.

GUY BROUTY.

### ADMISSIONS AUX AGRÉGATIONS

(par ordre alphabétique)

● Sciences physiques, option chimie :  
M. et M<sup>me</sup> : Frédéric Babou (19<sup>e</sup>), Jérôme Bibette (27<sup>e</sup>), Catherine Bliet (32<sup>e</sup>), Hugues Bienaimé (6<sup>e</sup>), Stéphane Blain (11<sup>e</sup>), Patrick Bouchet (21<sup>e</sup>), Guy Bourdeaux (15<sup>e</sup>), Guy Corneille (9<sup>e</sup>), Corinne Dupuy (13<sup>e</sup>), Florence Edard (23<sup>e</sup>), Martine Faïdy (24<sup>e</sup>), Alain Favier (7<sup>e</sup>), Pierre-Emmanuel Frère (29<sup>e</sup>), Vincent Granger (18<sup>e</sup>), Sylvie Guibe (14<sup>e</sup>), Christophe Guir (5<sup>e</sup>), Christophe Inag (4<sup>e</sup>), Jean-Christophe Jean (21<sup>e</sup>), Luc Lenglet (14<sup>e</sup>), Luc Lépicier (25<sup>e</sup>), Dominique Lœuillet (3<sup>e</sup>), Eric Manoury (8<sup>e</sup>), Marie-Line Montagne (25<sup>e</sup> ex æq), Patrick Pagis (30<sup>e</sup>), Laurent Pelzer (11<sup>e</sup>), Anne Pachou (13<sup>e</sup>), Suzanne Quilbier (15<sup>e</sup>), Viviane Richard (31<sup>e</sup>), Jean-Marc Salieres (17<sup>e</sup>), Marc Simon (10<sup>e</sup>), Véronique Thévenot (33<sup>e</sup>), Claudine Thieffry (2<sup>e</sup>), Valérie Trivaud (28<sup>e</sup>).

● Hébreu :  
M<sup>me</sup> Myriam Calvo.

● Géographie :  
M. et M<sup>me</sup> : Thierry Agostini (16<sup>e</sup>), Philippe Allié (11<sup>e</sup>), François Arnal (4<sup>e</sup>), Pierre Bergel (14<sup>e</sup>), Marie-Pierre Cerveau (32<sup>e</sup>), Jean-Marc Charrondière (17<sup>e</sup>), Gérard Clément (30<sup>e</sup>), Claire Coumet (13<sup>e</sup>), Philippe Curt (3<sup>e</sup>), Clotilde Druelle (23<sup>e</sup> ex æq), Christian Ebb (23<sup>e</sup> ex æq), Thierry Faury (10<sup>e</sup> ex æq), Bernard Fritsch (6<sup>e</sup>), Guillaume Girard (8<sup>e</sup>), Vincent Goussot (10<sup>e</sup> ex æq), Claude Graland (5<sup>e</sup>), Dominique Humbert (21<sup>e</sup>), Patrick Jéhu (20<sup>e</sup>), Thierry Lafitte (15<sup>e</sup>), Frédéric Landy (23<sup>e</sup> ex æq), Gabriel Lecorbo (30<sup>e</sup> ex æq), Jean-Luc Lescart (29<sup>e</sup>), Christine Lefebvre (22<sup>e</sup>), Jérôme Monnet (9<sup>e</sup>), Christian Montes (21<sup>e</sup>), Brigitte Pottier (12<sup>e</sup>), Daniel Ricard (28<sup>e</sup>), Armand Rios (18<sup>e</sup>), Marc Robia (33<sup>e</sup>), Stéphane Rosière (26<sup>e</sup>), Anne Sgard (7<sup>e</sup>), Catherine Trolouba, née Pastor (27<sup>e</sup>), Jean-Luc Villenave (19<sup>e</sup>).

● Langues et cultures japonaises :  
M. et M<sup>me</sup> : Grégoire (2<sup>e</sup>), M<sup>me</sup> Chikako Thoyer-Izumi.

● Espagnol :  
M. et M<sup>me</sup> : Jean-Pierre Alonso (10<sup>e</sup>), Sophie Andrieu (28<sup>e</sup>), Florence Belmonte (34<sup>e</sup>), Bernard Besières (11<sup>e</sup>), Maria Carmen Biezu, née Léa (14<sup>e</sup>), Michel-François Bourret (3<sup>e</sup>), Patricia Brachet (19<sup>e</sup>), Jean-François Carolea (33<sup>e</sup>), Françoise Chéron (29<sup>e</sup>), Amélie Chevau (1<sup>e</sup>), Michèle Crozes née Valager (23<sup>e</sup> ex æq), Nathalie Derrai (18<sup>e</sup>), Milagros Delorme née Torres (7<sup>e</sup>), Marlene Diez Gracia née Naudé (35<sup>e</sup>), Marie Estrine-Boujard (27<sup>e</sup>), Catherine Frappet (27<sup>e</sup>), Françoise Prioul (13<sup>e</sup>), Marie Soledad Rodriguez (26<sup>e</sup>), Moulere Schmitt (29<sup>e</sup>), Françoise Trilla (16<sup>e</sup>).

Pompes Funèbres  
Marbrerie  
**CAHEN & C<sup>e</sup>**  
43-20-74-52

### Naissances

- Anne DELEPORTE et Serge LOUVEAU.  
Pierre-Adrien et Margaux,  
ont la joie d'annoncer la naissance, le 26 juin 1988, de  
**Oscar DELEPORTE-LOUVEAU.**  
3, rue de Venise,  
75004 Paris.

- Angéline GILLOIRE et Véronique MONOD  
sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille,  
**Ins, Lucie, Eurydice,**  
le 11 mai 1988.  
Chemin de l'Éclat,  
06410 Biot.

- Paul CHEVASSU  
nous a quittés le 8 juillet 1988, à l'âge de trente-neuf ans.

Ses amis se réuniront pour un dernier adieu, le vendredi 11 juillet, à 14 h 45, à l'hôpital de la Pitié, 22, rue Broussais, à Paris-13<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons à l'Institut Pasteur.

1, avenue Le Nôtre,  
92420 Vaucresson.

- M. Michel Herzog,  
M<sup>me</sup> Fabienne Golea  
et sa fille, Élis,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Herzog,  
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de  
**M<sup>me</sup> veuve Antoine GOLEA,**  
née Christine Herzog,  
artiste lyrique,

leur mère, grand-mère, fille et parente,  
survenue le 6 juillet 1988, à Paris-15<sup>e</sup>, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 12 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Léon (place du Cardinal-Amette, à Paris-15<sup>e</sup>), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, dans le caveau de famille.

- M<sup>me</sup> Jean Pilon,  
ses enfants et petits-enfants,  
Les docteurs André et Simone Pilon,  
Leurs parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de  
**docteur Jean, Léon, Alexandre PITON,**  
ancien interne des hôpitaux de Paris,  
médecin honoraire de l'hôpital de Dole,  
officier de l'Ordre national du Mérite,  
chevalier du Mérite social,  
chevalier des Arts et Lettres,  
président du conseil d'administration  
des Maisons de Pasteur,  
membre de l'Académie des sciences  
arts et belles lettres de Besançon,  
de la Société d'émulation du Jura  
et de la Société d'histoire  
de la médecine,

le 4 juillet 1988, à son domicile.  
Les obsèques ont eu lieu le lundi 7 juillet, en la basilique Notre-Dame de Dole (Jura).

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, rue Mont-Roland,  
39100 Dole.

- M. et M<sup>me</sup> Alex Pressouyre,  
M. et M<sup>me</sup> André Mespoulbe  
et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès, le 4 juillet 1988, de  
**Maurice PRESSOUYRE,**  
inspecteur central honoraire des PTT,  
ancien conseiller municipal de Paris,  
ancien conseiller général de la Seine,  
ancien maire adjoint  
du quatorzième arrondissement  
de Paris,  
et qui fut l'un des fondateurs  
puis secrétaire général  
du premier PSU, en 1948,  
médaille de la Résistance.

Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet, à Comiac (Lot), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Doussental, 82170 Grisolles.  
46130 Bretenoux.

- M. et M<sup>me</sup> Emile Sabouraud,  
M<sup>me</sup> Cécile de Brunhoff,  
M<sup>me</sup> Brigitte Sabouraud,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Olivier Sabouraud,  
Nicolas, Frédéric, Emmanuelle,  
Véronique Sabouraud,  
Nathalie Bagan, Patrice Chasseriau,

ont la tristesse de faire part du décès de  
**M. Raymond-Jacques SABOURAUD,**  
survenu le 6 juillet 1988, à Rennes.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, le 10 juillet, au cimetière de Chevilly (92).

Paris. Rennes.

- La SCPA Jean Schwab-David  
Boucard-Michel Cornaire-Jean-Jacques  
Maynard,  
Et ses collaborateurs,  
ont le regret de faire part du décès de  
**M<sup>me</sup> Jean-Armand SCHWAB,**  
avocat au barreau de Fontainebleau,  
ancien bâtonnier,  
membre du barreau de Loodres,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
membre de l'Ordre  
de l'Empire britannique,  
ancien prisonnier de guerre,  
survenu le 8 juillet 1988.

L'inhumation aura lieu le vendredi 11 juillet, à 16 heures, au cimetière de Fontainebleau.

72, rue Saint-Merry,  
77300 Fontainebleau.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- On nous prie d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-dixième année, de  
**M. Pierre SIMET,**  
vice-président honoraire  
de l'Association des mutilés  
des yeux de guerre,  
officier de la Légion d'honneur,  
médaille militaire,  
croix de guerre 1914-1918,  
survenu à Paris, le 8 juillet 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 11 juillet, à 14 heures, en l'église du Saint-Esprit, 186, avenue Daumesnil, à Paris-12<sup>e</sup>.

De la part de  
M<sup>me</sup> Eva Simet,  
sa sœur,  
Des familles Simet, Gaches et  
Flamant,  
Ses amis Krebs et Fournier.

- M<sup>me</sup> Jean-Marie Terrin,  
M. Maurice Terrin,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Terrin,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Augustin Terrin,  
M<sup>me</sup> Paul Muletier,  
ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean-Marie TERRIN,**  
commandeur de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
président d'honneur  
des chantiers navals de La Ciotat,  
président d'honneur  
de la Société provençale  
des ateliers Terrin,  
survenu à Paris, le 5 juillet 1988, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 9 juillet, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**Anniversaires**  
- Que tous ceux et toutes celles qui ont connu et aimé  
**Suzanne CRÉMIEUX**  
aient une pensée pour elle en ce dixième anniversaire de sa mort.

**Communications diverses**  
- M. Ould Horantallah a soutenu, à l'université Paris-II, un doctorat d'Etat en droit criminel (mention très honorable), le 27 juin 1988.

- Mardi 8 juillet, à 14 h 30, à l'université Paris-X, M. Monseur Mustapha a soutenu la thèse de doctorat d'Etat (mention honorable), sur le sujet : « Dirigeants d'entreprises publiques. Droit comparé France-Algérie ».

**loterie nationale**  
TRANCHE (N° 201) DU  
**SUSPENSE**  
TIRAGE DU JEUDI 10 JUILLET 1988  
LE NUMÉRO **232481** GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F  
LES BILLETTS SE TERMINANT PAR **028** GAGNENT 1 500,00 F  
AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

**RESULTATS COMPLETS N° 46**  
**LOTTO SPORTIF**

16 bons résultats	20	82 265,00 F
15 bons résultats	350	4 700,00 F
14 bons résultats	3 480	472,00 F
13 bons résultats	982	424,00 F
Bons résultats aux "7 Numéros de la Chance"		
Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 6 Juillet 1988 : <b>4 5 6 8 9 15 16</b>		

**SPECIAL PACTOLE 10.000.000 F**  
PROCHAIN **LOTTO SPORTIF**

**loterie nationale** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER  
TOUS CUMULÉS CONTRE LES BILLETTS ENTIERS

TERMINAISON	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAISON	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	0 011 01 081 01 381	4 000 10 000 10 000	5	0 855 08 829 08 746	12 000 10 000 10 000
2	4 432 9 722 3 182 7 132 28 412	400 10 000 10 000 10 000 10 000	6	0 786 0 786 3 787 10 167 24 827	200 10 000 10 000 10 000 10 000
3	0 283 0 823 9 813 08 383	400 10 000 10 000 10 000	7	0 857 3 787 10 167 24 827 28 857	200 10 000 10 000 10 000 10 000
4	0 284 0 384 0 414 04 104 11 004 25 204	400 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	8	4 888 28 888 3 489 9 708 28 899	12 000 10 000 10 000 10 000 10 000
5	3 185 6 285 9 885	10 000 10 000 10 000	9	7 820 7 890	12 000 10 000

TOUS LES BILLETTS NE BÉNÉFICIAIENT D'AUCUN AUTRE LOT MAIS PORTANT LES SIGNES SUIVANTS :  
TAUREAU SCORPION VERSEAU  
GAGNENT 100,00 F

**LOTTO**  
N° 28  
TIRAGE DU MERCREDI 9 JUILLET 1988  
POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 16 ET SAMEDI 19 JUILLET 1988  
VALIDATION JUSQU'AU MARCHÉ APRÈS-MIDI.

**TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE**  
TIRAGE DU MERCREDI 9 JUILLET 1988

**loterie nationale** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER  
AUX BILLETTS ENTIERS

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 27/03/88)

Le numéro **636465** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros approchant à la centaine de mille

036465	436465	536465	636465	736465	836465	936465
136465	236465	336465	436465	536465	636465	736465

Les numéros approchant aux

Dizaines de mille	Milliers	Centaines	Dizaines	Unités	gagnent
606465	630465	636065	636405	636480	
616465	631465	636165	636415	636481	
626465	632465	636265	636425	636482	
646465	634665	636465	636435	636483	
656465	635665	636565	636445	636484	
666465	636665	636665	636455	636485	
676465	637665	636765	636465	636486	
686465	638665	636865	636475	636487	
696465	639665	636965	636485	636488	
696465	639665	636965	636495	636489	

Tous les billets se terminant par

6465	5000,00 F
465	1000,00 F
65	200,00 F
5	100,00 F

**TACOTAC** TIRAGE DU MERCREDI 9 JUILLET 1988

**BERTEIL SOLDES**  
3, PLACE ST AUGUSTIN 75008 PARIS  
7, RUE DE SOLFERINO 75007 PARIS

**nouveau drouot**  
Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris  
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642280  
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

**Compagnie des commissaires-priseurs de Paris**  
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sous indications particulières, \* expo le matin de la vente.

**MERCREDI 16 JUILLET**  
\* S. 14. - Tapis - M<sup>me</sup> ROGEON.

**JEUDI 17 JUILLET**  
S. 1. - 14 h 30. Dessins, esquisses, tableaux des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> s. Sculptures et objets - M<sup>me</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.  
S. 5. - Tableaux, meubles - M<sup>me</sup> LENORMAND, DAYEN.  
S. 8. - Linges, dentelles, jouets, bibelots - M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M<sup>me</sup> Daniel, expert.  
S. 13. - Bons mobiliers - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 14. - Bibelots, meubles de style - M<sup>me</sup> OGER, DUMONT.

**VENREDI 18 JUILLET**  
S. 2. - Tab. bib. mob. - M<sup>me</sup> BOISGRARD.  
S. 7. - 16 heures. Tapis caennais et persans - M<sup>me</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.  
S. 12. - Bijoux, bibelots - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 14. - Tableaux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>, bon mobilier d'époque et de style, bijoux, argenterie - M<sup>me</sup> BOSCHER.

**ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE**  
BOISGRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
BOSCHER, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-37-47.  
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue Georges-V (75008), 47-20-15-04.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lebas (75009), 42-81-50-91.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.  
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.  
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

مكتبة الأمل



# Le Monde DES LIVRES

## Georges Dumézil savant détective

Voilà soixante ans qu'il mène l'enquête sur les mythes de ce monde. Alors que sortent en librairie deux de ses ouvrages, «Apostrophes» lui consacrera une émission spéciale le vendredi 18 juillet

IMAGINEZ une intrigue policière qui livrerait d'emblée aux lecteurs tous les éléments nécessaires et suffisants à la solution de l'énigme. Le dossier ne cacherait rien qui ne soit connu de l'enquêteur : fiches signalétiques des personnages, leurs rôles successifs, les actions qu'ils déclenchent, les situations multiples qui se dérouleront dans de nombreux paysages distribués dans le temps et dans l'espace. Enfin, les alliances et les tensions provoquées par la dynamique des faits décrits avec la même minutie, le tout annoté en précisant la provenance des sources. Cette masse de documents sous les yeux, vous vous essayez à agencer les filières, à éclaircir les situations et les mobiles de l'action.

L'œuvre monumentale de Georges Dumézil, qui traverse toutes les provinces du monde indo-européen, a ainsi des allures de vaste enquête aux énigmes innombrables. Dans ces milliers de pages, chaque détail est pris en compte, autant que l'architecture où il vient s'inscrire : *Loki*, un volume d'à peine deux cent cinquante pages, en est un des fleurons. Et Claude Lévi-Strauss, en recevant son auteur à l'Académie française, n'a pas hésité à considé-

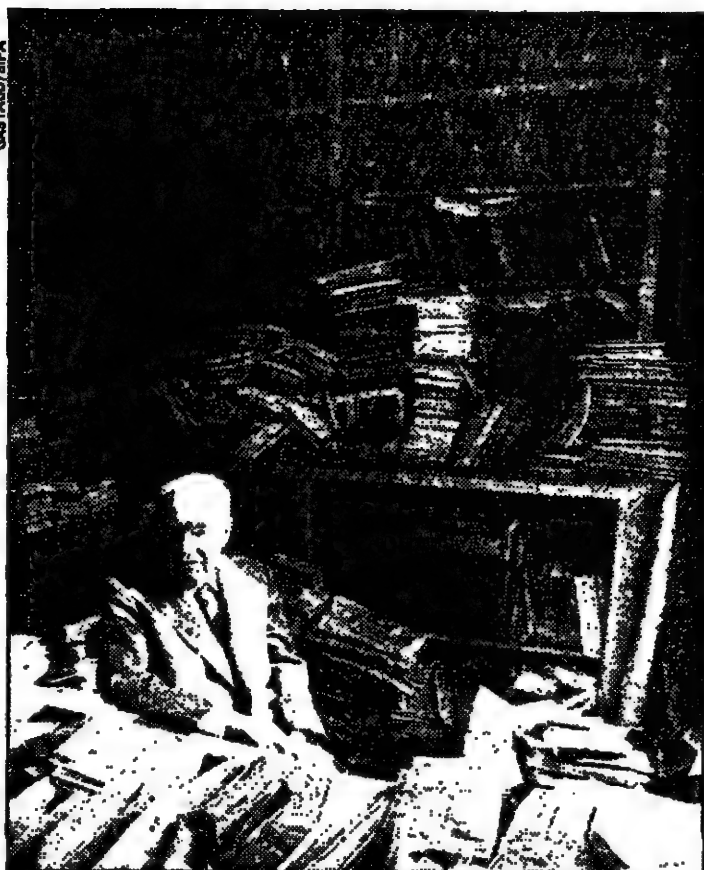
rer ce livre comme le *Discours de la méthode* dumézilienne.

Alerte comme le dieu scandinave qui porte son nom, *Loki* est un ouvrage tout en chicanes, à lire comme on joue au puzzle. Livre donc à l'image des tactiques de ce dieu rusé auquel Dumézil vient de consacrer une troisième édition, puisqu'une première forme de ce livre a paru en 1948, une seconde édition en 1958 en allemand, avant celle-ci aujourd'hui.

### Du masculin au féminin

Perfide, toujours là où on ne l'attend pas, rendant des services aux dieux tout en se jouant d'eux, *Loki*, à l'intelligence redoutable et au savoir intempérant, finira pris à son propre piège. Toujours en marge, c'est un dieu sans lieu, ni culte, ni fonction précise. Aérien, il est aussi rapide que le vent et le feu, avec lesquels il a des affinités. On le retrouve à des moments-clés dans les stratégies de la vieille mythologie nordique. Et sous des formes diverses, puisque ce dieu, à la sexualité ambivalente, passe du masculin au féminin, ou se métamorphose en animal.

C'est à une ruse sordide qu'il recourt dans un épisode crucial



Georges Dumézil : face à d'innombrables énigmes.

qui mènera à la fin de ce monde, au « crépuscule des dieux ». En effet, pour tuer par procuration le fils d'Odin, le beau Baldr, le frère de la victime, qui ne sera donc que le meurtrier par la main. Comment ? En lui mettant entre les mains un rameau de gui, l'unique arme à laquelle Baldr n'était pas invulnérable. Puni par les dieux, c'est finalement en saumon que *Loki*, capturé, mourra après avoir été supplicié, pris dans les rets de ce filet que sa ruse inventa jadis.

Les folkloristes et autres philologues ont longtemps voulu voir dans ce *Loki* si déconcertant une figure récente, en partie influencée par le Satan du christianisme

qui aborde le nord de l'Europe aux environs de l'an mil. Dumézil, lançant ses filets, met en place un vaste réseau comparatif où les récits des derniers descendants des Scythes dont parle Hérodote, les Ossètes du Caucase (mais aussi leurs voisins Tchétchènes, Ingouches, etc.), viendront relayer le Mahabharata pour prouver, documents à l'appui, qu'un même type de personnages se retrouve ici et là, dans des fonctions comparables - à *Loki* correspondra Syrdon dans le Caucase, et Duryodhana dans le Mahabharata.

MAURICE OLENDER.

(Lire la suite page 21.)

## Gabriel Culioli, une mémoire corse

Un siècle durant, la passion de la « terre des seigneurs » : une leçon d'identité

WALTER BENJAMIN n'était pas corse, mais juif, et vivait sans espoir de repli sur une terre unique, encore moins sur une île, rétif aux espaces limités et normés. Un jour de 1940, il loua l'usage du passé afin « de devenir maître d'un souvenir tel qu'il brille à l'instant d'un péril ». C'était juste avant qu'il ne se suicide pour éviter l'innommable. S'efforçant au désespoir lucide, il brisait méthodiquement le mythe du progrès pour ébaucher un usage subversif du passé, une quête de l'espérance dans la tradition.

Gabriel Xavier Culioli est corse, et pourtant Benjamin n'est pas loin. Le livre qu'il nous offre - actuel best-seller dans l'île - est un monument d'humanité. Par-delà son apparence - la chronique d'un siècle de la vie d'une famille corse, la sienne, les Culioli de Chéra, dans l'Alta Rocca, au-dessus de Bonifacio - c'est de cette quête essentielle qu'il relève : une souvenance, comme l'on dirait une romance de la mémoire, un travail du souvenir, un apprentissage de la nostalgie qui ne serait pas une fuite mais une façon d'affronter le présent.

Cela commençait, bien sûr, par un dialogue. Jeune Corse expatriée, vivant à Paris les causes sans frontières de l'après-68, Gabriel Culioli s'en vient, au milieu des années 70, chercher une identité. A Chéra, où il s'abrite en de rituels aller et retour, son grand-père Dominique, homme d'habitude et d'ordre, s'était appliqué à écrire ses souvenirs. Par la grâce de l'impétuosité du petit-fils, ce qui n'aurait dû être qu'un testament, une butte témoin d'hier, devint une confrontation, un va-et-vient entre passé et présent. Gabriel relit, interroge Dominique, se promène avec lui pour forcer ses silences, bouscule les Mémoires calligraphiés en cherchant aussi l'histoire orale.

La fidélité n'est pas l'imitation. Aussi, son grand-père disparu, Gabriel Culioli ne s'est pas

contenté des cahiers reçus en héritage. Refusant la monographie folklorique ou l'ethnologie froide, il décide de mêler toutes les approches. Historien sur les faits, romancier dans les dialogues, il se livre avec bonheur au plaisir de la langue. De cet heureux mariage de la rigueur et de l'émotion résulte un « Cheval d'orgueil » corse qui serait aussi un grand roman populaire, une somme qui ne dépareillerait pas la célèbre collection « Terre humaine » mais nous rappelle aussi les « Contes et légendes » de notre enfance.

### Mélanges

Cependant, cette histoire foisonnante, récit alerte où se croisent sorciers et curés, policiers et politiciens, bandits et amoureux, n'idéalise pas la Corse. Culioli sait vivre avec l'ambiguïté. Les clans y sont montrés dans leur décadence, l'insularité dans son impuissance, lieux de solidarité et d'enfermement. Sans cesse, comme à tâtons, dans cette ombre qui coïncide le soleil, Culioli cherche l'avenir sous la débâcle du passé, l'identité dans la réminiscence. Comme tant d'autres jeunes Corses, le nationalisme ne le laisse pas indifférent. Mais, là encore, son approche est subtile, toute de clair-obscur : certes séduit, mais « trop attaché à la richesse des mélanges », un pied dehors.

Culioli aime les identités qui ouvrent, communiquent, transmettent. Il sait que, du repli proclamé, naît parfois la haine absolue. Aussi la référence à Benjamin n'était-elle pas innocente, comme le lecteur s'en apercevra à la fin du livre. Culioli ? Un Corse qui regarde vers la mer tout en sachant que le voyage ne vaut que par le retour.

EDWY PLENEL.

★ LA TERRE DES SEIGNEURS, de Gabriel Xavier Culioli. Lieu commun, 377 p., 120 F.

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Les Intellectuels en France, de Pascal Ory et Jean-François Sirinelli

## Après les batailles

LES « intellos » ! L'abréviation se généralise depuis quelque temps, avec la nuance de condescendance amusée qui s'attache à l'expression d'« aristos ». Serait-ce le signe que nos intellectuels, nouveaux ci-devant, ont perdu de leur pouvoir ? Silencieux ou pas, le fait est qu'on les écoute moins, hors de leur savoir strict. Les grand enjeux et l'esprit surviviste se faisant rares, les maîtres à penser plient boutique. Le temps est venu de parler d'eux comme d'autres citoyens, sans ironie exagérée ni révérence excessive.

Le livre de Pascal Ory et Jean-François Sirinelli n'apprend rien de fracassant : il relève du manuel scolaire, plus que de l'essai pointu. Mais il rompt avec tout ce qui s'est écrit sur la question depuis trente ans. Enfin des intellectuels qui parlent de la tribu sans régler des comptes avec des adversaires ou avec eux-mêmes, effranchis des vieilles invectives, des soupes d'hégémonie et des modes. Au terme d'un siècle de batailles rangées, la génération d'après 68, dont on pouvait redouter de nouvelles dérives, donne un bel exemple d'équilibre et de sérénité, bref : une leçon d'histoire.

LES experts n'hésitent plus sur la date de naissance du concept même d'intellectuel. Tout a commencé avec l'affaire Dreyfus, le *J'accuse* de Zola en janvier 1898, les répliques de Clemenceau et de Barrès. Née sous le signe de la protestation et de la polémique, la notion en gardera les marques ; tantôt monopolisée - « nous, le parti de l'intelligence ! », tantôt abandonnée au contradictoire par démagogie anti-intellectualiste.

Peu de mots suscitent par eux-mêmes, aussi spontanément, le grabuge. Des querelles qui sentent la brouille familiale. Les protagonistes sont le plus souvent d'anciens amis ou de futurs réconciliés. Les débats sur les faits ou les principes sont traversés d'effets psychologiques sur le mode de l'affection trahie.

Témoins, les rapports entre Barrès et Blum, tels que ce dernier les évoque dans ses *Souvenirs sur l'affaire*. Blum va voir Barrès à Neuilly, dans l'espoir de le faire signer en faveur de Dreyfus. Barrès reconnaît s'être « mépris » sur l'attitude du capitaine, lors de la dégradation. La « soléïtatesse » qu'il dénonçait dans le *Journal* était peut-être un stoïcisme de « martyr ». Mais il demande à « réfléchir encore ». Pas longtemps : dans le « doute », il écoute l'« instinct national ». Loin de s'indigner, Blum s'imagina que Barrès n'a pas choisi sans un « pénible débat ». Et le sentiment qu'il en conçoit est d'admiration peignée,

d'« abatement amer ». L'histoire des intellectuels français peut se lire, tout au long, comme une chronique sentimentale !

Ce qui n'exclut pas des logistiques de guerre civile. Le recrutement des divers « camps » s'opère selon des réseaux subtils - université, presse, artistes, - et variant selon les conjonctures, selon les causes. Ory et Sirinelli explorent, pour le début du siècle, le cadastre qu'ont dressé Hamon et Rotmann pour les « intellocrates » des années 80. La Rue d'Ulm n'est pas l'école des Chartes, etc. Les médias sont déterminants, bien avant de porter ce nom pompeux. Les salons mondains préfigurent les émissions télévisées d'aujourd'hui.

On peut être des privilégiés de l'intelligence et manquer de sagesse, comme de nuances. Peu de groupes sociaux s'affrontent de façon aussi tranchée, sectaire, interdisant le compromis. A l'origine, l'intelligentsia se partage entre universalistes défenseurs des valeurs républicaines et paladins de la nation. Comme elle s'autoproclame, cette coupure se retrouve quels que soient les litiges. A titre d'illustrations, Ory et Sirinelli rappellent certains itinéraires symptomatiques ou paradoxaux comme ceux de Daniel Halévy, Péguy ou de vedettes universitaires : Gréard, Liard, Lavisse.

La première guerre mondiale a un effet inverse de la seconde. Au lieu d'aviver la guéguerre des esprits, elle l'apaise ; moins au nom de l'« union sacrée », qu'au nom de l'hécatombe subie ensemble. La césure est alors entre les va-t'en-guerre comme Barrès, surnommé le « rossignol du carnage » par Romain Rolland, et, dans l'esprit de ce dernier, de Barbusse, les internationalistes écorchés par la boucherie, rêvant d'entente « au-dessus de la mêlée ».

L'ESPRIT de révolte qu'ont suscité les tranchées ne tarde pas à se scinder en deux courants adverses : les pré-fascistes, pour qui les régimes totalitaires alentours deviendront le seul remède à un parlementarisme dévalué ; et les pacifistes, communistes, surréalistes, etc.

Ory et Sirinelli analysent avec finesse et pittoresque les liens entre l'Ecole normale et le radicalisme à la Harriot, les combats de rues du quartier Latin, le rôle de creuset et de référence joué par l'Action française, au moins jusqu'à la condamnation pontificale de 1926.

(Lire la suite page 21.)

Hervé  
Claude

L'enfant à l'oreille cassée  
roman



« Un roman sensible... tout est murmuré, sobre, délicat. »

Jerôme Garcin, *L'Evenement du Jeudi*

« Violence, angoisse, rebondissements. Rien ne manque à cette histoire plus profonde qu'il n'y paraît. »

Jacques Prezelin, *France-Soir Magazine*

« Un écrivain sensible et exigeant. »

Olivier Mauraisin, *Le Figaro Magazine*

RAMSAY

BERTELLI  
SOLDES

nouveau  
drouot

Maison des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris  
Téléphone 42 46 17 11 Telex 200 000 000

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

JEUDI 10 JUILLET

10 h - 11 h 30 : Vente de livres, manuscrits, estampes, etc.  
11 h 30 - 12 h : Vente de livres, manuscrits, estampes, etc.  
12 h - 13 h : Vente de livres, manuscrits, estampes, etc.

VENDEUR 19 JUILLET

10 h - 11 h 30 : Vente de livres, manuscrits, estampes, etc.  
11 h 30 - 12 h : Vente de livres, manuscrits, estampes, etc.  
12 h - 13 h : Vente de livres, manuscrits, estampes, etc.

VENDEUR 20 JUILLET

10 h - 11 h 30 : Vente de livres, manuscrits, estampes, etc.  
11 h 30 - 12 h : Vente de livres, manuscrits, estampes, etc.  
12 h - 13 h : Vente de livres, manuscrits, estampes, etc.



## de dun scot au juge ti, de saint-bernard à paul-jean toulet

jane austen  
persuasion  
baudelaire  
écrits esthétiques  
jane bowles  
deux dames sérieuses  
cary  
climat de lune • missié johnson •  
sarah  
cendrars  
panorama de la pègre  
conan doyle  
les cinq pépins d'orange  
freeling  
à cause des chats • coup double •  
frontière belge  
hélène  
le bon dieu s'en fout • les clients du  
central hôtel • j'aurai la peau de  
salvador  
irish  
irish bar • irish cocktail • irish blues  
• irish murder  
kawabata  
nuée d'oiseaux blancs  
london  
la croisière du snark  
mary mccarthy  
mémoires d'une jeune catholique • la  
vie d'artiste • dis-moi qui tu hantes •  
cannibales et missionnaires  
léo malet  
brouillard au pont de tobiac •  
le soleil n'est pas pour nous • suer  
aux tripes • la vie est dégueulasse  
mirbeau  
le calvaire • le jardin des supplices  
philosophes médiévaux  
des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles  
(inédit)  
saint bernard de clairvaux  
discours politiques  
sjöwall/wahlöö  
l'homme qui partit en fumée •  
la voiture de pompiers disparue •  
vingt-deux, v'là des frites  
sternberg  
le cœur froid  
topor  
four roses for lucienne  
toulet  
œuvres diverses  
violet trefusis  
broderie anglaise  
van gulik  
le singe et le tigre (inédit) •  
le juge ti à l'œuvre (inédit)  
wetering  
le cadavre japonais • le papou  
d'amsterdam • maria de curacao •  
meurtre sur la digue  
wodehouse  
jeeves dans la coulisse (inédit)

une collection  
pas comme les autres

1018

collection dirigée par christian bourgois

## LES LIVRES DE L'ÉTÉ

SELECTION

### Jeunesse

Les lecteurs de demain, on les prend au bonnet. Ou presque. De plus en plus, chez tous les éditeurs de jeunesse, se multiplie et se diversifie la production pour les plus petits : contes, mais aussi histoire, sciences, documentaires, etc.

Comprendre le monde qui vous entoure avant même de savoir lire, telle est la ligne. Ensuite viendront, pour toutes les gammes d'âge, des livres qui suivent des modes : jeux de rôles, écologie, histoire. Sans oublier le roman...

### Beaux livres d'images

Il est difficile de choisir, parmi l'énorme production de qualité des livres d'images (et de texte). En voici une douzaine tout en couleurs et cartonnées, des meilleurs dessinateurs : l'amitié de l'éléphant et du Méchant Bébé, deux gnomes de taille différente vus par Raymond Briggs ; Marcel le Champion, le grand singe aux couleurs éclatantes et superbement dessiné qui pleure au cinéma et qu'on prend pour une mauvette ; Petite Poule et l'appétissante volaille que guigne Renard « le poulcier » dans le graphisme proliférant et somptueux de Steven Kallogg ; Une cabane pour Annie, la méchante blague que mènent les deux petits cochons Suzie et Alfred pour ne pas jouer avec la nouvelle voisine ; les drôles de bulles de James Stevenson pour amuser ces enfants en vacances qui « ne savent pas quoi faire » et qui « détestent s'ennuyer », ou bien ce petit chef-d'œuvre de l'absurde qu'a réussi Ralph Steadman avec *C'est mon papa !*

Les auteurs français se distinguent : Pef joue à la maman avec son clown de bois et de chiffon, Pistache ; Michel Gay vous fait passer



Marcel le Champion.

une nuit en voiture, bloqué dans les embouteillages avec Papa Vroom ; Charles Barat propose, comme Polanski, une « superproduction » de pirates : ceux-ci ont décidé de noyer la maîtresse d'école... Martine Delerm met en douces images réveuses les évasions immobiles de Camille, qui ne va jamais jusqu'au bout du jardin. Georges Lemoine crée de superbes visions de désert et de bédouins, avec Lella, qui ira au-delà des limites pour retrouver Slimane, son frère préféré...

■ *L'éléphant et le Méchant Bébé*, par Elfrida Vipont et Raymond Briggs. Album 20,5 x 23,5 cm. Flammarion, 32 p., 59 F.

■ *Marcel le Champion*, par Anthony Browne. Album 22,5 x 22,5 cm. Flammarion, 32 p., 60 F.

■ *Petite Poule*, par Steven Kallogg. Album 22,5 x 29 cm. Ecole des loisirs, 32 p., 60 F.

■ *Suzie et Alfred*, dans *Une cabane pour Annie*, par Helen Craig. Album 23,5 x 23,5 cm. Centurion, 28 p., 54 F.

■ *On ne sait pas quoi faire !* par James Stevenson. Album 25,5 x 21 cm. Ecole des loisirs, 32 p., 58 F.

■ *C'est mon papa !* par Ralph Steadman. Album 20,5 x 23,5 cm. Aubier-Flammarion, 28 p., 60 F.

■ *Pistache*, par Christian Posilane et Pef. Album 19 x 20 cm. Sorbier, 28 p., 48 F.

■ *Papa Vroom*, par Michel Gay. Album 21,5 x 28 cm. Ecole des loisirs, 38 p., 60 F.

■ *Quoi de neuf chez les pirates ?* par Henriette Bichonnière et Charles Barat. Album 22 x 26 cm. Grasset-Jeunesse, 24 p., 59 F.

■ *Les Jardins de Camille*, par Martine Delerm. Album 17,5 x 24 cm. Imprimé, 28 p., 55 F.

■ *Lella*, par Sue Alexander et Georges Lemoine. Album 21 x 28 cm. Centurion, 36 p., 80 F.

Recherches pour étude littéraire :  
photocopies ou copies soignées de  
documents manuscrits de  
**MARCEL JOUANDEAU**  
Urgent. Tous frais remboursés.  
Achats éventuels des ouvrages de Marcel.  
M. J. Courcier - 130, bd de Lamoignon  
45000 Fleury-les-Aubrais



Comprendre le corps.

### Regarder la nature

La passion des enfants pour la nature et les animaux coïncidant avec la mode écologique incite les éditeurs à publier des ouvrages particulièrement réussis.

Pour se promener dans la nature en comprenant ce qui s'y passe grâce à des agrandissements clairement dessinés et des activités amusantes et passionnantes, observer, reconnaître, expérimenter :

■ *« Explorons la nature »*. Huit volumes sont parus : *le Pré et le Champ*, *le Jardin*, *le Bois*, *le Bord de mer*, *l'Arbre*, *l'Etang et la Rivière*, *la Lande et la Montagne*, *la Haie*. Albums cartonnés, couleur, 18 x 24 cm. Edilig, 44 p., 44 F. (A partir de sept ans.)

Des professionnels racontent concrètement leur métier en emmenant une bande d'enfants sur les lieux de leur travail. Très belles photographies pour amoureux de la nature.

■ *Le garde-forestier raconte la forêt*. Le fermier raconte la campagne, par Ingrid Nijkark. Cartonnés, 23 x 27 cm. Casterman, 48 p., 60 F. chacun. (A partir de huit ans.)

■ *« La Femme de Sylvain »* : Blés d'hiver et de printemps, la Vie dans la haie, Naissances dans la porcherie, Des vœux dans l'étable, le Vieux Pommier, Du côté de la mare. Photographies en couleurs d'Eric Hansen. Albums souples, 20 x 25 cm. Epigones, 32 p., 32 F. (Pour lecteurs débutants.)

■ Que se passe-t-il près du tronc du vieux arbre qui fut frappé par la foudre ? Dernière le hucheron apparemment la grenouille, la perce-oreille, les fourmis, l'ours, les champignons. Superbes peintures d'écorces et de fleurs.

■ *Notre ami l'arbre*, par Natalia Romanova et G. Spirin. Traduit du russe. Album, 23 x 20,5 cm. Sorbier, 32 p., 64 F.

### Tout comprendre à cinq ans

On peut être scientifique sans savoir qu'on fait de la science. Cette collection créée avec des enfants de l'école nouvelle d'Antony, explique simplement des choses difficiles et incite à des expériences. Excellent pour développer la curiosité des petits.

■ *« Comprendre le corps »* : les Mouvements du corps, la Circulation du sang, la Respiration ; Comprendre la physique : l'air chaud qui bouge, les Equilibres, le Moteur à réaction, par Marima Faivre d'Acier et Ulrik Hvass. Album cartonné, 15 x 13 cm. Centurion Jeunesse, 32 p., 25 F. six titres parus. (A lire ensemble.)

### DERNIÈRES LIVRAISONS

#### ART

■ *Francisco Pecheco : l'Art de la peinture*. Ce traité d'esthétique, paru en 1649, est « une chronique de la vie artistique à Séville ». L'auteur, artiste et penseur humaniste, s'interroge sur la peinture de son temps et tente de dégager une nouvelle vision de l'art. Présenté et traduit de l'espagnol par Lauriane Falley d'Este. (Klincksieck, 277 p., 130 F.)

#### HISTOIRE

■ *Henry George Fischer : l'Égypte et l'art de l'Égypte antique*. Cas « quatre leçons sur la paléographie et l'épigraphie pharaoniques » de l'égyptologue américain Henry George Fischer, prononcées au Collège de France en 1981, proposent une nouvelle lecture des formes d'expression écrite de l'Égypte ancienne. De nombreux schémas et photographies enrichissent cet ouvrage. Préface de Jean Lactant. (PUF, 263 p., 150 F.)

■ *Michel Goubet et Paul Debauges : Histoire de la Résistance*. Haute-Garonne. « Respectivement historien et témoin », les auteurs analysent de manière détaillée l'originalité de la Résistance toulousaine sous l'Occupation. Ils soulignent notamment le caractère composite des maquis de Haute-Garonne, où se côtoyaient des combattants d'origine et de conviction diverses qui « se sont intégrés de façon exemplaire dans la Résistance française ». (Ed. Milan, 8, rue des Gestes, 31000 Toulouse, 250 p., 98 F.)

#### HISTOIRE LITTÉRAIRE

■ *Louis Marquize-Poussy : le Mouvement décadent en France*. Verlaine, Mallarmé, Laforgue... n'ont pas échappé à leur temps aux anathèmes dont les accablèrent leurs détracteurs. Pour l'auteur, le mouvement décadent — ni « pué-

L'essentiel pour l'enfant est de partir à la découverte de ce qui l'entoure et de développer son sens de l'observation. Deux enfants se préparent pour un pique-nique, mais le temps change. Que disent les nuages ? Deux enfants se demandent comment on va dans l'espace...

■ *« Graines des soleils »* : Ciel gris, ciel bleu, Bonsoir jusqu'aux étoiles. Album souple, 20 x 25 cm, joliment illustré. Epigones, 32 p., 39 F. deux titres parus. (A partir de cinq ans. Pour lecteurs débutants.)

■ Une véritable encyclopédie en format de poche basé sur une documentation solide et illustrée avec minutie pour expliquer des sujets aussi différents que le chocolat, le papier, la pomme de terre, les Esquimaux, les Indiens d'Amérique, le Japon, le cochon, etc. Une excellente base pleine de connaissances et de goût.

■ *« Découverte Benjamin »*. Derniers titres : *l'Oiseau et son nid*, les *Pompiers*, *le Ciel*, *le Soleil et le Jour*, *l'Histoire de la naissance*, *Veaux*, *vaches*, *taureaux*, *zèbres*... (trente-cinq titres). Cartonné, 11 x 17,5 cm. Gallimard, 40 p., 27 F. (A partir de cinq ans.)

■ Il est possible d'initier l'enfant aux notions abstraites dès son plus jeune âge. Lui expliquer, par exemple, avec de telles illustrations, les quatre saisons, les cinq sens, la vie. Derniers volumes parus : *la Ville*, *la Montagne*, *la Campagne*, *la Mer*.

■ *Bibliothèque des tout-petits*. — Par Maria Rius et Josep Maria Parramon. Traduit de l'espagnol. Album souple 21 x 21 cm. Bordes, 32 p., 29 F. chaque volume. (De trois à cinq ans.)

■ Pour avoir même tout petit un anniversaire bilingue, une nouvelle

#### Science-Fiction

■ *KEVIN O'DONNELL, Ora : cle*. — Drôle, plein de santé, un livre sur la société informatique. Une des meilleures surprises de ces derniers mois (traduit de l'américain par Jacques Polon, Laffont, 396 p., 95 F.).

■ *WILLIAM GIBSON, Neuromancien*. — Par l'un des « cyberpunks » de la nouvelle science-fiction américaine, le premier vrai thriller informatique. Brillant et hallucinant (traduit de l'américain par Jean Bonnefoy, La Découverte, 300 p., 85 F.).

■ *PIERRE STOLZE, Marilyn Monroe et les Samouraïs du Père Noël*. — Un roman d'aventures défilant et drôle qui fait passer une bouffée d'air frais dans la science-fiction française (J'ai Lu, 382 p., 23 F.).

■ *RICHARD CANAL, la Malédiction de l'éphémère*. — Un premier roman bien mené, à lire d'une seule traite avant qu'il ne soit trop tard (La Découverte, 180 p., 65 F.).

■ *ROBERT SHECKLEY, les Erreurs de Joanes*. — Une des meilleures rééditions de la saison par le trop rare Robert Sheckley, maître des idées torques (traduit de l'américain par Marcel Battin, Presses-Pocket, 224 p.).

■ *JACQUES BARBÉRI, Kosmo-jim*. — Dix nouvelles d'un auteur

série qui donne aux très jeunes un vocabulaire de base en anglais et en images.

■ *Un anniversaire surprise (A Birthday Surprise)*. — Par Maria Deru et Paule Alen. Album 23 x 24,5 cm. Gautier-Languereau, 32 p., 42 F. (A partir de cinq ans.)

■ On n'a besoin d'aucun matériel pour faire des plages en papier. Voilà donc le livre idéal pour les vacances à ne pas oublier dans sa valise pour construire aux petits, selon sa dextérité et son application, la cygne, l'éléphant, la grenouille ou un masque de diable... Un jeu qui est aussi un art.

■ *Origami. Plages en papier pour grands et petits*. Album souple en couleurs 21 x 26 cm. Fleurus, 96 p., 75 F.

#### Pourquoi ?

■ Quand les petits enfants grandissent et commencent à poser des questions sur les événements marquants et les accidents de la vie, ils éprouvent aussi le besoin d'exprimer leurs sentiments et leurs craintes. Pourquoi les gens sont-ils différents ? Pourquoi papa est-il parti ? Pourquoi Jérôme a-t-il une nouvelle famille ? Pourquoi doit-on faire attention ? Pourquoi grand-papa ne revient-il pas ? Pourquoi faut-il parfois dire non ?

■ Une collection intelligente, adaptée de l'anglais par des psychopédagogues, bien faite pour aider les parents à répondre à leurs enfants, à dialoguer avec eux, à les informer, à les rassurer.

■ *Collection « Dis-moi pourquoi... »*. Edition française établie avec François Monneron. Album cartonné 20 x 24 cm. Deux coqs d'or, 32 p., 29 F. (A partir de cinq ans. A lire avec les parents.)

NICOLE ZAND.

rigoureusement à part, dix textes universitaires, splendides et puissants (Denoël, 188 p., 30,50 F.).

■ *JOËL HOUSSIN, les Vautours*. — Violent et prenant, le dernier livre de Houssin, qui a obtenu pour ce roman le Grand Prix de la science-fiction française (Fleuve noir, 348 p., 24,50 F.).

■ *RUDY RUCKER, Maître de l'espace et du temps*. — La logique folle et implacable d'un spécialiste des mathématiques passé maître dans l'art de la décision grinçante (traduit de l'américain par Jean Bonnefoy, Denoël, 224 p., 39 F.).

■ *PIERRE K. REY, Univers 86*. — Cette anthologie, dont Rey est le maître-d'œuvre, est l'indispensable panorama annuel de tout ce qui bouge dans la science-fiction française et anglo-saxonne. A déguster soigneusement (J'ai Lu, 382 p., 23 F.).

■ *RAPHAËL ALOYSIUS LAFERTY, Annales de Képos*. — La retour sur la scène française de l'auteur le plus surprenant et le plus doué de la nouvelle science-fiction américaine (traduit de l'américain par Emmanuel Jouanne, Denoël, 254 p., 42 F.).

EMMANUEL JOUANE.

■ *« ni » ni « extravagant »* — est « la manifestation première d'une esthétique résolument moderne ». (PUF, 294 p., 135 F.)

■ *Littérature et politique dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle*. Composé en hommage à la mémoire de Jean-René Derré, professeur à Lyon-II, ce recueil d'articles étudie les rapports entre mouvements littéraires et idéologies politiques, principalement en France et en Allemagne. (Presses universitaires de Lyon, 390 p., 150 F.)

■ *Andrés Bello : Naissance d'une pensée latino-américaine*. Né sur le continent américain et avec le siècle des Lumières, Andrés Bello (1781-1865) fut le « symbole de l'esprit de son temps ». Ses activités littéraires et politiques sont évoquées à travers différents textes, choisis par François Delprat et Paul Vardevoys, et traduits par Christiane Pierre. (Editions caribéennes, Unesco, 304 p., 136 F.)

#### SOCIÉTÉ

■ *Claude Pestre : les Femmes à bicyclette à la Belle Époque*. A l'aide d'extraits de presse et de textes littéraires de l'époque, l'auteur expose — non sans humour — les polémiques passionnées autour de cette « révolution dans les mœurs ». (Editions France-Empire, 280 p., 75 F.)

■ *François Charles : la Génération détraquée*. L'auteur a été prêtre dix ans, puis « s'est dégoûté ». Au-delà de son histoire, c'est d'un « véritable phénomène de génération » que traite ce livre : la spiritualité chrétienne « atteinte de plein fouet par l'idéal de bonheur des années 60 ». La postface de Danièle Hervieu-Léger, sociologue, fait le point sur cette « question délicate, presque taboue ». (Carf, 152 p., 75 F.)



## LES LIVRES DE L'ÉTÉ

ROMANS HISTORIQUES

### Dynasties, amours, décadence

Michel Peyramaure, Jean Diwo, Pierre Ripert :  
trois romanciers habiles à mêler leurs personnages au fracas de l'histoire.

**L**ES orges de la décadence (antique), les amours et les terreurs (révolutionnaires), les sombres rebondissements des querelles dynastiques (à toutes les époques), sont plus que jamais les fils du roman historique.

En guise de décadence, Michel Peyramaure propose un beau morceau de bravoure avec *La Porte noire*, sous-titré « Le dernier jour de Rome », livre qui n'est pas sans rappeler les réminiscences latines, drôles et poignantes, de *Puck* de la colline, contées par Rudyard Kipling.

Pourquoi le dernier jour ? Parce que nous sommes en 476 après Jésus-Christ, que les Barbares arrivent de partout pour achever cet empire moribond, déposer son simulacre d'empereur, assaillir Trèves, ultime flot fidèle à l'idée de Rome, Rome défendue par d'autres Barbares qui se prennent - à raison - pour les derniers Romains.

« Pour la quatrième fois en deux siècles, cette cité, la plus riche et la plus belle de la Gaule, va être prise et détruite, et ce qui restait de sa splendeur passée détruite à jamais... » Placé sur l'étroite faille qui sépare un monde qui naît d'un monde qui meurt, ce roman est aussi le récit d'une amitié agitée entre le conteur, Eudoxe, et le tribun colérique Probus, dit Gros Cul, chef de l'armée impériale - ou ce qu'il en reste, - adorateur de Mithra et victime vociférante d'hémorroides géantes.

Que fait-on quand tout ce qu'on a aimé va cesser d'exister ? On saisi, comme Eudoxe, le vieux médecin baroudeur, l'instant qui passe, on bat le rappel des souvenirs, on observe avec le même intérêt amis, ennemis, maîtresses, cet échantillon restreint et coloré d'humanité entassé dans la citadelle cernée - dans cette porte noire où s'engouffreront bientôt les Francs de Clovis, amorçant le premier et obscur épisode du feuilleton à rebondissements multiples plus tard nommé Moyen Âge.

Treize siècles ont passé. La Porte noire a perdu sa valeur de symbole, mais d'autres lieux sont devenus lourds d'histoire, lieux non nécessairement glorieux ou sanglants quand ils sont, comme le faubourg Saint-Antoine, le théâtre de l'ingéniosité humaine ; théâtre, ou plutôt temple du meuble, dont les grands prêtres s'appellent Boule, Oeben ou Riesener, créateurs de ce qu'on appelle aujourd'hui communément le style Louis XV et le style Louis XVI.

*Le Lit d'acajou*, de Jean Diwo, qui fait suite à ses *Dames du faubourg* (1), est l'histoire romancée des quelques familles d'artistes illustres qui ont fait ce quartier de Paris. Ce deuxième volume couvre les périodes de la Révolution,

du Directoire, du Consulat et de l'Empire, ainsi que le début de la Restauration. Pour la France, ces mots désignent autant d'étapes douloureuses : pour l'Europe, ils signifient défaites, destructions, revanche... Pour les artisans du faubourg, ils expriment d'abord une manière nouvelle de concevoir le mobilier, suivant la mode

CAGNIAT.



antique et les esquisses de David, inspirée des trésors volés par Bonaparte... Le bourgeois reliait le noble, le lit néo-romain supplantait le secrétaire à cylindre. Gageons que Diwo ne s'arrêtera pas en si bon chemin. Il a encore un bon siècle et demi de chronique mobilière à couvrir.

#### Une héritière bordelaise

Quittons les meubles pour le vin, les forges, le tissage - et surtout l'argent. Aliénor d'Autise est l'unique héritière d'une grande fortune bordelaise. A peine extirpée du couvent, elle épouse Louis

filles à Louis, qui attend un héritier mâle. Cela n'évoque-t-il rien ?

Partant du principe - souvent vérifié par Sophocle, Shakespeare, Corneille et quelques autres - que les grands de ce monde font de beaux sujets de tragédies, Pierre Ripert recrée dans ses *Magnifiques*, avec une superbe maestria, les amours, les conquêtes, les drames qui ont jalonné la vie d'Aliénor d'Aquitaine, femme de deux rois - Louis VII de France puis Henri II de Normandie et d'Angleterre, - mère de Richard Cœur de Lion et de Jean sans Terre... Tout cela transposé au vingtième siècle.

### L'ambition des Malouins

**L**E Temps des Carbec est la suite, aussi réussie, de *Ces Messieurs de Saint-Malo*, grand succès romanesque en 1983 (1). A trois ans de distance, on aurait pu craindre d'avoir oublié tant de personnages propulsés aux quatre coins du monde au fur et à mesure de la grande aventure malouine du dix-septième siècle, entrée sur la Compagnie des Indes. Pas du tout. Il suffit de quelques rappels habilement distribués par l'auteur, dans les trente premières pages, pour que nous refaisons amitié avec eux.

Voici donc à nouveau sur la scène « la Comtesse Clécia », ex-marchande de marée, Jean-Marie Carbec dont le père, modeste marchand de chandelles, avait parié sur l'avenir lorsqu'il avait mis tout son avoir dans trois actions de la Compagnie récemment créée. Et voici Marie-Léone, sa jeune femme, et l'ami Biniac, et Louis de Kerolen, qui va bientôt se compromettre dans le complot breton contre le régent. Aussi grouillant de personnages que le premier, aussi fertile en rebondissements romanesques sur un fond historique parfaitement

exact, ce roman-ci montre à l'œuvre les Malouins de la seconde et de la troisième génération.

En 1715, l'or est dans les caves, amassé par les « Messieurs » de Saint-Malo, parisiens, grimpés à l'assaut de la fortune avec le courage et l'audace pour seules armes. Face à la mer, ils ont bâti d'orgueilleux hôtels de granit et, devenus armateurs, ils ont déjà, certains du moins, levé leur roture en achetant des titres.

#### « Paraître »

Aux héritiers, il faudra encore du courage, mais surtout de la sagacité pour louver dans une époque où les fortunes s'échafaudent et s'effondrent dans un éclair, quand la concurrence est partout sur les mers, à l'heure où les trafics interlopes ont remplacé la course et où, sans cesse, il faut réajuster le tir pour que prospère le négoce.

L'intelligence, le flair, l'opiniâtreté indispensables pour s'ancrer mieux dans une société en pleine mutation, la famille Carbec en est bien pourvue. Jean-Marie

mort, sa jeune veuve reprend fièrement la barre, les yeux fixés dans les directions indiquées par son mari, avec dans l'esprit cette devise : « Pour parvenir, il est nécessaire de paraître. » De ses trois fils, elle fera un juge-consul à Nantes, devenu centre des affaires, un conseiller d'Etat, un capitaine aux Indes sous les ordres de Dupleix. Sa fille, toute seule, trace son chemin d'ambition : adolescente, elle prend au filet un barbon de bon lignage, qui ainsi redressera son blason.

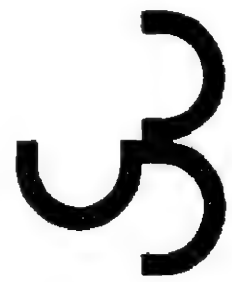
Le « temps des Carbec » est venu, celui de tout petits-bourgeois qui ont accédé à la grande bourgeoisie marchande, à assurer leurs acquis financiers et sociaux par de solides alliances, se sont installés dans les parlements, imitent, avec les puissants moyens dont ils disposent, une noblesse qui leur sert encore de référence et qu'ils se préparent tout doucement à remplacer.

G. GUITARD-AUVISTE.  
\* LE TEMPS DES CARBEC, de Jean-Marie Carbec, Albin Michel, 515 p., 98 F.

(1) Albin Michel.

### si vous en avez assez des "livres de l'été" lisez donc :

alea  
1986/7  
bayon  
selby, de brooklyn  
jane bowles  
plaisirs paisibles  
paul bowles  
des aires du temps  
deliège  
invention musicale et idéologie  
deutsch  
thermidor • el sissisi  
eisenzweig  
le récit impossible  
ellis  
moins que zéro  
l'ennemi  
1986/7  
fante  
demande à la poussière  
forster  
avec vue sur l'arno  
angelica garnett  
trompeuse gentillesse  
gresham  
le charlatan (série B)  
lacoue-labarthe  
la poésie comme expérience  
laplace  
essai philosophique sur les probabilités  
lemaire  
pictura loquens  
lusson/perec/roubaud  
petit traité invitant à la découverte de l'art subtil du go  
mandel  
traité d'économie marxiste  
moore  
confession d'un jeune anglais  
nancy  
la communauté désœuvrée  
pasteur  
essais sur la dissymétrie moléculaire  
shepard  
fool for love  
torkien  
le seigneur des anneaux (appendices)  
contes et légendes inachevés



CHRISTIAN BOURGOIS EDEITEUR

GILLES MARTINET

DEMAIN À "APOSTROPHES"

Gilles Martinet  
Cassandra et les tueurs

Cinquante ans d'une histoire française

Grasset

### Cassandra et les tueurs

Toujours lucide sur lui-même et sur la gauche, Gilles Martinet n'en transmet pas moins l'espoir.  
Jean-Marie Colombani/Le Monde

"Ce rêve de jeunesse accompli dans l'âge mûr imprègne encore, pour notre plaisir, le livre de ses souvenirs."  
François Furet/Le Nouvel Observateur

"Un torrent libéral destructeur de mythes."  
Emmanuel Leroy-Ladurie/L'Express

"Un ouvrage remarquable."  
Georges Siffert/TFI

"Quel beau livre ! Il éclaire et réchauffe par son intelligence et sa sensibilité."  
Jacques Le Goff

GRASSET



## ● HISTOIRE

## QUESTIONS SUR LE NAZISME

## Quand le Führer voulait s'entendre avec les Anglais

Un professeur de Tel-Aviv met en lumière tous les aspects de la politique étrangère nazie.

LA politique extérieure de l'Allemagne nazie semble un sujet familier. Pourtant l'on manquait d'une étude d'ensemble en français, prenant en compte l'historiographie étrangère récente. Cette lacune vient d'être heureusement comblée par Charles Bloch, professeur à l'université de Tel-Aviv et à celle de Paris-X.

Dans le gros ouvrage, abondamment illustré, qu'il publie aujourd'hui sous le titre *Le III<sup>e</sup> Reich et le monde*, Ch. Bloch fait le point à la fois de ses propres recherches et de la nombreuse historiographie allemande et anglo-américaine de ces dernières années. Synthèse savante donc, mais dépourvue d'érudition inutile, l'auteur s'attachant moins au récit des événements qu'à l'analyse approfondie des mobiles, des intentions, des jeux d'influence qui ont commandé les prises de décision.

La politique extérieure nazie s'inscrit-elle dans la tradition nationaliste allemande ou marque-t-elle une rupture ? A l'intérieur de la période nazie, y a-t-il continuité ou rupture à partir de 1938 ? Dans ces débats où depuis des décennies s'affrontent les historiens, Ch. Bloch prend

parti pour la continuité : même volonté de puissance, même soif d'expansion impérialiste. Pourtant, lorsque l'auteur parle ensuite de la volonté de conquérir un espace vital « à base biologique raciale », ne reconnaît-il pas à l'idéologie nazie une certaine spécificité ?

### La « ligne Goering »

Au-delà des sinuosités de parcours voulues par les circonstances, la politique de Hitler est commandée par quelques idées-forces dont il ne dévie pas et qu'il entend réaliser par étapes successives, l'étape ultime étant un affrontement, jugé inévitable, avec les Etats-Unis, pour imposer un ordre mondial reposant sur quatre empires : l'Europe allemande, l'Empire britannique, l'Amérique, l'Asie orientale japonaise.

Qui décide de la politique étrangère ? Le parti nazi, l'armée, le grand capital, les élites traditionnelles, ne pèsent guère dans les grandes décisions, à la fois parce que Hitler joue de leurs rivalités et que sa grande popularité contraint ceux qui ne sont pas de son avis à s'incliner. En revan-

che, le Führer subit l'influence de certaines personnalités, mais ces influences jouent dans des sens divers. Un des mérites de l'ouvrage est de souligner que le « modèle » d'Etat totalitaire n'a rien de monolithique : des groupes rivaux, aux conceptions différentes, se disputent l'oreille de Hitler ; à chaque instant on voit s'opposer notamment la « ligne Goering » et la « ligne Ribbentrop ».

D'emblée, la préparation à la guerre commande la politique nazie, notamment sur le plan économique et sur le plan psychologique.

Une des lignes maîtresses de l'ouvrage, c'est l'importance du facteur britannique (Hitler se préoccupe peu des réactions de la France, car il estime que depuis 1936-1938 elle a cessé de compter comme puissance et ne fait qu'emboliser le pas de l'Angleterre). Dans un premier temps, le Führer est persuadé qu'il peut préparer la conquête du continent en accord avec l'Angleterre, laquelle resterait maîtresse des mers. Puis, se rendant compte qu'elle n'acceptera pas une domination allemande sur l'Europe, il adopte, pour l'y contraindre, une stratégie d'intimidation : c'est dans cette perspective qu'il faut interpréter notamment l'alliance avec l'Italie et avec le Japon, puis le pacte germano-soviétique. Mais cette stratégie méconnaît complètement le caractère anglais et conduit, malgré les efforts du « parti de la paix » qui a Goering pour tête de file, à la guerre avec l'Angleterre que Hitler voulait éviter. Ensuite, le Führer s'efforce d'amener la Grande-Bretagne à se prêter à une entente globale avec l'Allemagne victorieuse (la « bataille d'Angleterre », puis les opérations en Méditerranée sont des moyens de pression dans cette perspective).

### L'alliance difficile avec le Japon

Autre aspect que l'ouvrage met en lumière, la difficile entente avec le Japon, l'Allemagne pendant longtemps privilégiant les relations avec la Chine et voulant ménager les positions anglaises en Extrême-Orient. Le pacte anti-Komintern n'instaure aucune coopération, ni même de concer-

tation. La carte japonaise prend de l'importance seulement lorsque monte la tension avec les Etats-Unis.

Toutefois, Hitler souhaite retarder le plus longtemps possible l'épreuve de force (il faut d'abord liquider la Russie, développer la puissance navale et les positions du Reich dans les continents extra-européens) ; il s'efforce donc de ménager les Etats-Unis et de retenir le Japon d'attaquer prématurément, mais celui-ci va finalement lui forcer la main. Entre l'Allemagne et le Japon, aucune stratégie globale pour une conduite commune de la guerre, mais des différends



Kéitel, Goering, Hitler, Bertram : l'Etat nazi avait ses clans.

d'ordre économique, des divergences quant aux objectifs : toujours à la poursuite d'une entente avec l'Angleterre, Hitler ne veut pas que le Japon reprenne en Asie l'héritage de l'Empire britannique, il ne soutient que mollement le nationalisme arabe et refuse d'encourager le nationalisme indien.

L'ouvrage se termine par l'étude des plans de paix et sondages émanant des divers groupes de l'opposition. Au total donc, par la précision et l'acuité de ses analyses, par les nombreuses vues neuves qu'il apporte, un important livre de référence.

PIERRE GUILLEN.

★ LE III<sup>e</sup> REICH ET LE MONDE, de Charles Bloch, Imprimerie nationale, 545 p.

## Comment cela fut-il possible ?

Martin Broszat et Karl Dietrich Bracher « expliquent » le III<sup>e</sup> Reich.

L'ENORME bibliographie consacrée au Reich hitlérien est orientée selon deux axes d'interprétation : pour les « intentionnalistes », Hitler a constamment réalisé ce qu'il avait voulu au départ. Sa volonté propre a manipulé l'événement jusqu'au moment où l'événement l'a emporté ; pour les « fonctionnalistes », Hitler a assumé le rôle de Führer qui était la clé de voûte du système bureaucratique nazi. Il donnait une inspiration, non un mouvement.

Les premiers expliquent le Reich hitlérien en accordant à

Martin Broszat est « fonctionnaliste ». Dans son livre, il analyse les structures de pouvoir et les modifications, les conflits surgissant à tous les niveaux de l'Etat et de la société. Une fracture : 1937-1938. Jusqu'alors, le national-socialisme est « plus un décor qu'une dimension substantielle, plus une forme qu'un contenu » ; il habille « une ligne traditionnelle de type national-allemand ou pangermaniste ». Ensuite, les succès internationaux remportés par Hitler l'encouragent à évincer les éléments conservateurs au profit du parti national-socialiste. Il agit sous la poussée de celui-ci. Son mythe, son rôle de légitimation et d'arbitrage, dépassent sa personne et ses choix : « Le despotisme du Führer était le résultat de la loi mécanique interne du national-socialisme ».

### Condamné à perpétuer son mythe

L'abandon de toute rationalité, le recours de plus en plus fréquent à la violence, découlent des premiers échecs. « L'effet Hitler » déborde la « réalité de sa personne ». Il était condamné à perpétuer son mythe hors de toute norme politique, en renforçant les doses, comme pour un stupéfiant. Ce faisant, il se détruisait, jusqu'à l'instant où la fin du mythe, dans l'abri de la chancellerie, signifia sa fin comme personne.

A Bracher comme à Broszat, ce qui échappe, ce sont les composantes pathologiques. L'historien, par définition, n'en tient pas compte, puisqu'il fait les comptes du saisissable, de l'explicable, de l'évident, du manifeste. L'« intentionnaliste » Bracher, en inscrivant la dictature allemande dans une plus longue durée que celle de la carrière politique d'Hitler, compose une « histoire globale » du totalitarisme en Allemagne, sous sa forme la plus aiguë. Alfred Grosser, grâce à qui l'éditeur Privat a assumé la charge méritoire de cette traduction, estime, lui, qu'il ne s'agit pas d'un récit, mais d'une description « à tous les niveaux de la réalité ».

L'un et l'autre historiens sont très clairs sur la place de la persécution des juifs dans l'évolution du III<sup>e</sup> Reich. Ne tendent-ils pas à l'assimiler à la persécution générale des adversaires du national-socialisme ? Ici, un autre point de vue s'est renforcé depuis que leurs ouvrages ont été composés, celui qu'a exprimé Saul Friedländer : « L'antisémitisme et la politique antijuive du III<sup>e</sup> Reich donnent (...) au nazisme une dimension nouvelle qui défie les comparaisons. Le « fascisme » tombe comme concept suffisant et le « totalitarisme » aussi ; les interprétations marxistes ou freudiennes trouvent là leurs limites évidentes... Si l'on admet que le rapport au problème juif fut le centre, l'essence même du système, une bonne partie des exposés communs perdent leur cohérence ».

Karl Dietrich Bracher consacre ses derniers chapitres à la continuité du national-socialisme. Ils sont marqués par la problématique de la fin des années 60, un peu dépassés parfois, sauf les pages sur le cas Speer, d'une lucidité implacable quant à la naïveté « objectivité » des techniciens en proie au nationalisme.

JACQUES NOBECOURT.

★ LA DICTATURE ALLEMANDE. NAISSANCE, STRUCTURE ET CONSÉQUENCES DU NATIONAL-SOCIALISME, de Karl Dietrich Bracher, traduit par Frank Strassitz, Bibliothèque historique Privat, 681 p., 198 F.

★ L'ETAT HITLÉRIEN. L'ORIGINE ET L'ÉVOLUTION DES STRUCTURES DU TROISIÈME REICH, de Martin Broszat, traduit par Patrice Maréchal, Fayard, 625 p., 190 F.

## Max Weber précurseur de Hitler ?

Les idées politiques du penseur allemand devant le tribunal de l'histoire.

PRÉSENTANT la traduction française de son ouvrage sur Max Weber — qui paraît plus de vingt ans après la sortie du livre en Allemagne — Wolfgang Mommsen explique ce qu'il avait conduit à entreprendre ce travail. Il appartient à la génération d'historiens allemands sur laquelle « la réévaluation (d'après 1945) avait laissé sa marque... Ils se livrèrent à une évaluation critique de l'histoire allemande récente et entreprirent de la réécrire dans une perspective libérale (...). Aussi, une réflexion s'imposait sur Max Weber, ce penseur politique dont se réclamait couramment le libéralisme allemand ».

C'est surtout dans ses premiers travaux — publiés avant 1900 — que Weber apparaît non seulement comme un théoricien de la politique, mais comme un penseur programmatique. Partant des conclusions d'une enquête sur les ouvriers agricoles en Prusse-Orientale — dont on trouvera prochainement une traduction dans la revue *Actes de la recherche en sciences sociales* — il avait développé une analyse des classes dirigeantes et des changements indispensables pour redonner un élan au libéralisme bourgeois que l'autoritarisme de Bismarck avait mené à la ruine.

### Des « partis-machines »

Cette enquête montrait qu'à l'essor industriel et urbain des parties occidentales du Reich s'opposait une crise agricole du Nord-Est prussien. Or l'aristocratie terrienne prussienne contrôlait la bureaucratie et l'armée, et faisait tout pour maintenir ses privilèges. Avec son autoritarisme, cette classe déclinante empêchait le développement économique et politique du pays. De plus, la politique intolérante de Bismarck envers l'Eglise catholique et le mouvement ouvrier avait miné, tout au long des années 1880, la crédibilité du mouvement libéral-national qui l'avait porté au pouvoir. Après la désintégration de ce mouvement au début des années 1890, on vit se développer deux partis de masse, social-démocrate et catholique, qui, selon Weber,

manquaient de dirigeants capables d'assumer la direction de la nation.

Aussi donnait-il à la bourgeoisie de nouveaux buts, dans un programme qui liait la parlementarisation du régime à une politique extérieure de conquêtes coloniales, la première étant, aux yeux de Weber, une condition préalable à la seconde. Plus de la moitié du livre de Mommsen traite des idées qu'exprime Weber durant cette période.

On comprend le désarroi qu'a provoqué cette étude parmi des historiens à la recherche d'un héritage intellectuel sur lequel ils auraient pu bâtir l'Allemagne d'après-guerre. Car l'ouvrage de Mommsen montre que Weber avait favorisé les structures démocratiques au nom d'une politique extérieure impérialiste. Considéré comme le précurseur d'une Allemagne libérale, n'avait-il pas également préparé le terrain à l'expansionnisme allemand ? Cette interrogation semble particulièrement justifiée par ses prises de position sur la Constitution de la République de Weimar.

Dès 1916, Weber critiquait la politique de guerre et revendiquait des réformes constitutionnelles. Or ces propositions procédaient moins de convictions démocratiques ou républicaines bien ancrées que d'une réflexion sur les formes politiques les mieux adaptées à un Etat-nation moderne dans la compétition internationale. Weber souhaitait un affrontement entre « partis-machines », favorisant la sélection de chefs charismatiques qui puissent imposer leur volonté à la bureaucratie omnipotente. Ce « présidentialisme » plébiscitaire ne présente-t-il pas « des traits autoritaires sur lesquels il est impossible de se méprendre » ? Wolfgang Mommsen conclut que la pensée de Weber, elle aussi, a pu « inciter mentalement le peuple allemand à l'acclamation d'un chef, donc Adolf Hitler ».

MICHAEL POLLAK.

★ MAX WEBER ET LA POLITIQUE ALLEMANDE, de Wolfgang Mommsen, traduit de l'allemand par Jean Amsler, Delphine Bechtel, Marie-Thérèse Croy et Catherine Sauvat, PUF, 548 p., 350 F.

## La fascinante Rahel Varnhagen racontée par Hannah Arendt

DURANT vingt-cinq ans, de 1933 à 1958, Hannah Arendt conserve dans un tiroir le manuscrit, les notes et les dossiers de ce travail sur Rahel Varnhagen. Elle l'avait accompli avant de quitter Berlin, dans les premiers mois du pouvoir nazi, et de devenir américaine, sans jamais cesser d'être une philosophe allemande.

Cette biographie surprendra le lecteur français, qui serait enclin à tenir Hannah Arendt pour une stricte théoricienne de la politique. Rahel Varnhagen était, selon sa biographie, « un esprit spontané, original et sans préjugés, la plus brillante et la plus intéressante des hostesses juives », dans le Berlin du début du dix-neuvième siècle. Dans son salon se rencontraient des aristocrates éclairés, des intellectuels bourgeois, des comédiens ; l'unique condition pour y accéder était de posséder « une personnalité unique qui rendait également possible un commerce et une intimité sans limites ».

C'était le cas même de Rahel, qui, sans être laide, n'était pas belle, sans être pauvre, n'était pas riche. Sa réussite mondaine et intellectuelle ne se discutait pas ; elle polarisait les intelligences, elle faisait germer les talents, mais ses prétendants successifs, prussien, autrichien,

espagnol, prenaient peur. Elle finit par épouser, à quarante-trois ans, l'écrivain Varnhagen von Ense qui se fit son dévot, et publia toute sa correspondance après sa mort.

### Les fantômes de l'Allemagne

La jeune Hannah Arendt, dans les années où elle tentait de guérir de son amour pour Heidegger et travaillait avec Jaspers, entreprit le dépouillement des papiers concernant Rahel Varnhagen, laissés à la Bibliothèque nationale de Prusse et aujourd'hui dispersés. Ce qu'elle en a tiré est très éloigné d'une étude historique au sens courant : c'est une très longue méditation sur les conditions et finalement les impasses de l'assimilation. Les textes de Rahel et leur commentaire par Hannah Arendt démontrent la torture et le jalonement de la judaïsation, jusqu'à son acceptation dans les années de jeunesse et la transmission à Henri Heine de la rébellion qu'il proclamera.

Entre ces pages marchant tous les fantômes que Hannah Arendt a côtoyés dans l'Allemagne de Weimar et dont elle prend un difficile congé, avant l'exil. Cette biographie d'une

autre a les dimensions d'une autobiographie très frémissante, quoique implicite, en même temps qu'elle accumule le terroir d'où surgira la suite de l'œuvre. Plus peut-être que ceux de Rahel, c'est le voir, l'analyser, la jeunesse aussi et le tourment de vivre de Hannah Arendt qui éclatent dans les lettres dont elle a composé un choix en seconde partie.

« L'avenir ne vient pas à notre rencontre, n'est pas devant nous, mais nous devons le derrière sur la tête. » Comment ne pas trouver dans cette phrase de Rahel aussi bien une inspiration pour la philosophie politique que le choix au moment de quitter son pays, qu'un cri et un soupir de la femme encore marquée par une passion ?

J. N.

★ RAHEL VARNHAGEN, LA VIE D'UNE JUIVE ALLEMANDE À L'ÉPOQUE DU ROMANTISME, de Hannah Arendt, traduction d'Henri Piat, édition Tierce, 382 p., 135 F.

— La revue *Études phénoménologiques* a récemment publié un numéro spécial sur Hannah Arendt. On y trouve un texte inédit de celle-ci : *Travail, Œuvre, Action* (Ed. Ousia, Bruxelles). Diffusion : Librairie philosophique J. Vrin, 6, place de la Sorbonne, 75005 Paris.



هنا من الأصل

● ESSAIS

## Georges Dumézil répare une « erreur judiciaire »

Homme d'armes, de lettres et d'aventures, le colonel de Polier fut un pionnier de l'orientalisme : longtemps méprisé, le voici enfin réhabilité.

AUCUNE œuvre n'est aussi familière à l'Inde, passée ou présente, que le *Mahābhārata*, la « Grande Geste » des Bhārata. Littérature, bas-reliefs des temples, théâtre, et aujourd'hui cinéma, bandes dessinées et imagerie populaire ne cessent de se référer aux aventures et aux exploits des cinq frères Pāṇḍava, de leur épouse Draupadi et de leur divin allié Krishna.

Cette épopée-fleuve commence à être connue du public français. La mise en scène des épisodes centraux par Peter Brook, la traduction de fragments choisis et présentés par Madeleine Biardeau (1) y ont largement contribué.

Grand connaisseur du texte, Georges Dumézil (2) a entrepris de rééditer le plus ancien résumé qui en ait été publié en langue française. Le projet peut paraître curieux. Il se révèle judicieux, et même émouvant, quand on découvre qu'il s'agit de réhabiliter un travail colonnalisé et la mémoire d'un pionnier... Il y a juste trente ans que Georges Dumézil s'était promis, à Upsal, de réparer cette « erreur judiciaire ».

L'œuvre en question, éditée à Paris en 1809, s'intitule *la Mythologie des Indous*, (sic), « travaillée, dit le sous-titre, par Mme la Chanoinesse de Polier sur des manuscrits authentiques rapportés de l'Inde par feu M. le colonel de Polier, membre de la

*Société asiatique de Calcutta*. Cinq chapitres y sont consacrés à un long et agréable résumé du *Mahābhārata*. Homme d'armes et de lettres tout ensemble, le colonel de Polier avait scrupuleusement recueilli cet abrégé de l'épopée, dans les années 1770-1780, auprès d'un lettré indien, Ramchand (Rāmacandra), qui fut également une source d'informations pour William Jones, l'un des pères de l'indianisme.

### Du faste à la ruine

Or ce témoignage a été ignoré et négligé. Les grandes bibliothèques indianistes, rappelle Georges Dumézil, ne le possèdent pas. Pis : il a été méprisé. L'érudit allemand Adolf Holtzman junior le décrit en 1895 comme un document de quelques pages. Même le beau livre de Raymond Schwab, *la Renaissance orientale* (Payot, 1950), en retraçant l'histoire des découvertes de la philologie occidentale, reconduit les mêmes préjugés.

On pourra désormais juger sur pièces. Ce sont bien trois cents pages, dans l'ensemble exactes et fort lisibles, qui nous sont restituées. Il appartiendra aux spécialistes d'explorer les variantes mineures des récits habituels, dont Georges Dumézil esquisse un tableau.

S'il y a la matière à recherches érudites, la biographie du colonel de Polier fournirait plutôt la trame d'un roman haut en couleur. Quel étonnant personnage on devine ! Né à Lausanne d'une famille de huguenots français chassés par la révocation de l'Édit

de Nantes, il s'embarque pour l'Inde en 1757. Il y arrive l'année suivante. Il a juste dix-sept ans, et y restera trois décennies à servir les Anglais comme les rajahs, passant plusieurs fois de la ruine. Entre deux expéditions militaires, il cherche à s'instruire aux meilleures sources des croyances indiennes. Il fait parvenir au British Museum le texte des Veda. Ce qui ne l'empêche pas d'entretenir un harem, et de mener grand train, entouré d'esclaves...

A son retour, il acquiert une propriété dans les environs de Lausanne pour y installer tous les enfants de ses favorites, et sa cousine chanoinesse qui se pique d'orientalisme. Amoureux d'une jeune femme, il se convertit à la monogamie, la cinquantaine passée, et s'établit en 1792 dans un domaine proche d'Avignon. Les temps sont troubles. Sa table ouverte et sa fortune voyante lui valent d'être assassiné à coups de sabre et de fusil par une troupe de brigands.

A défaut d'épopée, la vie de ce pionnier oublié est à elle seule roman.

ROGER-POL DROIT

★ LE MAHABHARATA ET LE BHAGAVAT DU COLONEL DE POLIER, présenté par Georges Dumézil, Gallimard, 334 p., 90 F.

(1) Éditions GF.  
(2) Voir notamment *Mythe et épopée*, t. I, p. 33-257 (Gallimard, 1968).

Le supplément Radio-Télévision-Communication du Monde, daté 13-14 juillet, publiera un long entretien entre Georges Dumézil et Roger-Pol Droit.

### Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrats octroyés par l'article 49 de la loi du 11-03-57 sur la propriété littéraire. Adresser manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris. Tél : 45 87 08 21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



A Constantinople, Bonneval reçoit Casanova qui s'en souviendra dans ses *Mémoires*. Bonneval ne savait pas qu'il assurait alors sa postérité, et trouverait en Jacques Almira le plus brillant, le plus doué des biographes-romanciers.

Jean Chalon LE FIGARO

Bonneval, qui pourrait n'être qu'un panthéon, mené de désertion en prison, de table de jeu en alcôve et de maître en maître, prend les dimensions d'un héros romanesque... Un homme qui cherche à conserver le goût unique de la liberté.

Pierre Lepoète LE MONDE

## JACQUES ALMIRA



### LA FUITE A CONSTANTINOPLE ou la vie du comte de Bonneval

ROMAN

MERCURE DE FRANCE

## Savant détective

(Suite de la page 17.)

Lisant ces démonstrations vigoureuses et pleines d'humour, on suivrait volontiers Dumézil lorsqu'il affirme que la méthode comparative est « la forme que revêt naturellement, dans les sciences humaines, la méthode expérimentale ».

Loki, le dieu fourbe à l'intelligence bariolée, est un livre qu'on lira ou relira. Car c'est aussi un traité sur quelques formes de l'intelligence humaine, toujours si complexe et ambivalente. Il y est question de la pensée curieuse et hâtive, de la réflexion lente et profonde, du recueillement ou de

l'impulsion, sans oublier les formes de l'inconstance, de l'intrigue et du mensonge. D'autres manières d'être encore, le persiflage, la vulnérabilité, la vanité, sont autant d'aspects décortiqués par un savant qui, depuis plus d'un demi-siècle, tient la plume en multipliant ses savoirs.

MAURICE OLENDER.

★ *LOKI*, de Georges Dumézil, Flammarion, 261 p., 145 F.

— Signalons qu'un « Dialogue entre Georges Dumézil et Michel Foucault » vient de paraître dans les *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 61.

### ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

## Après les batailles

(Suite de la page 17.)

Ensuite, viennent les clivages mieux connus du mouvement antifasciste, du Front populaire. Nouvelle redistribution des cartes à propos de Munich ; et c'est la radicalisation des positions initiales, face à la défaite.

LES sanctions intervenues à la Libération étaient à la mesure du retentissement donné aux faits et gestes de la cléricature. « A-t-on bien fait d'arrêter Sacha Guity ? » Oui, ont répondu 56 % des Français, parmi lesquels, forcément, des « fans » de Faisans un rêve !

Le débat de principe sur la responsabilité du clerc n'est pas près de se clore. Plus on revendique pour lui le droit à l'erreur et à l'impunité, plus il compte pour du beurre et cultive gaiment l'inconséquence. N'importe quel commissaire de police parisien, en cela plus malin que les dirigeants soviétiques, sait qu'en laissant Sartre dire ce qu'il veut devant les usines ou sous les fenêtres du CNPF on affaiblit d'autant le poids de ses propos.

Aux remous de l'après-guerre succède la guerre froide (1947-1956) avec, d'un côté, les compagnons de route d'un Parti communiste assiégé et, de l'autre, une droite intellectuelle en train de se reconstituer, selon son habitude, sous le drapeau de l'apolitisme — fiction que ne tarderont pas à faire voler en éclat les guerres coloniales.

Les affrontements entre intellectuels prendront alors le tour aigu d'une guérilla entre porteurs de valises et amis de plâtriers. Dans le courant des jours, la bataille se limitait plus paisiblement à des pétitions, lesquelles battent tous les records, entre 1958 et 1969 : 488 manifestes recensés dans les seules colonnes du Monde, qui, il est vrai, les attire. Sartre, on s'en doutait, arrive en tête de la « race des signeurs », avec 91 pétitions, suivi de Laurent Schwartz (77), Simone de Beauvoir (72), J.-M. Domenach (69)...

SANS se départir de leur flegme et en évitant l'auto-dénigrement qui a souvent saisi leurs contemporains, Ory et Sirinelli prolongent leur étude jusqu'à l'actualité immédiate : décrochage général par rapport au marxisme, montée de l'intérêt pour des auteurs moins politisés (Lévi-Strauss, Barthes, Lacan, Foucault), curiosité pour le sujet et l'histoire remplacée par l'attention au fonctionnement et aux non-dits du langage, etc.

Les valeurs d'hédonisme et de différence l'emportent sur celles de frugalité et d'appartenance... 1968 n'est pas loin, expliqué par la démographie, la crise du savoir occidental, la montée des incertitudes, le ferment anarchique du désir...

Et maintenant ? Et demain ? Avec un ensemble logique mais symptomatique, les années 80 ont vu disparaître, à quelques mois d'intervalle, Sartre, Aron, Lacan, Barthes, Foucault. Althusser s'est tu. Le trouble est général dans les consciences intellectuelles. Tant d'erreurs accumulées, et plus dissimulées que reconnues, ont rendu caduques, risibles, choquantes, les ambitions civiques de naguère.

Le relatif désengagement à gauche et le relatif réengagement à droite, observables depuis 1981 et confirmés en 1986, ne seraient pas les faits saillants de l'histoire des intellectuels, ces dernières années. Ory et Sirinelli retiennent davantage la perte de prestige des clercs, leur banalisation. Le milieu est décrit et démythifié, désormais, sans plus d'égards qu'un autre. Les stratégies de carrière sont données pour ce qu'elles sont. De nouveau prêtre, l'intellectuel est rabaisé au rôle de simple décideur des usages du progrès, sans plus d'autorité que les vedettes, auxquelles il est convié à se mesurer. Les grands débats de conscience du milieu du siècle ont disparu ; la conscience, peut-être aussi.

La voie est ouverte pour compléter tranquillement un chapitre de notre histoire que déformaient des visions de l'intelligentsia à la fois trop pieuses et trop iconoclastes. Des études ponctuelles devront établir plus strictement si l'intellectuel, ni saint ni sorcier, a pesé sur les événements, ou s'il les a seulement chantés ? Acteur ou spectateur ? Son actual repli est-il passager ou annonce-t-il une éclipse d'influence plus profonde et durable ? Mutation ou crépuscule ?

Nos auteurs parient pour la première hypothèse. Leur optimisme est convaincant car, au lieu d'accabler leurs confrères sous les prophéties ou les anathèmes d'autrefois, ils leur lancent une invite originale : au travail !

★ LES INTELLECTUELS EN FRANCE, DE L'AFFAIRE DREYFUS A NOS JOURS, de Pascal Ory et Jean-François Sirinelli. Armand Colin, 264 p., 88 F.

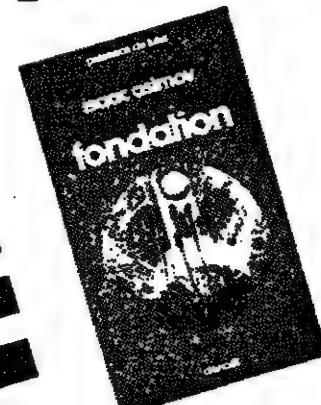
## présence du futur

des  
modernes  
d'hier...

aux "post-modernes" d'aujourd'hui

humanistes  
et  
cyberpunks

denoël





## ● LETTRES ÉTRANGÈRES

Barbara Pym  
ou l'art subtil de l'ironie

La découverte d'une grande méconnue, enfin réhabilitée.

La redécouverte en Angleterre et la traduction en France de l'œuvre de Barbara Pym devraient être un événement équivalent au succès inattendu de Jean Rhys. Depuis Virginia Woolf et Ivy Compton-Burnett, les écrivains totalement anglais se faisaient rares : Jean Rhys avait conservé de ses « West Indies » un parfum exotique et démoniaque. Avec la discrète Barbara Pym, nous voici au cœur de l'Angleterre : villages écologiques, églises anglicanes hantées par de ténébreux pasteurs à marier et par de malicieuses bigotes, ventes de charité où l'on papote et l'on médite et l'on s'épie, salons de thé, bibliothèques, associations universitaires. Et sur tout ce monde, la romancière jette un regard ironique et faussement naïf qui ébranle joyeusement les valeurs les plus solides d'une société sclérosée, un regard impitoyable : celui d'une ethnologue.

Secrétaire de rédaction de la revue *Africa* de l'International African Institute, Barbara Pym n'est jamais partie « sur le terrain ». Elle avait assez de matière à Oxford, à Londres et dans le petit village où elle devait mourir en 1980, enfin réhabilitée. Car elle avait connu une curieuse éclipse. Après avoir publié, entre 1950 et 1961, chez le prestigieux éditeur Jonathan Cape, six romans qui avaient rencontré un succès honorable, notamment *Excellent Women* (1952), elle voit son septième livre, *An Unsuitable Attachment*, refusé. En 1961, Barbara Pym, née le 2 juin 1913, a quarante-huit ans. Elle ressemble de plus en plus à ses personnages. Elle vit avec sa sœur. Elle est célibataire. Comme ses héroïnes, elle s'en accommode à peu près. Pourquoi ce soudain revirement éditorial ?

Le manuscrit refusé qui raconte, avec l'humour et l'émotion qui caractérisent toute son œuvre, le voyage organisé d'une paroisse londonienne à Rome, est pourtant de la même veine que les

précédents. L'éditeur crut probablement que Barbara Pym n'avait pas su prendre le « virage » des années 60. Découragée, ébauchant plusieurs romans inachevés, Barbara Pym propose en 1968 *The Sweet Dove Died*, qui met en scène des homosexuels amis de vieilles filles, roman sublime de charme et de finesse. Elle prend la précaution de se cacher sous un pseudonyme, Tom Crampton (comme le Crampton de *Crampton Hodnet* et surtout comme le



Barbara Pym : une gaieté mordante.

nom complet de son père, Frédéric Crampton Pym) : tentative infructueuse, malgré le succès persistant de ses six premiers titres constamment réimprimés. Contrainte par la maladie d'abandonner son travail, elle s'installe avec sa sœur à Finstock, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Oxford, Oxford où elle avait fait ses études et qui avait été le décor de son tout premier roman, alors inédit, *Crampton Hodnet*.

C'est en 1975 qu'elle rencontre le poète et romancier Philip Larkin, qui va jouer un rôle détermi-

nant dans sa réhabilitation. Ils correspondaient depuis quinze ans. Mais il faudra attendre 1977 pour qu'un article bouleverse, dans le bon sens cette fois-ci, la vie de Barbara Pym. Son nom est le seul à être cité deux fois au cours d'une enquête concernant les écrivains sous-estimés.

Tiens, c'est vrai, se demandent-ils alors, qu'est devenue Barbara Pym ? Un éditeur lui écrit. Elle a un manuscrit tout prêt à lui donner, *Quartet in Autumn*, qui est peut-être son chef-d'œuvre. « Quatuor d'automne », qui est l'amitié de quatre employés de bureau prenant leur retraite, l'un après l'autre. C'est probablement le livre qui se ressent le plus de ces années noires, le seul où l'on ne rit pas toutes les demi-pages, où souvent les yeux s'embuent de larmes, mais où passe, une fois encore, son art exceptionnel de la tendresse ironique.

Le succès retrouvé, malgré la maladie qui la ronge, Barbara Pym a le temps, avant sa mort, le 11 janvier 1980, d'achever un ultime roman, *A Few Green Leaves*, qui paraîtra à titre posthume et où elle tient une sorte de chronique de sa vie à la campagne, renouant avec la gaieté mordante de ses premiers livres.

Une ethnologue  
de la petite-bourgeoisie

Dans *Crampton Hodnet*, que publie aujourd'hui les éditions Fayard, l'un des personnages est un jeune et séduisant pasteur qui vient d'être nommé à Oxford. Il s'installe chez une septuagénaire débordante de vie qui a une dame de compagnie, Miss Morrow, vieille fille de trente-six ans. Miss Morrow, qui trouve le pasteur trop beau pour qu'elle le croie quand il la demande en mariage, considère avec une lucidité blasée tous les événements auxquels elle est mêlée.

Deux autres couples essaient vainement de se former. Celui d'un père de famille, professeur d'université adulé, et de son étudiante, la brillante Barbara Bird, double de la romancière. Et celui, encore plus improbable, de la fille du professeur et d'un jeune aristocrate arriviste. A la fin de l'été, la femme du professeur soignera avec ravissement les deux amants éconduits : son mari, qui n'aura pas pu franchir la Manche avec son élève studieuse, et sa fille, tristement plaquée par son fiancé.

En dehors d'Ivy Compton-Burnett, je ne vois personne qui ait traduit avec autant de délicatesse et de dévotion la vie quotidienne et sentimentale de la petite-bourgeoisie. Mais, si la première, dans ses interminables dialogues qui constituaient la structure abstraite de ses romans, créait un monde de purs esprits, la seconde souligne toujours les contradictions de personnages constamment préoccupés de leur vie matérielle, de leur métier frustrant, d'un train-train à sauvegarder et que viendrait dangereusement déranger une passion trop violente. Solitaires sans véritable égoïsme, petits sans véritable mesquinerie, ses héros sont ridicules mais touchants.

Personne n'a décrit comme Barbara Pym un intérieur anglais, un mode de vie anglais. Un seul roman de Pym vaut bien un an en Angleterre. Une fois le livre refermé, on n'a qu'une envie : se précipiter sur le premier ferry. Il y a dans ses romans un incomparable effet de réel et une absence totale de prétention qui situe paradoxalement son œuvre au sommet de la littérature.

RENÉ DE CECCATTY.

★ **CRAMPTON HODNET**, de Barbara Pym, traduit de l'anglais par Bernard Turle. Fayard, 282 p., 89 F.

Signalons la parution de la première biographie (remarquablement documentée) de Barbara Pym, par Robert Emmet Long (Ungar, New-York, 256 p., 16,95 \$, ou Lorrimer, Londres).

## TROIS DAMES ANGLAISES

La perversité  
de Muriel Spark

Une romancière qui prend le thé avec l'ange du bizarre.

« Il reste bien des choses à accomplir — et plus de chaos encore à organiser. » Cette petite phrase énigmatique que prononce l'un de ses personnages pourrait servir d'exergue à la plupart des romans de Muriel Spark. Car c'est au désordre du désir, aux perturbations du sens commun, qu'elle se consacre avec une précision allégorique. Muriel Spark est une intime de l'ange du bizarre, à qui elle offre, mine de rien, le thé dans un salon banal.

Qu'y a-t-il donc sous le lisse des apparences pour soudain les rendre inquiétantes ? Qu'est-ce qui se cache d'obscur dans les simples vies inoffensives ? Muriel Spark écrit des histoires rapides, plaisantes, qui sont autant de pièges : on croit lire un aimable roman, fut-il comme ceux de Jane Austen, et, comme eux, dévolus aux charmes sournois de la psychologie, et l'on se retrouve dans un monde qui a basculé, où la claire raison est remplacée par des ombres remuantes, et où, pourtant, la vie continue comme si de rien n'était. Autant dire que Spark fait partie des grands faiseurs de trouble, mais avec l'élégance de ceux pour qui l'oblique est le plus court chemin d'un point à un autre.

On publie aujourd'hui cinq de ses romans, deux inédits en France — *Ne pas déranger* et *Une serre sur l'East River*, et trois rééditions... Cinq livres qui se sont succédés avec régularité sur quinze ans, de 1958 (pour le premier, *Memento mori*) à 1973 (pour *Une serre sur l'East River*), et qu'il est particulièrement excitant de lire dans leur ordre chronologique. Chacun apparaît en effet comme une pièce d'un puzzle, mais une pièce qui serait par elle-même déjà un puzzle, aussi achevé que possible.

Le « mystère  
du déraisonnable »

Chez Muriel Spark, c'est le plus souvent un groupe, et non un seul personnage, qui est le héros de l'histoire. De l'histoire, ou plutôt de la mise en scène d'une attente. Peu d'événements, sinon l'intervention de la mort. Les vieillards de *Memento mori* reçoivent tous, régulièrement, un coup de fil qui leur enjoint de se rappeler qu'ils doivent mourir, ce qui ne les empêche pas de continuer à

vaquer à leurs occupations. Les « demoiselles de petite fortune », jeunes pensionnaires d'un club londonien qui les héberge à la fin de la guerre, s'affairent à leurs amours. Un incendie ravagera le club, l'une d'elles mourra, l'un de leurs admirateurs, devenu missionnaire, sera « martyrisé pour sa foi ». Rien de plus : un sujet de conversation, l'occasion de souve-

Dialogues sautillants, récit entraînant des petits riens, une comédie frivole. Seulement, seulement, ces histoires gracieuses où tout semble effectivement pris à la légère sont minées. Qui donc téléphone aux vieillards ? Pourquoi le cynique admirateur de la jeune beauté du club londonien est-il devenu prêtre ? Là, c'est au lecteur de jouer. A lui de s'engager dans ce miroitement où le trompe-l'œil du réalisme intègre l'opacité de l'« absurde », sans commentaire, sans précaution, le « mystère du déraisonnable » vient rayonner à la surface des vies ordinaires, et, pourtant, elles restent ordinaires.

La lecture se fait enquête, le récit se fait suspense : que s'est-il passé dans la tête de Sandy, l'une des élèves favorites de la délicate Miss Brodie, pour qu'elle finisse par la trahir et la faire renvoyer de son poste ? On se croyait dans un de ces adorables romans de collage, et voici la mécanique qui grince : l'adolescente est perfide, l'institutrice dévouée bien compliquée ; tout se dénoue et se retourne. On pourrait dire de Muriel Spark qu'elle porte au roman traditionnel un amour « qui ressemble assez à celui que le chat éprouve pour les oiseaux » : elle en raffole pour l'affoler, nous affoler.

Le lecteur détective, arrivé au terme de ses investigations psychologiques, bute sur un ultime « pourquoi ». Car qu'est-ce qui peut, en dernière instance, expliquer le mal, et la souffrance ? Muriel Spark, anglo-écossaise, élevée dans le protestantisme, s'est convertie au catholicisme, et travaille depuis longtemps sur le Livre de Job, que, entre parenthèses, elle considère comme un pauvre imbécile ! C'est ce qui était au cœur de son roman publié l'an passé, *L'Ultime Problème*. De façon plus générale, elle s'intéresse à l'étrangeté même de l'aveuglement des humains devant ce dont ils sont composés, mais elle n'en tire aucune leçon.

Elle n'est pas très forte en catéchisme, Spark la catholique anarchiste, anticléricale, et l'on pourrait même la soupçonner d'aimer tout particulièrement les ruses du diable.

Cauchemar  
climatisé

Ce qui apparaît de plus en plus nettement au fil de ses œuvres, c'est que le décalage des premiers romans, cette réalité un peu torpue sur laquelle le lecteur s'agace, fait place lentement à un univers totalement loufoque, dégingé, mais qui n'en reste pas moins parfaitement correct. Avec *Ne pas déranger* et *Une serre sur l'East River*, on pénètre dans un délire d'autant plus contagieux qu'il se donne les allures d'un procès-verbal. On n'est plus dans le soupçon, mais dans un cauchemar climatisé, une vision proprement infernale qui reste sèche, nerveuse, et, pis encore, franchement amusante.

Muriel Spark devient alors la magnifique ordonnatrice d'hallucinantes cérémonies : celles-ci ne sont autres que la ritualisation de cette ignorance de nos pouvoirs et de notre impuissance qui nous fait vivre, agités et broutillés, jusqu'à la mort obligée, et pourtant toujours surprenante. Spark décline, à sa façon, les *Possédés*. Avec une force d'autant plus saisissante que c'est la noirceur de l'humour qui, chez elle, est l'équivalent de nos ténèbres. Cette grande excentrique, comme le sont souvent les Anglais en rupture, a la perversité souveraine de ceux pour qui rien n'est plus beau, plus infini, que la chute de l'homme : car c'est elle qui a fait naître la diversité, et le sourire.

EVELYNE PIELLER.

★ **UNE SERRE SUR L'EAST RIVER**, de Muriel Spark, traduit de l'anglais par P. Mikriamson, Fayard, 191 p., 85 F.

★ **NE PAS DÉRANGER**, de Muriel Spark, traduit de l'anglais par J.-B. Blandinier, Fayard, 127 p., 69 F.

— Rééditions chez Laffont, dans les collections « Classiques Pavillons » de *MEMENTO MORI*, 278 p., 45 F ; *LE BEL AGE DE MISS BRODIE*, 203 p., 39 F ; *LES DEMOISELLES DE PETITE FORTUNE*, 180 p., 39 F (traductions de M. Paz, revues par M.-L. Hleaux).

SIMENON  
+  
PATRICIA  
HIGHSMITH  
=  
MICHEL GRISOLIA

« Michel Grisolia a eu pour auteur de chevet Simenon, moins le père de Maigret que le créateur d'« atmosphères ». Il donne la parole à 62 ans, sauve de la médiocrité par l'attachement excessif qu'elle porte à son neveu... On baigne dans un climat de perversité en démentie caractérisant les meilleurs ouvrages de Patricia Highsmith. »  
Noëlle Lariot, *L'Express*.

« Une tendresse et une justesse de ton incomparables. »  
Marie-Claire.

« Une histoire d'amour, insolite et poignante, et un roman comme on en fait peu. »  
Madame Figaro.

J.C. LATTES

## Tant qu'il y aura des bébés...

RIEN ne va plus outre-Manche. Le chômage, la drogue, la violence tiennent le haut du pavé. Des criminels il y en a toujours eu, bien sûr, mais hier, de vieilles demoiselles, la Miss Silver d'Agatha Christie, la Miss Silver de Patricia Wentworth, les envoyaient à la potence. Aujourd'hui, la police ne peut plus compter sur personne, pas même sur les auteurs de polars qui préfèrent l'angoisse à l'enquête, la psychologie aux indices, qui se soucient moins de nous poser une énigme que de nous en faire voir de toutes les couleurs.

Et avec Ruth Rendell, on est gâté. Renonçant aux loyaux services de l'inspecteur Wexford qui lui inspire pourtant une quinzaine de best-sellers (1), elle se lance dans le kidnapping. Elle y entraîne une romancière à succès qui, désespérée par la mort de son petit garçon, persécutée par une mère folle, cède à la tentation de prendre, ou d'accepter, « Un enfant pour un autre ». Faut-il condamner le crime ou applaudir le sauvetage ? Saluer l'aubaine qui arrache au ruisseau cette graine de délinquant pour l'insérer dans une nursery modèle ? Ici règne encore l'ordre ancien qu'a

détruit le « swinging London ». Maintenant, Londres ne swingue plus, il mûrit d'une main, charpente de l'autre, exaspéré par un insatiable besoin de consommer, par le souvenir d'un art de vivre disparu mais dont quelques vestiges subsistent, plantés là, face aux taudis des banlieues.

## Court-circuit

Un pied dans chaque camp, Miss Rendell avance vers l'inevitable court-circuit qu'elle excelle à retarder. Les personnages se croisent, se frottent, se heurtent parfois sans se reconnaître. On tremble à l'idée que la justice pourrait triompher et l'héroïne abandonner la bonne cause pour suivre le droit chemin qui reconduirait l'innocent en enfer. L'heure n'est plus aux principes. Tous les coups sont permis lorsque l'amour vient décaler la légitime défense, l'amour du prochain, la défense du semblable évidemment.

Si l'auteur ne crie pas « L'Angleterre aux Anglais ! », c'est qu'il ne reste pas assez de compatriotes pour assurer la relève et plus grand-chose non plus à lui transmettre. La civilisation s'éteindra donc, faute

d'héritage autant que d'héritiers. Place aux nouveaux venus, à ces gens qui ne sont pas nés en Angleterre et qui, avec l'autisme inconscient des éponges, assimilent des réactions typiquement britanniques, comme la curiosité froide... ou l'horreur des scènes en public ». Mais ne vous fiez pas à ce vernis conformiste. Un rien le fendille et révèle des étreintes et vides par la vie de tout sentiment humain ». A quoi se raccrocher sinon au sourire radieux du bébé qu'embrasse la découverte de la tendresse, du langage, de la culture ?

On n'y résiste pas. On en oublie le pessimisme menaçant de Ruth Rendell dont l'immense talent nous subjugue. Puisse-t-elle demain renverser la vapeur et nous conter l'histoire d'un pauvre petit riche, libéré par d'audacieux prolos de sa condition de gentleman !

GABRIELLE ROUIN.

★ **UN ENFANT POUR UN AUTRE**, de Ruth Rendell, traduit de l'anglais par Philippe Noble, Calmann-Lévy, 272 p., 39 F.

(1) Aux éditions du Masque : *Un amour important* ; *Le Lac des tombes* ; *Le Maître de la lande*.







## REPÈRES

## Automobile : recul de la pénétration étrangère sur le marché français en juin

Selon la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles, les immatriculations de juin confirment le redressement observé sur le marché français depuis deux mois. Avec 151 244 immatriculations, la progression est de 6,5 % par rapport à juin 1985 et de 4,6 % pour le premier semestre 1986 par rapport à celui de 1985. Les marques françaises se sont bien comportées (+ 10,6 % en juin), entraînant un recul de la pénétration étrangère (31,4 %, contre 36,9 % en mai). Ce taux de pénétration reste cependant de 36,5 % sur le premier semestre (contre 36,6 % sur l'ensemble de 1985). La progression française est due essentiellement à Renault (+ 27,5 % en juin), qui atteint 35,2 % du marché (et 30,8 % sur six mois, contre 28,7 % en 1985) grâce à la R21 (10,6 % des immatriculations en juin) et à la Supercin (10,7 %). PSA, après un mois de mai maussade (30 %), représente 33,4 % des immatriculations (32,8 % pour le semestre, dont 21,3 % pour Peugeot et 11,5 % pour Citroën, contre 34,70 % en 1985). La 205 Peugeot reprend la tête des immatriculations (12,4 %), alors que la 309 Peugeot, neuf mois après son lancement, n'atteint que 4,4 %.

## Gaz : les réserves mondiales ont triplé depuis 1970

Depuis 1970, les découvertes ont multiplié par trois les réserves prouvées de gaz naturel, qui dépassent désormais celles du pétrole brut. Selon le Centre international d'information sur le gaz naturel (CIEDIGAZ), ces réserves atteignent, au 1<sup>er</sup> janvier 1986, quelque 97 749 milliards de mètres cubes, soit 97,7 milliards de tonnes d'équivalent pétrole, contre 96,3 milliards de tonnes pour le pétrole. Situées pour la plus grande part en Europe orientale (41 %) et notamment en URSS, ainsi que dans les pays de l'OPEP (34 %), elles représentent cinquante et une années de production en moyenne.

## BANQUES

## Les Rothschild dans la course à la privatisation

Quinze jours après France-Développement (Franded), animée par M. Pierre Moussa, ancien PDG de Paribas, une seconde société d'investissement fermée (SICAF), dont l'objet est, également, d'acquiescer des titres de sociétés à privatiser, va être introduite au second marché de la Bourse de Paris. Il s'agit de Saint-Honoré Matignon, créée par MM. Bernard Esambert et David de Rothschild, qui dirigent, respectivement, la Compagnie financière d'Edmond de Rothschild et P.O. Banque, la nouvelle incarnation des « cousins ». Elle a levé 750 millions de francs d'argent frais auprès de personnes physiques (18,4 %), d'entreprises (27 %), de non-résidents (12,10 %) et d'investisseurs institutionnels (42,5 %), compagnies d'assurance, caisses de retraite, mutuelles).

Parmi les administrateurs, outre les fondateurs, on trouve M. Michel Baroin, président de la Caisse mutuelle des fonctionnaires, Bernard Darty, François Giscard d'Estaing, président d'American Express France, Pierre Bergé, président d'Yves Saint Laurent, Guy du Saillant, président de l'American

International Group, et Jean-Paul Mouzin, président de l'AGIR. L'introduction au second marché a pour objectif de mettre à la disposition du public 7 % du capital de Saint-Honoré Matignon, s'ajoutant aux 18 % déjà placés auprès de personnes physiques, au prix de 255 F par action de 250 F nominal, dont la valeur en Bourse, au 26 juin 1986, était de 250,07 F. Il faut dire que le portefeuille de cette SICAF est, dans l'immédiat, investi en valeur « d'attente » : billets de trésorerie et emprunts d'Etat, à l'exception de quelques lignes en certificats d'investissement de la BNP, du Crédit lyonnais et de Pechiney.

Aucun actionnaire ne détient plus de 5 % du capital, la part des étrangers étant limitée à 15 %.

Ce qui nous intéresse, ont déclaré MM. Esambert et David de Rothschild, ce sont surtout les compagnies d'assurance, les compagnies financières, bien qu'aucun secteur ne soit, a priori, exclus. Saint-Honoré Matignon n'est pas un instrument spéculatif. Au surplus, en raison des règles strictes imposées par l'ordonnance du 2 novembre 1945 qui régit les SICAF, notam-

## SOCIAL

## Les conséquences de la suppression de l'autorisation de licenciement

Patronat et syndicats ont évoqué, le mercredi 9 juillet, dans deux réunions différentes, les conséquences de la suppression de l'autorisation de licenciement. Tandis que le CNPF, la CGPME et les cinq confédérations s'entendent sur un calendrier de négociations interprofessionnelles, la Fédération nationale des travaux publics (patronale) entrait évan-

tage dans le vif du sujet à travers un « protocole » prévoyant une série de discussions sur « l'adaptation de l'emploi et les garanties accordées aux salariés », la formation et les qualifications, le premier chapitre touchant les délais et les procédures en cas de suppressions d'emplois devant être entamé dès le 23 juillet. Cette hâte qui a amené la FNTP à faire

certaines concessions - à concrétiser - aux syndicats n'est pas sans lien avec les querelles internes du patronat : la FNTP, dont le président, M. Jean-Louis Girat, appuie M. Yves Chotard, ex-président de la commission sociale du CNPF, dans son combat contre M. Gattax, souhaite afficher un succès avant le CNPF.

## Le patronat et les syndicats ont adopté un programme de négociations

Le patronat a un peu entr'ouvert la porte : mercredi 9 juillet, CNPF, CGPME et les cinq centrales syndicales se sont mis d'accord sur un programme de négociations sur les conséquences de la suppression de l'autorisation de licenciement. Cinq thèmes seront abordés les 23 septembre, 6 et 20 octobre : la procédure de consultation et d'information des salariés (et notamment le rôle des institutions représentatives du personnel) et les délais ; le plan social (préparation et contenu) ; les mesures d'accompagnement ; la vérification de la procédure ; enfin l'articulation entre l'accord interprofessionnel et les accords de branche.

Bien que le patronat n'ait fait aucune réponse sur le fond aux syndicats, qui souhaitent un dispositif

plus avantageux que les règles actuelles, le climat, comme le soulignait la CGC, a été moins négatif qu'on ne pouvait le craindre. M. Pierre Guillen (UJMM), qui conduisait la délégation patronale a affirmé sa volonté de « ne pas avoir une vision étroite de la loi » et la nécessité de « minorer au maximum le nombre de licenciements et d'en atténuer les conséquences pour les salariés ».

D'autre part, le patronat a admis qu'il y avait une « inégalité de traitement » au détriment des salariés des petites entreprises, qui n'ont pas d'institutions représentatives du personnel et ne peuvent pas accéder à certains bénéfices du Fonds national de l'emploi - un point souligné par toutes les confédérations ouvrières, mais il refuse une identité de procédures.

Autre point délicat : le contrôle des procédures. La CGT, FO et la CFDT souhaitent qu'il soit exercé par l'administration (la CGC pensant plutôt aux commissions paritaires de l'emploi ou à des commissions tripartites). M. Guillen a dit que les possibilités étaient « ouvertes ». Mais le patronat refuse tout ce qui risquerait le contrôle a priori par l'administration du licenciement. Or la plupart des syndicats souhaitent que le contrôle permette de bloquer un licenciement qui ne serait pas conforme à la procédure ou qu'un recours suspensif puisse être exercé, voire que puisse être appréciée la réalité du motif économique du licenciement.

FRANÇOIS RENARD.

## ENTREPRISES

## Concentration aérienne aux Etats-Unis

Le département américain des transports a donné, le mercredi 9 juillet, son accord de principe à la vente d'Eastern Airlines à Texas Air pour le prix de 800 millions de dollars. L'opération devrait permettre la création de la plus grande compagnie aérienne aux Etats-Unis. L'accord définitif du département est cependant soumis à des clauses antimonopoles qui devront être mises au point avant la fusion. Le gouvernement met en avant, notamment, les risques que fait peser cette fusion sur la desserte du nord-est des Etats-Unis, à savoir le couloir aérien Boston-New-York-Washington. Texas Air a déjà racheté Continental Airlines et se propose d'acquiescer, en outre, People Express. - (AFP.)

Etats-Unis : OPA de Dart Group sur Safeway Stores

La société de commerce de détail Dart Group Corp. a lancé mercredi 9 juillet une offre publique d'achat sur Safeway Stores Inc., une des premières chaînes de supermarchés aux Etats-Unis. Dart Group possède 5,9 % du capital de Safeway et propose le rachat du reste des titres au prix de 58 dollars pièce, soit 3,6 milliards de dollars en tout. Safeway, qui a réalisé en 1985 un chiffre d'affaires de 19,7 milliards de dollars et un bénéfice de 231,3 millions de dollars, se propose de répondre à la demande de 22 juillet et a demandé à ses actionnaires de ne pas répondre à l'OPA de Dart Group jusqu'à cette date. Le chiffre d'affaires de Dart Group, qui est contrôlé par une famille de Washington, les Haft, a été de 97,8 millions de dollars en 1985, avec un bénéfice de 9,9 millions de dollars.

Buitoni-France : prochaine augmentation de capital

Buitoni-France, qui a racheté en mai dernier, pour 340 millions de francs, 70 % du capital de Davigel, devrait prochainement faire appel au marché pour augmenter son capital et assurer ainsi son futur développement. Davigel, qui a réalisé en 1985 un chiffre d'affaires de 1,34 milliard de francs et un bénéfice net de 10,4 millions, est en cours de restructuration et le groupe Buitoni procédera à la suppression de son capital de 100 millions de francs qui sera entièrement souscrite. Le chiffre d'affaires prévisionnel de Davigel en 1986 est de 1,65 milliard de francs et son bénéfice devrait largement pro-

gresser. Davigel devrait servir de pôle de développement européen à Buitoni dans le secteur des surgelés.

Total boycotté par le mouvement antipartheid

Le mouvement antipartheid français a annoncé qu'il lancerait le 11 octobre prochain, à l'occasion de la journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques, un appel au boycott des stations-services de Total, afin d'obtenir le désengagement de la compagnie française d'Afrique du Sud, où elle a de nombreuses activités. Le mouvement accuse notamment Total d'aider l'Afrique du Sud à contourner l'embargo pétrolier des pays de l'OPEP et des Nations unies « en lui fournissant du carburant et en l'aidant à réduire sa dépendance ».

La première banque japonaise s'installe au Luxembourg

La Dai-ichi Kangyo Bank (DKB), la plus importante banque commerciale japonaise, a annoncé son installation au Luxembourg via la création d'une filiale à 100 %, la Dai-ichi Kangyo Bank (Luxembourg) SA. Celle-ci pourra exercer la gamme complète des services financiers permise dans ce pays sous forme, notamment, de financements à court et à long terme mais aussi toute une série d'activités interdites aux banques commerciales au Japon, telles que la souscription d'émissions d'actions organisées sur le marché luxembourgeois, l'investissement en valeurs mobilières ou encore la gestion de portefeuille et de fonds d'investissement.

## Un protocole sur l'emploi dans les travaux publics

La négociation contractuelle dans la branche des travaux publics a fait un pas significatif le mercredi 9 juillet. La version définitive du « protocole d'intentions communes » proposée par la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) est signée par la CGC et a obtenu l'accord de principe de FO et de la CFDT, sous réserve d'une réflexion de huit jours. La CFDT, même si elle est satisfaite des améliorations apportées, attend que les intentions se soient traduites concrètement. La CGT, de son côté, persiste dans son attitude de refus, mais participera aux discussions sur la base de ses propositions. Ce protocole d'intentions, dont l'élaboration a commencé le 4 juin dernier, précise l'ensemble des objectifs à atteindre pour la négociation future, en matière d'embauche et de licenciements d'une part, de formation des jeunes, d'autre part.

L'attitude positive de FO et de la CFDT, et l'intérêt de la CFDT, tout à fait inattendus, s'expliquent par la volonté affirmée dans le protocole d'engager des négociations au cours du premier semestre 1987 sur les classifications, les qualifications et donc les rémunérations. Ils s'expliquent également par le choix d'inciter les entreprises à la formation de vingt mille jeunes, sans négliger pour autant l'emploi des salariés plus âgés et la recherche de dispositions spécifiques de préretraite pour ceux qui exercent les métiers pénibles : est prévu un contrat de formation en alternance « amélioré » spécifique à la branche, intitulé « contrat d'insertion professionnelle et qualifiante (IPQTP) », à l'issue duquel sera délivré « une attestation de compétence faisant le bilan des acquis professionnels ». La rémunération sera incitative, et le contrat durera au moins un an, et devra logiquement conduire à un contrat à durée indéterminée. Des mesures visant à développer les formules d'intéressement et de participation sont également prévues, à la satisfaction de la CFDT.

M. Jean-Pierre Lafond, chef de la délégation de la FNTP, a montré sa volonté de parvenir à un accord, en proposant un texte qui se rapproche de la logique des syndicats, ceux-ci désirant que l'on se préoccupe d'abord du développement de l'emploi (« formation, qualification, reclassement, mutation, reconversion »), avant de combler le vide juridique ouvert par la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. La FNTP a de plus

F. K.

Reprise d'activité aux ARCT. - Après treize mois d'occupation, 212 employés des Ateliers roennais de construction textiles (ARCT) ont décidé, mardi 8 juillet, à l'appel de la CGT, d'évacuer les ateliers, pour permettre une reprise d'activité et la création de 50 emplois avant trois mois, dans la maintenance et le service après-vente et pour une petite unité de fabrication de composants. Les 50 salariés concernés seront choisis en fonction de leur qualification, selon le reprenneur, M. Terrat, PDG d'IC-ABCF. L'occupation des locaux sociaux de l'entreprise continue : la CGT veut poursuivre des négociations avec les pouvoirs publics pour obtenir un plan social aux 650 ex-salariés des ARCT.

## LA TAILLE CRITIQUE ET LA CRITIQUE DE LA TAILLE AINSI QUE DE QUELQUES AUTRES CRITÈRES D'APPRECIATION DANS LA PROFESSION DE CONSEIL EN RECRUTEMENT

Le conseil en recrutement en France est l'une des professions les plus atomisées puisque l'on ne dénombre pas moins de 750 cabinets parmi lesquels plusieurs grands groupes et de nombreuses petites officines, quelques sociétés établies de longue date et des cabinets nés il y a trois mois, des annonceurs français d'exposés publicitaires et des chasseurs de têtes, des généralistes qui recrutent dans tous les secteurs économiques et des spécialistes de marchés étroits et, enfin, critère de classification bien français, des Parisiens et des provinciaux. Ces différentes oppositions, pour usuelles qu'elles apparaissent, ne sont cependant et sûrement pas pertinentes à une époque où le métier devient plus professionnel et où il ne suffit plus de vanter des avantages mais où il devient nécessaire de prouver que l'on dispose des moyens techniques et humains qui justifient l'argumentation. Être le plus gros, cela n'est pas un gage de compétence, être le plus moderne ne garantit pas l'efficacité, être le plus spécialisé n'assure pas le succès quand on doit reconnaître la valeur de la mobilité inter-sectorielle, être chasseur pur et dur conduit parfois à laisser échapper des opportunités insoupçonnées, être trop parisien consiste à faire l'impasse sur toute la richesse de nos provinces, mais aussi sur ce qu'une approche internationale offre de nouveau dans des situations de plus en plus fréquentes.

L'évolution de PA, numéro un du conseil en recrutement en Europe, est à ces différents points de vue exemplaire. PA conseil en recrutement est actif depuis vingt-cinq ans en France est implanté aujourd'hui dans sept villes : Paris, Lyon, Lille, Nantes, Strasbourg, Toulouse et Aix-en-Provence. Des départements spécialisés ont été développés pour les recrutements internationaux, la recherche de spécialistes en technologie avancée et la sélection de cadres pour les banques et les assurances. Les consultants de ces départements, par leur origine et la formation permanente qu'ils suivent, apportent réellement une expertise particulière dans chacun de ces domaines. Dans le monde, PA Consulting Group se compte pas moins de 77 bureaux répartis sur 22 pays et emploie 2 300 personnes.

En ce qui concerne les méthodes de recherche mises en œuvre pour satisfaire les besoins en recrutement de ses clients, PA a définitivement rangé les offres d'emploi et le contact direct, parmi les techniques auxquelles on peut faire appel alternativement en fonction de la particularité de chaque nouveau problème posé, ou qui peuvent être associées si la bonne fin d'une opération le justifie. Le centre serveur, qui donne aux candidats potentiels la possibilité d'écouler par l'intermédiaire du Minitel l'ensemble des offres disponibles à un moment donné, est un mode de communication nouveau qui justifie un marketing réaliste et non pas triomphant. En effet, et c'est peut-être là que se fait aujourd'hui la différence - significative celle-ci - entre ceux qui promettent beaucoup, mais promettent seulement, et ceux qui investissent dans le développement pour construire en permanence et avec obstination le professionnalisme qui mène au succès.

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RÉPUBLIQUE DU ZAIRE DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE OFFICE DES ROUTES

## Appel d'offres n° OR SGMTP/007CA/85

La République du Zaïre a obtenu un prêt de la Caisse Centrale de Coopération Économique de la France en vue de financer le renouvellement du matériel d'entretien routier à l'Office des Routes.

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES  
L'Office des Routes met en adjudication en trois lots la fourniture du matériel d'entretien routier suivant :  
LOT 1 : - 23 camions citernes à eau 6m³.  
- 26 camions-citernes à carburant 600l.  
- 6 camions-citernes à eau 10m³.  
- 10 camions-citernes à carburant 1000l.  
LOT 2 : - 15 tracteurs à pneus  
- 7 tracteurs à roues à roues fixes.  
LOT 3 : - 24 camionnettes-ambulances.

2. ÉLIGIBILITÉ  
- Seul dérogation acceptée d'un commun accord entre la France et le Zaïre, ne peuvent être admis à participer aux adjudications, appel d'offres et marchés organisés ou conduits par l'adjudication des travaux ou la fourniture des biens et services nécessaires à l'exécution du PROJET que les entreprises ou prestataires de services ayant, d'une part, leur siège social ou leur domicile en France ou au Zaïre, et dont, d'autre part, le capital est détenu et la direction effective assurée par des ressortissants Zaïrois ou des ressortissants Français, à l'exclusion de ressortissants de pays tiers.

- Les matériels, fournitures, matériaux et services fournis dans ce cadre doivent être d'origine et en provenance d'un pays de la zone franc ou du Zaïre. Des dérogations pourront toutefois être apportées à cette règle en cas de nécessité reconnue par le PRIETEUR.

- Ces soumissionnaires doivent apporter la preuve qu'ils ont un représentant installé au Zaïre, qu'ils disposent sur place d'un atelier de réparation parfaitement équipé au point de vue outillage de réparation, qu'ils disposent d'une main-d'œuvre qualifiée et en quantité suffisante, qu'ils ont déjà fourni du matériel d'entretien routier en Afrique dans les dernières années, qu'ils sont capables, à tout moment, de déléguer un ingénieur afin d'assurer un dépannage urgent dans n'importe quelle région du Zaïre.

3. ACHAT DU DOSSIER  
Le dossier de cahier spécial des charges de cet appel d'offres peut être obtenu :  
- auprès du département du SGMTP de l'Office des Routes - (B.P. 16299 Kinshasa I, République du Zaïre), au numéro Boboto (ex. Poste-Louise) à Kinshasa-Kinshasa, contre paiement d'une somme de 2.100.000, au contre-versement de cette même somme au compte n° 0122-451, ouvert au nom du SGMTP - Office des Routes, auprès de la banque de Kinshasa ; Tél. : 21327 ORTFD 2L.

- Soit auprès de l'Office français de Coopération pour les Chemins de Fer et les Matériels d'Équipement OCFEMAT dans ses bureaux contre paiement d'une somme de 200 US dollars à l'adresse suivante :  
OCFEMAT  
38, rue de la Bruyère  
75009 PARIS  
Tél. : 01 47 20 56 06 F

4. REMISE ET OUVERTURE DES OFFRES  
Les offres doivent parvenir sous double pli fermé au secrétariat permanent du Conseil des Adjudications de l'Office des Routes, boîte postale 10.959 à Kinshasa I avant le 10 septembre à 10 heures, date et heure auxquelles il sera procédé, en séance publique, à l'ouverture des offres. L'enveloppe extérieure ne portera que l'adresse de l'Office des Routes avec la mention : Soumission pour la fourniture de matériel d'entretien routier relative au cahier spécial des charges n° OR/SGMTP/007CA/85.

5. LIEU DE LIVRAISON  
La livraison se fera aux centres SGMTP de l'Office des Routes où se feront la réception de tous les matériels.

مكتبة الامم المتحدة

Polémique sur les tarifs d'énergie

PREMIER PARIS DU TEVERS







## CONJONCTURE

L'ANNÉE 1986 SELON L'INSEE

## Après avoir explosé au premier semestre, la consommation des ménages va se ralentir fortement

La France importera moins au second semestre 1986 qu'au premier. En revanche, elle exportera nettement plus. Ces variations d'un semestre sur l'autre sont la caractéristique principale de la note de conjoncture de l'INSEE sur « la situation et les perspectives de l'économie française » publiée ce jeudi 10 juillet. Au vu des résultats des cinq premiers mois de l'année, l'Institut de conjoncture a été amené à préciser, sans pour autant s'écarter, ses prévisions de mai dernier (le Monde du 14 mai). Il se montre cependant moins optimiste sur des points essentiels.

L'INSEE confirme que l'on devrait s'attendre à une nette reprise de la demande mondiale au second semestre, mais doute que notre appareil de production soit en mesure de s'adapter à cette demande, « aussi bien quantitativement que qualitativement ». Le talon d'Achille de l'économie française restera donc le solde de ses échanges de biens manufacturés, dont l'excédent s'est réduit ces deux derniers mois à un niveau encore inférieur à celui qu'il avait pu connaître en 1982. Les experts de l'Institut de conjoncture estiment que la forte augmentation du pouvoir d'achat des ménages (+ 2,4 % en revenu disponible au cours des six premiers mois) a provoqué une

## Forte amélioration des résultats des entreprises

Finale, par rapport à 1985, l'excédent de nos échanges industriels diminuerait de 24 milliards de francs, malgré la reprise de la demande mondiale et la forte poussée des importations allemandes. Sur la base d'un dollar à 7,20 francs en moyenne et d'un baril de pétrole à 18,4 dollars, la facture énergétique se réduirait de 75 milliards de francs par rapport à 1985 (une réduction qui pourrait même être de l'ordre de 82 milliards si le prix du baril se stabilisait à 15 dollars). Ce gain massif permettrait de dégager un solde positif de 17 milliards de francs sur notre balance commerciale, soit

10 milliards de moins que ce qui était prévu par l'INSEE en mai.

La baisse des coûts de la consommation intermédiaire des entreprises (facilitée par la baisse du dollar et du prix du pétrole) permettra une nouvelle amélioration des résultats des entreprises qui retrouveront une situation comparable à celle qu'elles connaissaient avant le premier choc pétrolier, c'est-à-dire en 1970. Malgré la nécessaire poursuite de l'assainissement des bilans, l'investissement progresserait de 3 %, soit un point de plus que ce qui était prévu en mai.

Les prix à la consommation augmenteraient de 1 % au premier semestre et de 1,8 % au second semestre (en admettant que les prix des services ne soient pas libérés avant janvier 1987), et le pouvoir d'achat des ménages progresserait de 2,9 %. Mais il s'agit là aussi d'une progression très contrastée. Après le gain de 2,4 % en glissement au premier semestre, on assisterait à un recul de 0,3 % au cours des six derniers mois, en raison d'un net recul, en fin d'année, de l'augmenta-

tion des salaires et de la légère remontée des prix de détail.

La consommation des ménages suivrait ce mouvement, avec une croissance assez vive pendant les six premiers mois (+ 1,7 % en glissement) suivie d'une stagnation au troisième trimestre et d'une légère reprise au quatrième (+ 0,5 %). C'est la reprise des exportations qui permettrait une croissance du PIB marchand de 2,3 % en moyenne annuelle (0,9 % au premier semestre et 1,2 % au second).

Aussi bien, et même en incluant les effets du dispositif de l'emploi des jeunes, on doit s'attendre à une diminution d'environ 40 000 des emplois salariés en 1986. Le chômage continuera de toucher en priorité des femmes de vingt-cinq à quarante-neuf ans et s'augmentera de 150 000 à 200 000 personnes dans l'année, à moins que des mesures spécifiques viennent ralentir cette progression. Mais de cela, les conjoncturistes ne sont pas encore avertis.

FRANÇOIS SIMON.

## Deux versements en 1987 pour le prélèvement social de 0,4 %

En 1987, les contribuables risquent de payer deux fois la contribution de 0,4 % sur le revenu déclaré pour financer le déficit du régime général de Sécurité sociale (le Monde du 2 juillet). M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, a confirmé, mardi 8 juillet, devant l'Association des journalistes économiques et financiers, que le prélèvement portant sur les revenus de 1985 serait perçu seulement en 1987 avec le premier tiers provisionnel des impôts : l'administration fiscale estime, en effet, impossible de le percevoir avant la fin de 1986, le traitement informatique des feuilles d'impôt étant déjà commencé, il aurait fallu établir des rôles spéciaux, solution écartée parce que coûteuse et compliquée.

Les personnes non imposées,

celles dont l'impôt n'est pas recouvré parce que trop faible, et celles qui le paient en une seule fois (sans tiers provisionnel), en raison de son montant réduit, ne paieront pas ce prélèvement du début 1987. En revanche, les exonérations spécifiques accordées par M. Jacques Delors en 1984 pour le 1 % (chômeurs, handicapés, etc.) ne seront pas maintenues. La direction générale des impôts estime qu'elles ont été source de complication excessives et d'erreurs.

Le second prélèvement - portant sur les revenus de 1986 - sera sans doute perçu dans le courant de 1987, peut-être en fin d'année, avec le solde de l'impôt ordinaire : il semble politiquement délicat de le renvoyer au début de 1988, trois mois avant l'élection présidentielle.

## TRANSPORTS

## La Commission européenne fait la chasse aux ententes entre compagnies aériennes

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - La Commission européenne vient d'adresser des lettres à dix compagnies aériennes de la Communauté leur enjoignant de mettre fin aux arrangements qu'elles pratiquent toutes - sous des formes diverses - avec leurs concurrents, en ce qui concerne les tarifs et la répartition du marché. Les destinataires sont Air France, Sabena, Air Lingus, British Airways, British Caledonian, KLM, Alitalia, Olympic Airways, Lufthansa, SAS.

Cette démarche de la Commission est la suite logique de l'arrêt rendu par la Cour européenne de justice au début du mois de mai par lequel le tribunal indiquait que de tels arrangements, en l'absence d'une réglementation commune des transports aériens, étaient contraires aux règles de la concurrence énoncées dans le traité de Rome.

Les lettres décrivent et dénoncent dans le détail les arrangements existants et les raisons pour lesquelles ils sont considérés comme illégaux. Les compagnies disposent de deux mois pour faire valoir leurs observations et se mettre en règle. A l'issue de ce délai, si rien n'est fait, la Commis-

sion devrait alors adresser un « avis motivé » aux gouvernements dont dépendent les compagnies incriminées. Après cette mise en demeure, s'il n'y a toujours pas d'effort, il lui appartient de saisir la Cour européenne de justice. C'est là une procédure par étapes suffisamment longue pour donner du temps aux gouvernements de se ressaisir.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

## LE TRAFIC EST REDEVENU NORMAL A AIR FRANCE

Selon les syndicats d'Air France, la grève du mercredi 9 juillet a été suivie à 65-70 %, mais selon la direction, ce pourcentage n'a pas dépassé 40 %. La compagnie a pu assurer les quatorze vols prévus et le trafic était redevenu normal jeudi 10 juillet : « Nous ne faisons pas grève pour gêner les passagers. Nous marquons sans doute un temps d'arrêt pendant les vacances pour reprendre nos mouvements d'automne », a déclaré M. Robert Génoves, responsable FO d'Air France, le syndicat le plus important.

Pour sa part, la compagnie charter privée Air France, qui va concurrencer Air France sur la Réunion, a fait savoir qu'elle allait faire mieux que ce que lui impose son cahier des charges. « Cet hiver, nous devons, selon le cahier des charges, effectuer trois vols par semaine vers la Réunion, pour participer au transport lors des périodes de pointe. En fait, nous allons en avoir cinq », a indiqué M. Freund, président de la compagnie charter.

« Conflit Air Afrique : le tribunal d'Abidjan avait raison. - La première chambre de la cour d'appel de Paris a déclaré, le mercredi 9 juillet, opposable en France, l'arrêt rendu le 18 janvier 1983 par la cour d'appel d'Abidjan, qui prononçait la résiliation judiciaire des contrats de travail liant la compagnie Air Afrique à cinquante-six pilotes et mécaniciens. A la suite d'une grève du personnel navigant, jugée illégale en Côte d'Ivoire, cinquante-six personnes avaient été licenciées. Cinquante-deux avaient alors saisi la justice française, estimant que la décision de la justice ivoirienne était inapplicable en France. Le 7 février 1986, le tribunal de grande instance de Paris, dans un jugement de référé, leur avait donné raison, déclarant « impossible en France, entre les cinquante-deux demandeurs et la société Air Afrique, l'arrêt de la cour d'Abidjan ». La cour de Paris a donc prononcé l'annulation de ce jugement (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet).

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 9 juillet ↑

Nette reprise : + 0,94 %

La Bourse de Paris est nettement repartie de l'avant en séance officielle, le 9 juillet, accentuant le gain de 0,87 % obtenu à l'issue des cotations du matin. Au son de cloche final, l'indicateur instantané progressait ainsi de 0,94 % dans un marché moyennement actif.

Parmi les valeurs enregistrant les plus fortes hausses, on notait Fives-Lille (+ 7 %), Schneider, Raffinage distribution, de même que L'Oréal, Printemps, Carrefour et Source Parier. Le titre Générale de fonderie était réservé à la hausse. Quant aux replis les plus notables, ils concernaient Saint-Louis-Bouillon, Bie, Moulinex, ainsi que Roussel-Uclaf, Penaroya et ELF-Aquitaine.

Au tour de la corbeille, les opérateurs se montraient satisfaits devant la bonne résistance du marché. Certains allaient même jusqu'à prédire une nouvelle explosion à la hausse, avant la liquidation du 24 juillet. Il est vrai que Paris a quelque peu surpris les investisseurs ce 9 juillet.

Alors que New-York avait enregistré la veille un second repli certain, la Bourse de la capitale est restée insensible à l'onde de choc américaine. « Il n'y a pas de vendeur », observait un professionnel. « Le marché est assaini, les positions spéculatives se sont réduites : l'activité est prête à repartir à la première nouvelle favorable », poursuivait-il.

Sur le marché obligataire, les cours reculaient d'une variation, avant de se reprendre légèrement. Au MATIF, l'échéance de mars 1987 gagnait 0,08 %, à 112,95. 3 184 contrats étaient traités.

Lingot : 78 450 F (+ 500);

napoléon : 520 F (+ 61).

NEW-YORK, 9 juillet ↑

La baisse stoppée

La tendance s'est raffermie le 9 juillet à Wall Street, dans un marché moyennement actif où 142,88 millions de titres ont été échangés, contre 174,06 millions la veille. Après avoir fluctué irrégulièrement, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles s'est finalement ressaisi en fin de séance, gagnant 5,35 points, à 1 826,07. 1 012 titres s'inscrivaient en hausse et 532 en baisse. 420 sont restés inchangés.

Autour du Big Board, les analystes estiment qu'une demande sélective se justifiait le 9 juillet, sans certaines valeurs avaient choisi depuis le début de la semaine. L'optimisme n'est cependant pas revenu à Wall Street, les inquiétudes relatives à la croissance économique freinant l'activité. Les observateurs estiment déjà que les rapports du second trimestre que publieront les entreprises dans les quinze prochains jours vont redéfinir la faiblesse de l'économie. Si certains continuent de croire à une baisse imminente du taux d'escompte, il est peu probable que le marché récupère rapidement ses pertes des 7 et 8 juillet.

Parmi les valeurs les mieux orientées figuraient American Brands (+ 7 3/4, à 102 1/4), Safeway Stores (+ 4 1/2, à 58 1/8) et Upjohn (+ 3 5/8, à 90 1/4).

VALEURS	Cours du 8 juillet	Cours du 9 juillet
Alpe	36 7/8	36 7/8
A.T.T.	24 5/8	24 1/2
Banque	61 5/8	62 1/2
Chem. Manhattan Bank	42 1/4	41 3/8
De la For. de Hennes	78 1/4	78 1/8
Genève Féd.	55 3/4	56 1/2
Enron	60	60
Gen. Elec.	51 3/4	51 3/4
General Motors	75 3/8	75 3/8
Goldman	31 7/8	32 1/8
I.L.I.	144 3/8	144 1/4
L.T.T.	53 3/8	54 1/4
Mobil Oil	30 1/2	30 1/4
Pine	68 3/8	68 3/8
Schlaumberger	33 5/8	34 1/8
Tecum	30	30
U.S. Steel	51 1/4	49 1/2
Union Carbide	22 3/4	23 3/8
U.S. Steel	20 1/8	19 7/8
Westinghouse	48 3/4	50 1/4
Xerox Corp.	59 7/8	59 1/2

## CHANGES

PARIS

Dollar : 6,97 F ↓

Sur des marchés des changes très incertains, le dollar a évolué en dents de scie, au gré de rumeurs, notamment celle d'une diminution du taux d'escompte américain demandée par la Maison Blanche.

FRANCOFON 9 juillet 10 juillet  
Dollar (en DM) ... 2,1675

TOKYO 9 juillet 10 juillet  
Dollar (en yen) ... 199,75

MARCHÉ MONÉTAIRE  
(effets privés)

Paris (10 juillet) ... 7 5/16 %  
New-York (9 juillet) ... 6 3/4 %

## INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

8 juillet 9 juillet  
Valeurs françaises ... 139,3 141,3  
Valeurs étrangères ... 104,4 104

C\* des agents de change  
(base 100 : 31 déc. 1981)  
Indice général ... 366,1 368,2

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

Industrielles ... 1 826,72 1 826,07

LONDRES

(indice Financial Times)

Industrielles ... 1 317,7 1 331,5

Mines d'or ... 197,3 202,4

Fonds d'Etat ... 98,89 98,66

TOKYO

8 juillet 9 juillet

Nikkei Dow Jones 17 734,3 17 586,1

Indice général ... 1 368,63 1 354,47

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 9 juillet  
Nombre de contrats : 3 426

COURS	—	Juillet 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier ...	—	110,35	111,36	112,15	112,15
Précédent ...	—	110,25	111,65	112,35	112,50

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

C\* BANCAIRE : HAUSSE DES OPÉRATIONS NOUVELLES. - Les sociétés du groupe de la Compagnie bancaire ont réalisé, pendant le premier semestre 1986, une augmentation de 14 % de leurs opérations nouvelles en crédits et crédits-bail par rapport à la période comparative de 1985, pour s'établir à 21,8 milliards de francs. L'encours global s'élevait à 109 milliards au 30 juin dernier, soit 10 % de plus que le montant enregistré un an plus tôt.

LA SFEC SIMPLANTE EN GRANDE-BRETAGNE. - La Société française d'extrusion et de calandrage, dont les actions sont cotées au second marché de la Bourse de Nancy, s'implante en Grande-Bretagne en prenant le contrôle de la branche plastique de la société de distribution britannique DWK. Le coût de cette opération, légèrement supérieur à 2 millions de livres, sera financé par une émission d'obligations remboursables en actions.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ haut	Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.	
SE-IL	6,9690	6,9720	+ 32	+ 24	+ 35	+ 68	+ 120	+ 200
SE-IL	5,8237	5,8295	- 79	- 32	- 139	- 96	- 404	- 311
Yen (100)	4,3429	4,3474	+ 89	+ 113	+ 190	+ 217	+ 238	+ 297
DM	3,2853	3,2882	+ 66	+ 85	+ 126	+ 157	+ 371	+ 428
Franc	2,8479	2,8494	+ 23	+ 33	+ 49	+ 67	+ 173	+ 217
F.S. (100)	15,5871	15,6008	+ 43	+ 28	+ 61	+ 64	+ 115	+ 238
F.S.	3,9392	3,9341	+ 76	+ 100	+ 162	+ 194	+ 426	+ 398
L (1 000)	4,6717	4,6768	- 195	- 148	- 373	- 310	- 1830	- 312
L (1 000)	10,6661	10,6776	- 389	- 235	- 553	- 446	- 1464	- 1274

## TAUX DES EUROMONNAIES

	3 M.	6 M.	9 M.	12 M.	18 M.	24 M.	36 M.	48 M.	60 M.
SE-IL ...	6 3/4	7	6 3/4	6 7/8	6 11/16	6 13/16	6 5/8	6 3/4	6 3/4
DM ...	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 9/16	4 11/16	4 11/16
Franc ...	4 1/4	6 1/2	6 1/8	6 1/4	5 15/16	6 1/16	5 11/16	5 13/16	5 13/16
F.S. (100) ...	7	8	7 1/8	7 3/8	7 1/16	7 3/8	6 7/8	7 1/4	7 1/4
L (1 000) ...	9 1/2	2	4 5/8	4 3/4	4 5/8	4 3/4	4 11/16	4 13/16	4 13/16
L (1 000) ...	9	11	10 3/8	10 1/4	10 1/8	10 1/8	9 13/16	9 15/16	9 15/16
F. franc ...	7	7 1/2	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8	7 3/16	7 7/16	7 7/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## ÉVOLUTIONS EN VOLUMES (aux prix 1970)

	1 <sup>er</sup> sem. 1986 en glissement	2 <sup>e</sup> sem. 1986 en glissement	Moyenne annuelle (1)
Ressources de la nation			
• PIB marchand	1	1	2,3
• Importations	3,2	1,7	4,3
Emploi de ces ressources			
• Consommation des ménages	1,7	0,4	2,9
• Investissement des entreprises	2,4	0,9	5,3 (2)
• Demande intérieure	2,2	0,8	5,6
• Exportations	-3,0	5,5	-0,3

## POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES

	1 <sup>er</sup> sem. 1986 en glissement	2 <sup>e</sup> sem. 1986 en glissement	Moyenne annuelle (1)
Masses salariales nettes	1,9	-1,4	0,9
Autres revenus nets	3,1	-0,6	1,1
Prestations sociales	3,1	-0,2	1,1
Impôts	5,4	-2,2	-0,1
Revenu disponible	2,4	-0,3	2,9

(1) Le taux de croissance en moyenne annuelle ne résulte pas de la simple addition des résultats en glissement des deux semestres. Le résultat en moyenne est en effet influencé par la tendance enregistrée à la fin de l'année précédente.

(2) Ce chiffre est calculé en francs constants au prix de l'année 1970. Il est compatible avec l'évolution de 3 % indiquée dans l'article et qui est évaluée au prix de l'année précédente.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le chiffre d'affaires HT de l'exercice 1985-1986, clos le 30 juin 1986, a évolué comme suit :

	4 <sup>e</sup> trimestre		Total exercice 1985-1986	
	Montant en MF	Variation	Montant en MF	Variation
FRANCE	69	+ 57 %	333	+ 53 %
EXPORT	8	+ 19 %	40	+ 48 %
TOTAL	77	+ 51 %	373	+ 52 %

Les variations donnent les comparaisons aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

L'écart favorable de chiffre d'affaires constaté par rapport à celui annoncé lors de l'introduction en Bourse en février 1986 (pour mémoire 340 MF) provient de performances supérieures aux prévisions réalisées par les nouveaux produits.

Presque tous les secteurs ont progressé au cours de l'exercice et la croissance a été plus particulièrement significative pour les produits Foyers fermés et surtout les tapis.

## EXERCICE

1985

## LES RÉSULTATS DES TROIS SOCIÉTÉS

(GAN Incendie Accidents - GAN Vie - GAN Capitalisation)

Comme l'année dernière, le communiqué publié le 15 mai, à l'issue du Conseil d'Administration, avait annoncé les comptes annuels, le résultat net cumulé des 3 Compagnies du GAN s'élevait à 699 0 millions de F (5,3 % des annuels en augmentation de 19 %).

Ce résultat se décompose en 449 3 millions de F pour le GAN Vie, 225 millions de F pour le GAN Incendie Accidents et 224 millions de F pour le GAN Capitalisation. Le chiffre d'affaires cumulé est en augmentation de 8,3 %.

Le résultat net traduit notamment une forte progression du résultat d'exploitation qui passe de 101,1 millions de F à 140,2 millions de F, soit + 38,6 %.

## LES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GAN

Le chiffre d'affaires consolidé (premières émissions brutes et revalorisations) des 3 sociétés du GAN et de leurs filiales

s'élève à 17,1 milliards de F en augmentation de 7,6 %. Les opérations à l'étranger, à l'origine du fort développement de 1984 et qui représentaient maintenant 10 % du chiffre d'affaires, ont freiné l'évolution en 1985, notamment en raison de la vaine poursuite des négociations avec la Banque d'Abidjan.

Au cours des deux dernières années le chiffre d'affaires consolidé du GAN a plus que doublé. Le bénéfice net consolidé du groupe s'élève à 701 millions de F contre 330,9 millions de F en 1984.

## LE DIVIDENDE

Le dividende à répartir sur 850 000 actions de la Société Centrale du GAN, représentera la somme de 105 400 000 F.

Le dividende par action (au nominal actuel de 370 F) sera ainsi de 124 F, auxquels s'ajoutera l'impôt payé d'avance au Trésor de 62 F, en progression de 31,7 % par rapport à l'année précédente.

A l'issue des assemblées générales ordinaires, le Collège s'est réuni en assemblée générale extraordinaire de la Société Centrale du GAN. Celle-ci a décidé la division par 10 des actions de la société. Les 850 000 actions autorisées de 370 F se trouveront donc devenir 8 500 000 au nominal de 37 F. La Chambre Syndicale des Agents de Change fera paraître un avis dans les prochains jours à la suite de la décision de la justice française, estimant que la décision de la justice ivoirienne était inapplicable en France. Le 7 février 1986, le tribunal de grande instance de Paris, dans un jugement de référé, leur avait donné raison, déclarant « impossible en France, entre les cinquante-deux demandeurs et la société Air Afrique, l'arrêt de la cour d'Abidjan ». La cour de Paris a donc prononcé l'annulation de ce jugement (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet).

مكتبة ابن رشد







# Le Monde

TERMINANT SA VISITE EN URSS

## M. Mitterrand a fait un vif éloge de M. Gorbatchev

De notre envoyé spécial

Moscou. — M. Mitterrand a terminé sa visite officielle à Moscou, ce jeudi matin 10 juillet, par une conférence de presse au cours de laquelle il a notamment exprimé son « sentiment » qu'un sommet américano-soviétique aurait lieu cette année. « Ce sommet est désiré de part et d'autre », a dit le président de la République, qui s'était entretenu la semaine dernière avec M. Reagan à New-York; mais « il est mis en question de part et d'autre, car il faut qu'il y ait un résultat, c'est là l'obstacle ». Un peu plus tard, parlant de l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Mitterrand a affirmé qu'elle constituait « l'obstacle majeur », mais que cet obstacle n'était pas « rédhibitoire ».

Précisant qu'il n'était pas venu à Moscou pour conclure des traités séparés avec l'URSS, mais pour avoir des conversations, le président de la République a conclu sa conférence de presse en affirmant : « Tout a été dit très à fond, clairement. Nous sommes les alliés de nos alliés. Nous ne faisons pas cavaliers seuls. Il a ensuite insisté sur l'originalité de la France et sur ses liens historiques avec l'URSS. « Mais la position diplomatique de la France est la même après ce voyage qu'avant. La France n'a pas changé de case ».

Après avoir, le président de la République, fait dresser un portrait positif de M. Gorbatchev. Le secré-

taire général lui apparaît comme un « homme de son temps, moderne (...) qui prend les problèmes comme ils sont ». Le souci de M. Gorbatchev de mettre constamment l'accent sur la détente « paraît réel », au président de la République, qui ne veut pas « vivre dans un monde d'arrière-pensées ». « Je crois que l'URSS veut ramasser ses forces pour faire face à la crise économique », a ajouté M. Mitterrand, qui a terminé ce portrait en affirmant : « Le pari pris de M. Gorbatchev n'est pas celui de l'armement ».

Le président de la République n'a pas caché que ces entretiens n'auraient que peu de résultats concrets à court terme. « Il y a encore beaucoup à faire sur le bilatéral, notamment les relations commerciales », a-t-il dit. Cela se comprend, puisque les deux délégations se sont livrées à une « guerre des statistiques », les Français affirmant enregistrer un déficit de leurs échanges avec l'URSS, et les Soviétiques prétendant l'inverse.

Un progrès pourrait en revanche être enregistré à la conférence sur le désarmement en Europe (CDE) à Stockholm. M. Mitterrand a cependant exclu que la France puisse conclure un accord avec l'URSS à propos des armements conventionnels. « La proposition soviétique est très intéressante, mais il n'y aura pas de négociations séparées franco-soviétiques; nous appartenons à une alliance militaire », a dit le président.

sorties avec M<sup>me</sup> Gorbatchev pour l'entretien de plusieurs dossiers dont elle avait été saisie.

Hors conférence de presse, mais de bonne source, on devait encore apprendre que plusieurs sujets importants n'avaient pas été ou avaient été à peine abordés : le Liban, le Tchad, l'Afrique du Sud, la Pologne, la bombe à neutrons, le terrorisme, ce que M. Mitterrand a confirmé jeudi matin, mais sans autre détail. Autre sujet qui n'a même pas été soulevé par M. Gorbatchev, sans doute à cause de son aspect purement propagandiste, peu compatible avec le sérieux des entretiens, son projet de dissolution des blocs militaires.

### « Ouverture »

sur le Proche-Orient

Au cours de sa conférence de presse, M. Mitterrand a également abordé le problème de l'Afghanistan, du conflit du Proche-Orient, et a évoqué la catastrophe de Tchernobyl. C'est bien sûr le président de la République qui a soulevé la question afghane dans ses entretiens, sans grand succès semble-t-il, puisque M. Gorbatchev s'est pratiquement contenté d'imputer aux Etats-Unis l'échec des négociations pakistano-afghanes en cours sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU. Cette réponse n'a guère dû rassurer M. Mitterrand, qui avait cru déceler il y a quelques mois une évolution positive de la position soviétique. Mais l'URSS se refuse depuis à toute concession sur la question cruciale de l'établissement d'un calendrier pour le retrait de ses troupes.

A propos du Proche-Orient, M. Mitterrand a fait état d'un certain « ouverture » soviétique. Tout en maintenant son projet de conférence internationale, Moscou n'exclut plus aujourd'hui l'intervention d'une manière ou d'une autre, du Conseil de sécurité. Les membres permanents pourraient en particulier participer à un comité préparatoire chargé de mettre sur pied une conférence internationale. Quant au rétablissement des relations diplomatiques entre Moscou et Jérusalem, ce n'est manifestement pas pour demain, même si M. Gorbatchev n'écarter pas cette éventualité.

### La situation à Tchernobyl

L'accident de Tchernobyl a été évoqué sous deux angles par M. Gorbatchev. D'abord sous l'aspect politique, le secrétaire gé-

### Droits de l'homme

L'autre temps fort de la conférence de presse de M. Mitterrand a été constitué par les droits de l'homme. Comme on lui demandait s'il avait évoqué le cas de M. Sakharov au cours de ses conversations avec M. Gorbatchev, M. Mitterrand a répondu : « J'ai reçu Helena Bonner à l'Elysée. Ce seul geste suffit à dire que j'ai fait il y a deux ans en faveur de Sakharov reste malheureusement actuel. Quelle est la meilleure méthode? J'ai tenu vos conseils. Il ne s'agit pas de prendre à rebrousse-poil les autorités dont dépend le sort de Sakharov. Le président de la République a précisé également que M. Jean-Bernard Raimond, le ministre des affaires étrangères, avait remis à M. Chevardnadze une liste de vingt cas particulièrement inquiétants, et qu'une liste supplémentaire comprenant quatre cents noms avait été également remise aux autorités soviétiques.

On sait d'autre part que M. Mitterrand a profité de ses nombreuses

### DÉSAVOUÉE PAR SON ÉLECTORAT DANS UN SONDAGE

La direction du Parti communiste n'aime pas du tout le dernier sondage politique en date de la SOFRES. Il est vrai que cette enquête (le Monde du 10 juillet) se penche tout particulièrement sur l'électorat du PCF et renvoie à la direction du parti une image qu'elle se refuse catégoriquement à regarder, notamment depuis les élections législatives du 16 mars. Il est compréhensible que cette fois-ci, les contours étant si nets, elle lui fasse très mal aux yeux. Cette direction a donc réagi comme il convenait à ce que l'on qualifie généralement dans le vocabulaire communiste d'« agression haineuse » de « basse opération politicienne conduite de longue

date » ou d'autres petits chefs-d'œuvre de la langue de bois réservée aux initiés.

Dès le mercredi 9 juillet, le bureau de presse du PCF a expédié, avec une étonnante rapidité, un communiqué dénonçant « une opération de plus » qui n'était qu'une « manipulation destinée à brouiller l'action et les objectifs des communistes ». Sur le fond du sondage lui-même, rien. Sinon une succession d'affirmations du type de celles que les dirigeants du PCF assènent, semaine après semaine, sur « les progrès attestés par les élections partielles, les adhésions, les retraites de signataires de la pétition pour le monde » (réclamant un congrès extraordinaire). Le relais a été pris, ce jeudi, par l'Humanité.

L'organe central du parti ne consacre pas moins de trois articles de son édition à la critique du « sondage basurruche » : un éditorial du rédacteur en chef, Claude Cabanes, un article « technique » écrit par le journaliste spécialisé dans la dénonciation de ce qu'il appelle toutes les menées anti-communistes, particulièrement celles du Monde, et un compte rendu du passage, la veille sur Europe 1, de M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central, intitulé « Sondage intox ».

**LATREILLE**  
saldes d'été  
DERNIERS JOURS  
62 r. St-André-des-Arts. 6<sup>e</sup>  
Tél. 43.29.44.10  
Parking adjacent à nos magasins

### Sur le vif

## Thermomètre

Furax, Marchais, hors de lui ! Moi aussi. Ils se foutent de nous dans les sondages. Est-ce que le SOFRES l'a interrogé, lui, pour lui demander s'il était pour ou contre son propre maintien à la tête du PCF ? Jamais de la vie. C'était pourtant la moindre des choses. Parce qu'enfin, quel intérêt ça présente de savoir que 56 % des cocos veulent qu'il se taise si lui veut pas ?

Moi, c'est pareil. BVA connaît pas. Ils sont d'une désinvolture ! Ils auraient quand même pu me demander mon avis sur mon Jaquet et mon Mimi. Pensez-vous ! Qui c'est d'abord ces mille boules blanches qui se pointent tous les huit jours, au pied de mon lit pour m'indiquer la température de ma passion : L3, dans la semaine du 13 au 19 juin, tu faisais un petit 46 degrés pour Chirac et un gros 54 degrés pour Mitterrand. D'où ils sortent, ces gens-là ?

Aujourd'hui, dans l'Humanité, ils gueulent comme des ânes : « Oualis, c'est pas normal, sur les mille personnes sondées par cette gure, cette tricheuse de SOFRES, il n'y avait que

soixante-treize communistes. Je voudrais bien qu'on m'explique comment ils peuvent le savoir. J'ai demandé à mes copains du service politique, ils m'ont dit : ils peuvent pas, ils écrivent n'importe quoi. En effet ! Soixante-treize, moi, ça me paraît beaucoup. Les cocos, ça court plus les rues. Même si vous arrivez à en dénicher un et à le coincer sous une porte cochère : Ta carte du parti, tu me la sors, oui ? C'est pas forcé qu'il ait sur lui ou qu'il ose vous le montrer.

Moi, si. Ma carte verte, je l'ai quand dans un an, mais je peux vous montrer ma carte orange et je suis sûr de la trouver. Je suis tous les matins à 8 h 40 sur le quel du mètre Chausse-d'Artois. Alors qu'est-ce que vous attendez pour me demander comment je l'aime mon Mimi. Un peu, beaucoup, passionnément, à la folie, pas du tout ? Plus ou moins que de Gaulle ? Sur canapé à l'Elysée ou en velours côtelé à Latché ? Ah ! c'est vrai, j'oublie, vous le savez déjà. C'est marqué dans Paris-Match.

CLAUDE SARRAUTE.

### LA « BAVURE » DE LA RUE DE MOGADOR

## M. Pasqua évoque « de prétendus témoignages »

La gauche ne pouvait manquer l'occasion d'avoir en face d'elle à l'Assemblée nationale le ministre de l'intérieur, dont elle critique tant la politique policière, et cela quatre jours après le drame de la rue de Mogador. Le mercredi 9 juillet, avant que ne s'ouvre le débat sur l'immigration, M. Pierre Joxe a donc demandé à son successeur place Beauvau de « s'expliquer ».

M. Charles Pasqua refusa. M. Guy Ducloux, député communiste des Hauts-de-Seine, revint à la charge en demandant : « Comment se fait-il que quelques heures après ce drame, le directeur du cabinet du préfet de police démissionnaire ait pu faire une déclaration dans laquelle il présentait comme un dangereux récidiviste un jeune homme qui n'a été condamné que pour infraction au code de la route ? ». Le ministre de l'intérieur resta toujours coi, soutenu dans son silence par M. Claude Labbé, député RPR des Hauts-de-Seine, et par M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, qui refusait « ces fausses interprétations ».

Mais quand vint son tour de monter à la tribune pour présenter son projet de loi, le ministre de l'intérieur commença par donner son sentiment sur les événements de la semaine dernière. Il souligna que « le drame de la rue de Mogador est une enquête judiciaire d'un automobiliste fuyard a coïncidé, à quelques heures près, avec l'assassinat d'un jeune gendarme auxiliaire ». Sur l'affaire de la rue de Mogador, il précisa : « J'ai été atterré, scandalisé par la présentation unilatérale que les grands moyens de communication ont faite de ce drame dans la journée de samedi », évoquant même « de prétendus témoignages ». C'est pourquoi, expliqua-t-il, « j'ai demandé au directeur de cabinet du préfet de

faire une mise au point ». Se faisant menaçant, le ministre de l'intérieur précisa : « Si l'enquête établit que Gilles Burgois a agi en situation de légitime défense, je prendrai toutes dispositions pour que ce jeune gardien de la paix soit défendu et réhabilité. A l'inverse, s'il est prouvé que Gilles Burgois a ouvert le feu de manière inconsidérée, je n'hésiterai pas à le sanctionner ».

M. Pasqua souligna également que « depuis dix ans, quatre-vingt-deux policiers ont été tués en service commandé ». Il regretta qu'« on se laisse trop souvent aller à critiquer les forces de police alors qu'elles agissent dans un milieu le plus souvent hostile ». Puis, rappelant qu'en 1982 et 1984 à Lyon, à Chambéry, à Creil, « les forces de police avaient ouvert le feu au motif de légitime défense alors que des témoins s'étaient exprimés dans un sens différent », M. Pasqua affirma : « Jamais l'opposition d'ailleurs n'a cherché à exploiter ces incidents ».

Mais le ministre de l'intérieur rendit les socialistes responsables de la situation, leur reprochant d'avoir trop fait appel à des compagnies de CRS pour suppléer le manque d'effectif des policiers à Paris. Il déclara en effet : « L'affaire de la rue de Mogador renforce ma conviction que l'insuffisance des effectifs a conduit le gouvernement précédent à employer les forces disponibles dans de mauvaises conditions et au préjudice de la formation des personnels de police ».

La polémique, bien entendu, s'effaça à l'annonce de l'attentat qui de Guevres contre la brigade de répression du banditisme. C'est unanimement que les députés, à la demande du président de séance, observèrent une minute de silence à la mémoire des victimes.

Th. B.

### Le PS appelle « à plus de raison »

Le bureau exécutif du PS a publié, le mercredi 9 juillet, un communiqué indiquant notamment :

« Les déclarations excessives de M. Pasqua et P. André, le déploiement spectaculaire mais superficiel des forces de l'ordre, la multiplication des contrôles policiers apparaissent à l'évidence comme sans effet sur le terrorisme et le banditisme (...)

Par contre, les déclarations visant à faire croire que dans la répression « tous les moyens sont bons », que les policiers seront par principe « couverts » et que les hauts fonctionnaires doivent sur ordre travestir la vérité, commencent à avoir des effets néfastes (...).

Face à la situation qui se développe, le Parti socialiste se garde de toute exploitation politique mais

appelle à plus de raison. En effet, il ne veut pas qu'un fossé se creuse entre la population et la police, car la très grande majorité des policiers entend continuer à assurer sa tâche de service public dans des conditions dignes d'un Etat démocratique.

Le Parti socialiste partage le souci légitime des Français qui sont poursuivis une lutte sérieuse contre l'insécurité, mais il rappelle que cette lutte ne peut être que longue et ne doit entraîner à aucun prix une régression du droit et des libertés.

Une lutte efficace contre l'insécurité suppose d'une part la poursuite des efforts de modernisation de la police et de formation des policiers et d'autre part une politique permanente de prévention.

Le procès Verdigione en Italie. — Une peine de six ans de prison a été requise, le mercredi 9 juillet, contre le psychanalyste italien Armando Verdigione par le procureur, devant le tribunal de Milan, où le père de la « troisième renaissance » comparait notamment sous l'accusation d'extorsion de fonds.

« Si l'analyste est malhonnête, a notamment observé le procureur

M. Giovanni Carrazz, il peut exploiter la vie, les ressources affectives, sexuelles et économiques de son client ».

Il a insisté sur le cas du dentiste Michele Calderoni, qui fut conduit à investir quelque 200 millions de lires (1 million de francs français) dans les œuvres du psychanalyste.

M. Verdigione s'est refusé à tout commentaire. — (AFP.)

### En Israël

## SIX MORTS LORS D'UN AFFRONTEMENT AVEC UN COMMANDO VENU PAR MER

Jérusalem. — Quatre membres d'un commando arabe et deux soldats israéliens ont été tués, ce jeudi 10 juillet, au cours d'une tentative de débarquement au nord d'Israël. Neuf soldats israéliens ont été blessés lors de l'assaut qui s'est produit sur une plage du sud du Liban, à un kilomètre de la frontière. Un bateau israélien avait repéré le commando se dirigeant vers la côte dans un canot pneumatique. — (Reuters.)

### La querelle des brevets sur le SIDA

## UN TRIBUNAL AMÉRICAIN REJETTE LA PLAINTE DE L'INSTITUT PASTEUR

New-York (UPI). — Un tribunal fédéral de New-York a rejeté la plainte déposée par l'Institut Pasteur de Paris contre le gouvernement de l'Etat-Unis à propos de la découverte du virus du SIDA. Les équipes pastorales, revendiquant la priorité de cette découverte, contestaient l'attribution d'un brevet pour les tests de dépistage à l'Institut national de la santé américaine, brevet attribué aux travaux de professeur Robert Gallo.

[Selon la direction de l'Institut Pasteur, il s'agit d'une simple étape dans une longue procédure. Les Français font appel et se déclarent « sûrs de gagner ». Ils entendent poursuivre leur action jusqu'au bout, à moins qu'une négociation puisse, entre-temps, la rendre obsolète.]

● Rudolf Hess hospitalisé à Berlin-Ouest. — L'ancien secrétaire particulier d'Adolf Hitler, Rudolf Hess, quatre-vingt-deux ans, a été hospitalisé dans la nuit du mardi 8 juillet, à la suite d'un malaise cardiaque, à l'hôpital militaire britannique de Berlin-Ouest. Condamné à la prison à vie pour « conjuration contre la paix mondiale » et « organisation d'une guerre d'agression », au procès de Nuremberg (1946), il est depuis 1966 le seul détenu de la prison de Spandau. Son fils, M. Wolf Rüdiger Hess, anime depuis plusieurs années une campagne pour la libération de son père. Cette libération a été acceptée par les Américains, les Français et les Anglais, mais toujours refusée par les Soviétiques. — (AFP, AP, UPI.)

● Remaniement du gouvernement en Côte d'Ivoire. — Le président Houphouët-Boigny a écarté, mercredi 9 juillet, son cabinet, qui passe de vingt-huit à quarante ministres. Les portefeuilles les plus importants ne changent pas de titulaires. Les douze nouveaux venus sont des universitaires. La plupart des ministres qui perdent leur département restent cependant au gouvernement avec le titre de ministre d'Etat sans portefeuille. — (AFP.)

Le Monde Infos-Spectacles  
sur Minitel  
36-15-91-77 + ISLM

A B C D F G H

### Bourse du matin

#### EN HAUSSE : + 1,07 %

La Bourse s'est de nouveau raffermie le 10 juillet en séance du matin. L'indice de clôture a gagné 1,07 %. Les plus fortes hausses étaient enregistrées par l'Oréal (+ 2,94 %), Source Perrier (+ 2,78 %), Thomson-CSF (+ 2,64 %), Louis Vuitton (+ 2,59 %) et Chargeurs (+ 2,05 %). Deux replis seulement étaient notés : Moteurs Leroy-Somier (- 1,28 %) et Lafarge-Copée (- 0,74 %).

### A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 10 JUILLET  
Indicateur de séance (%) : + 1,07

VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours
Accor	437	442	440
Agropar Hues	1750	1750	1759
Alcatel	760	760	760
Alstom	417	417	420
Banque Paribas	1159	1160	1160
Banque	4100	4100	4100
B.S.A.	2600	2620	2640
Carrefour	3250	3260	3260
Chaparral S.A.	1220	1230	1245
Coat-Mohand	544	552	552
Dunlop	1491	1470	1475
Elf-Aquitaine	1324	1325	1329
Elf-Sud	286	287	287
Elf-Sud	2800	2800	2810
Lafarge-Copée	1325	1315	1315
Michelin	3050	3100	3100
Moët-Hennessy	5960	5970	5970
Moët-Hennessy	2101	2105	2110
Navig. Méditerranée	1100	1100	1105
Oréal	2575	2570	2580
Perrier	1191	1191	1191
Peugeot S.A.	988	1010	1000
Saatchi	730	730	728
Suez	1755	1775	1775
Télécom	3290	3340	3355
Thomson-CSF	1323	1370	1363
Toutatis	365	365	365
T.T.L.	2970	3010	3010
Valéo	495	495	498

Le numéro du « Monde » daté 10 juillet 1986 a été tiré à 463 541 exemplaires

**JUSQU'AU 12 JUILLET INCLUS**

**1 APPLE IIe COULEUR**  
1 APPLE IIe, 1 carte vidéo, 1 lecteur avec contrôleur, 1 moniteur couleur.

**9.990 F.T.T.C. !!!**  
(crédit possible)

**1 APPLE IIk COULEUR**  
1 APPLE IIk, 1 souris, 1 logiciel extasy et 1 moniteur couleur.

**8.990 F.T.T.C. !!!**  
(crédit possible)

Un Apple s'achète chez  
**INTERNATIONAL COMPUTER**

26, rue Renard 75004 (face Beaumarchais) - tél. (1) 42.72.26.26  
29, rue de Clichy 75009 - tél. (1) 42.85.24.55  
et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 91.37.25.03

**LATREILLE**  
saldes d'été  
DERNIERS JOURS  
62 r. St-André-des-Arts. 6<sup>e</sup>  
Tél. 43.29.44.10  
Parking adjacent à nos magasins

مكتبة الامن الاصل

CHRON  
6